

BIBLIOTHEQUE NATIONALE DE FRANCE- PARIS

Tout usage public de reproductions de documents conservés à la Bibliothèque nationale de France est soumis à l'obtention d'une autorisation préalable et à l'acquittement d'une redevance.

Ainsi chaque usage public des documents reproduits sur ce CD-rom doit faire l'objet d'une déclaration à l'aide du formulaire disponible auprès du Service reproduction.

N. a. fr. 16404.

TI

UN CERTAIN GOUT

DE

CENDRES

par

FELIX GOUIN

Ancien Président du Gouvernement Provisoire

de la

République Française



Première Partie

==

D'Istres à Londres
via Miranda del Ebro

Premier Volume

==

Avant-propos	- page	1
Chapitre 1 - Bordeaux : prélude à l'abandon	- page	5
Chapitre 2 - Vichy : triomphe de la trahison	- page	31
Chapitre 3 - Lendemain d'abdication	- page	81
Chapitre 4 - Des portes s'ouvrent sur l'espérance	- page	100
Chapitre 5 - Vers la renaissance du parti	- page	149
Chapitre 6 - Avocat de Léon Blum	- page	175
Chapitre 7 - Le Socialisme retrouve son âme	- page	189
Chapitre 8 - Tel était Marx Dormoy	- page	213
Chapitre 9 - La revanche de la Cagoule	- page	227
Chapitre 10 - Les fruits amers du Pétainisme	- page	263

°°°

N.B. - Voir la table générale en fin du volume.

En guise d'Avant-Propos

BRASIER, CENDRES ET SCORIES

Raconter ce que l'on a vu, dire franchement ce que l'on pense, porter jugement sur les faits et sur les hommes ne va pas sans risque ni dommage.

Surtout dans les périodes troubles où les esprits sont en mouvement et où le vieux levain de méchanceté qui fermente toujours dans le cœur humain ne demande qu'à se manifester.

En prenant la plume, je suis donc sans illusion, car j'ai trop vécu pour ne pas savoir que les hommes -et plus particulièrement les hommes politiques- n'ont aucune complaisance à attendre de leurs contemporains. Quelque grand que soit mon souci d'objectivité, je rencontrerai parmi mes lecteurs nombre de sceptiques, quelques amis indulgents, mais plus sûrement des adversaires sournois ou déclarés et, à leur côté, des ennemis résolus.

Il en surgira de toutes parts et de tous les bords.

Certains, les plus honnêtes, s'efforceront de hausser leurs critiques au niveau du contexte même de cet ouvrage.

D'autres -les plus nombreux- ne condescendront point à ce fair play que notre siècle sportif a mis à la Mode. Les injures, les outrages, les calomnies ne me feront pas défaut.

Ces bassesses ne me prendront pas au dépourvu car elles m'ont souvent accompagné, au cours d'une existence trop fertile -hélas- en multiples traverses.

Sans illusion sur la bonne foi humaine, je connais trop pour m'en émouvoir les détours ignominieux qu'elle emprunte pour déconsidérer, salir ou abattre ceux dont elle récuse le témoignage

Qu'importe, après tout, cet affrontement avec les vipérides de plume ou de tréteau!

La vie, l'humble vie de chacun, est faite tour à tour de flammes, de cendres et de scories. La sagesse est d'accueillir sereinement les unes et les autres et d'en subir l'inévitable alternance.

Le spectacle, même s'il est payé de secrètes douleurs, en vaut assurément la peine.

Laissons donc courir librement notre plume et émerger de l'ombre, où ils étaient tapis, les mille visages de nos souvenirs.

Il me semble les voir déjà devant moi, à demi cachés dans l'âtre où ils vont s'éveiller à la vie...

Douceurs et tristesses mêlées, voici qu'ils se matérialisent peu à peu devant mes yeux.

Ce ne sont d'abord que flammèches timides, comme effarouchées par l'âtre où sommeillent les bois odorants. Craquements légers et furtifs; pétilllements brusques, retombées silencieuses, suivies d'étincelles, trouant le bleu si tendre des premiers flocons de fumée. Et puis, en un élan soudain, comme délivrée, c'est l'aurore jaillissante d'une flamme haute et pure. Sous l'âpre morsure, les vieux troncs semblent se tordre et gémir. Les yeux s'emplissent de ^{leur} ~~la~~ chaude clarté. Chaque rayon de feu agrandit l'aube triomphante qui prend possession du foyer.

La vie palpite et rit comme si l'éternité s'étendait devant elle...

Court répit, songe tôt envolé: voici que déjà le brasier vacille et s'obscurcit. Le crépuscule, un instant fugitif, revient à pas feutrés prendre possession des lieux dont il avait été chassé.

La grisaille des cendres fait pâlir lentement, et comme à regret, le doux incarnat du foyer déclinant.

Aurore enchanteresse, souriante et ^{claire} chaude compagne d'une existence qui se dévidait comme un soyeux écheveau, te voilà disparue, vaincue par l'âpre nuit, annonciatrice des prochains frimas.

Au fond de l'âtre, s'étend et s'épaissit l'amas de cendres qu'un vieil homme, au soir de sa vie, voudrait tenter de ranimer. Pour quelques instants! Pour sa joie et aussi pour

sa peine! Pour que ne meurent point délaissés les derniers
tisons qui se consomment lentement. Soufflons donc sur eux et
ranimons, ne fût-ce qu'un instant, leur vacillante clarté. Elle
suffira sans doute à nous guider au travers de cette mystérieuse
contrée où le dur bruissement de la vie prélude toujours au
silence de la mort!

• • •

CHAPITRE PREMIER

Bordeaux, prélude à l'abandon.

DIX MAI, SEIZE JUIN, DIX JUILLET 1940: trois dates qui devaient sceller le destin de la III^e République.

Le 10 mai, c'est l'offensive hitlérienne qui, en six semaines, pulvérise notre armature militaire.

Le 16 juin, c'est la capitulation des augures du Régime devant l'intrigue auvergnate.

Le 10 juillet parachève cette double liquéfaction: c'est l'agenouillement du législatif devant la conjuration politico-militaire dont Laval tire les ficelles et dont Pétain sera le bénéficiaire.

A la suite de nos revers, c'est à Istres que j'avais reçu convocation pour participer à l'Assemblée Nationale réunie

en hâte à Vichy, par les soins d'Herriot et de Jeanneney.)

(En ces jours de malheur, j'avais tenu à demeurer auprès de mes administrés qui redoutaient une incursion des "panzer" aventurés jusqu'aux alentours de Vienne, et dont l'audace ne connaissait plus de bornes.)

(Bien que demeuré à Paris, et au coeur des événements, jusqu'au 10 juin, j'avais eu peine à suivre et à coordonner la ruée d'informations qui avait fondu sur nous depuis la rupture du front.)

(Mes horizons familiers s'étaient voilés, puis obscurcis. Dans mon cerveau surnageaient - seules - des images chaotiques: combats sporadiques, dislocation de nos unités, fuites éperdues de civils et de militaires sur les grandes routes; dur martellement de la soldatesque allemande au travers de nos cités en deuil.)

(Je ne connaissais rien encore de l'immonde intrigue qui s'était nouée à Bordeaux, où Paul Reynaud avait tenté de stopper l'errance de son Gouvernement.)

(Je devais peu à peu, par bribes et morceaux, reconstituer la tragédie, grâce, d'abord, à Vincent Delpuech, sénateur des Bouches-du-Rhône et Directeur du Provençal, qui en avait vécu quelques phases préliminaires.

Mon départ pour Vichy, en compagnie de mes collègues Léon Bon et Fabien Albertin, allait m'en instruire plus complètement car nous devions faire escale à Florac, où Pomaret nous attendait, avec sa charmante épouse. Nous avons profité,

les uns et les autres, de la voiture de Vincent Delpuech et pendant de longues heures nous avons côtoyé les bords si riants du Rhône et traversé les paysages plus sévères de l'Ardèche et de la Lozère. Voyage silencieux s'il en fut, chacun de nous laissant ~~sa pensée~~ errer sa pensée sur le présent, si sombre, sur l'avenir, si angoissant.

Je ne pouvais m'empêcher ^{de songer aux} ~~de réfléchir~~ ~~des~~ heures douloureuses qu'avait vécues la France depuis notre entrée en guerre.)

(A les évoquer, il me semblait ressentir encore l'impression diffuse de malaise et d'inquiétude sourde, qui habitait en moi depuis le déclenchement de la guerre.)

(Je n'avais jamais fait partie, à la Chambre des Députés, où j'étais entré le 11 mai 1924, de la Commission de l'Armée. Mais à la Commission des Finances, qui m'avait nommé Rapporteur général adjoint du Budget, j'avais poussé à la création d'une Commission des Armements dont je m'étais très activement occupé.

Pourquoi le cacherais-je? J'étais loin d'être rassuré par tout ce que nous avaient appris les investigations auxquelles, mes collègues et moi, nous étions livrés. Sans avoir la prétention - ce qui serait ridicule - d'être un spécialiste des problèmes militaires, j'avais cependant suivi de très près, avec une appréhension chaque jour grandissante, le prodigieux effort de réarmement de l'Allemagne nazie.)

(Depuis son départ de la Société des Nations en octobre

1933, Hitler semblait possédé d'une frénésie guerrière délirante,

En peu de mois, nous avons pu en mesurer les funestes effets: dénonciation du Traité de Versailles; réoccupation de la Ruhr; ~~annexion~~^{Anschluss} autrichien; asservissement de la Tchécoslovaquie; invasion de la Pologne.

Il n'est pas exagéré de dire que sous ces coups de boutoir l'Europe, apeurée et tremblante, perdait peu à peu son âme et, victime résignée, se préparait aux pires sacrifices. Que pouvions-nous opposer, nous, Français, à l'outil meurtrier qu'avait forgé le Führer et qui, à l'époque, n'avait pas d'équivalent dans le monde? Nous avons, certes, des soldats courageux, des chefs qui avaient été à l'école des Joffre, des Foch, des Galliéni, des Sarrail.

Oserai-je dire que la victoire du 11 novembre 1918 les avait remplis d'une imprudente présomption à quoi s'ajoutait le mépris que leur inspiraient les "nouveautés" qu'un petit caporal autrichien, promu dictateur, avait introduites dans les techniques guerrières d'outre-Rhin?

Nos stratèges - et, parmi eux, les plus illustres - semblaient ignorer la prodigieuse révolution que l'armée mécanique venait de promouvoir dans l'art de la guerre.

Quelques rares hommes: Paul Reynaud, chez les politiques; Herring et Charles de Gaulle, chez les militaires, en avaient seuls pressenti l'importance et mesuré les dangers. Ils s'étaient heurtés au conformisme étroit des chapelles

militaires dont le joug est infiniment plus pesant qu'on ne l'imagine.

Deux ~~capitaines~~ ^{officiers} de classe s'étaient vigoureusement prononcés contre l'institution d'un corps mécanique autonome, servi par un personnel d'élite et qui aurait constitué, en tous temps et pour tous terrains, un instrument d'intervention rapide, puissant et efficace.

Ces deux adversaires de l'armée nécanique, c'étaient, d'une part le Maréchal Pétain et, d'autre part, le Général Weygand. Que pouvait contre eux l'intelligence d'un de Gaulle, se heurtant aux prophéties de Pétain préfaçant un ouvrage du général Chauvineau et déniaut aux chars de combat le rôle de premier plan qu'ils allaient jouer dans le prochain conflit?

Et que répondre au général Weygand qui, à Lille, à la veille de la guerre, le 4 juillet 1939, déclarait que notre armée possédait tout ce qu'il fallait pour mettre Hitler à la raison, si celui-ci commettait un jour l'imprudence de nous déclarer la guerre? Pendant que se poursuivait notre voyage, d'autres pensées occupaient mon cerveau inattentif à la douceur prenante de nos paysages provençaux.

Les erreurs d'optique de nos chefs militaires n'expliquaient pas complètement l'immensité de notre désastre. Un autre élément avait joué un rôle important, ~~et c'était pour les~~ ~~meilleurs éléments militaires de la race. Cet élément était~~ ~~constitué par~~ les propagandes anti-françaises et anti-démocra-

tiques menées depuis des années dans notre pays, par un certain nombre de journaux d'inspiration et de facture fascistes.

L'Action Française, Candida, Gringoire, Je Suis Partout depuis le coup d'Etat avorté du 6 février 1934, avaient entrepris une formidable campagne de dénigrement, de mensonge et de dénonciations outrageantes contre tout ce qui était républicain.

Loin d'apporter au peuple de France une notion claire et précise de ce que méditaient les dictateurs mégalomanes d'Italie et d'Allemagne, les folliculaires haineux qui en étaient les rédacteurs, ne cessaient de dénoncer le bellicisme de tous ceux qui ne voulaient point incliner leur front devant la servitude étrangère.

Ceci permet de comprendre pourquoi, très rapidement, presque dès le premier choc, un véritable raz de marée emporta l'ensemble de l'armature française.)

Le branle est donné par quelques chefs militaires qui ne croient pas à la justice de cette guerre et dont certains souhaitent même la victoire hitlérienne qui les débarrassera de la Gueuse, dont ils ont puisé la haine dans les écrits de Léon Daudet.)

Les soldats suivent l'impulsion, les autorités administratives emboîtent le pas: elles se disloquent, entraînant les civils derrière elles.

C'est ainsi que la France s'est désagrégée, comme

sous l'effet d'une sorte d'érosion interne qui frappe de panique des foules entières, les précipite au hasard sur les routes et fait pendant quelque temps de notre Nation une cohue de nomades sans feu ni lieu, totalement dépourvus d'énergie et de foi.

. . .

J'en étais là de mes moroses reflexions au moment où nous pénétrâmes dans Florac.)

Les Pomaret y avaient loué une vieille prison désaffectée qu'ils avaient transformée avec beaucoup de goût et de sens du confort.

La vue plongeante sur la ville était ravissante, la végétation des contrées heureuses s'y épanouissait à l'aise, en un mélange harmonieux, éblouissant les yeux de vivantes clartés. Par contraste, la détresse de nos coeurs n'en était que plus poignante. Repas simple et cordial: nos hôtes savaient nous accueillir avec aisance et courtoisie.

On le devine, il ne fallut pas longtemps pour que la pente de nos pensées reflue vers les événements qui pesaient sur chacun de nous comme un lourd suaire.)

Avant notre départ de Marseille, nous les avions déjà longuement évoqués au cours d'une brève session du Conseil Général qu'avait convoqué le Sénateur Léon Bon, son Président.)

La plupart des Parlementaires du Département s'y étaient retrouvés, et, par bribes et morceaux, au hasard de leurs confidences, le voile obscur qui cachait les événements incroyables que la Province avait vaguement pressentis s'était peu à peu déchiré. Deux de nos commensaux de Florac, Vincent Delmas et Charles Pomaret revenaient eux-mêmes de Bordeaux, déplorant de ne pas

m'y avoir rencontré car, disaient-ils, on y avait sérieusement songé à me demander d'entrer dans le ministère constitué par Pétain.

Pour ne point blesser Pomaret qui avait accepté d'y figurer et dont j'étais l'hôte et l'ami, je m'abstins de lui dire ce que je pouvais penser de la chose. Mais après ce que j'avais appris, bien avant Florac, des sombres manoeuvres de l'équipe Weygand-Pétain, il eût été assurément impensable pour moi de m'y associer, si peu que ce fût...

Bien que près de vingt ans se soient écoulés depuis ces événements, ils suscitent encore en moi, lorsque j'y pense, une houle de colère impuissante et de stupeur indignée.

On s'imagine connaître les hommes, tout au moins ceux que l'on coudoie, que l'on fréquente, et auxquels vous lient des habitudes communes de pensée et de travail. Et puis, soudainement, parce que des événements inattendus bouleversent le bel équilibre de la vie quotidienne, on découvre en face de soi des êtres totalement différents de ceux qui étaient mêlés à notre existence.

Il en était ainsi d'un nombre incroyable de parlementaires que j'avais coudoyés pendant tant d'années. Et, parmi ceux-là, se détachaient plus particulièrement ceux que leur valeur propre ou l'^{amitié} ~~appui~~ d'un chef de parti avaient associés aux responsabilités du pouvoir. En quelques brèves semaines, tel ou tel de ces dirigeants, que j'avais connu autrefois plein de morgue et d'orgueil, s'était désarticulé comme ces poupées de son qu'un simple accroc vide peu à peu de leur substance.

C'est à Cangé, l'une des premières étapes parcourues par le Cabinet de Paul Reynaud, que le rideau se lève sur la tragédie française. En dix jours, entre le dix et le vingt mai 1940, la ruée allemande avait ouvert deux terribles brèches dans le dispositif de nos armées.

Le front avait craqué aux alentours de Namur d'abord, puis ensuite, vers Sedan. Dès cet instant, nos revers avaient gagné en ampleur et en

gravité,
notamment dans la Meuse, dans le Nord et dans la Somme. Le 12 juin 1940,

l'armée belge capitule, tandis que Mussolini nous déclare la guerre. Les blindés hitlériens en profitent pour accentuer leur avance en Basse-Seine et en Champagne.)

Le drame atteint alors une phase active avec l'entrée en scène de son premier acteur, le général Weygand.)

Entendu par le Conseil des Ministres, le Généralissime somme Paul Reynaud, en termes quasi-comminatoires, de mettre fin à une lutte qui lui paraît sans issue.)

Stupeur et désarroi. Mandel, Campinchi, Laurent Eynac, Dautry, Georges Monnet, Louis Marin n'en croient point leurs oreilles! Ce sont des patriotes!

Paul Reynaud qui, le 20 mai 1940, s'est formellement engagé vis-à-vis de l'Angleterre à ne pas négocier avec le Reich sans accord de celle-ci, repousse avec force les suggestions du Général en Chef:

"Nous lutterons, dit-il, en avant de Paris; nous lutterons en arrière de Paris; nous nous enfermerons dans une de nos provinces et si nous en sommes chassés, nous irons en Afrique du Nord et, au besoin, dans nos possessions d'Amérique."

Fières paroles qui, hélas, ne devaient pas voir de lendemain.)

L'atmosphère des Conseils de Ministres qui se succèdent après une visite-éclair de Churchill à Tours devient en effet de plus en plus irrespirable. Surprise tragique: le Maréchal Pétain appuie de tout son prestige et de son immense autorité les propositions de Weygand qui, avec une violence accrue, pousse le Gouvernement à solliciter l'arrêt des combats. L'élève de Foch semble avoir ignoré ce que disait autrefois Napoléon des peuples qui peuvent se relever de leurs revers, mais qui ne se relèvent jamais du consentement donné à leur déshonneur!

gravité,
notamment dans la Meuse, dans le Nord et dans la Somme. Le 12 juin 1940,

l'armée belge capitule, tandis que Mussolini nous déclare la guerre. Les blindés hitlériens en profitent pour accentuer leur avance en Basse-Seine et en Champagne.)

Le drame atteint alors une phase active avec l'entrée en scène de son premier acteur, le général Weygand.)

Entendu par le Conseil des Ministres, le Généralissime somme Paul Reynaud, en termes quasi-comminatoires, de mettre fin à une lutte qui lui paraît sans issue.)

Stupeur et désarroi. Mandel, Campinchi, Laurent Eynac, Dautry, Georges Monnet, Louis Marin n'en croient point leurs oreilles! Ce sont des patriotes!

Paul Reynaud qui, le 20 mai 1940, s'est formellement engagé vis-à-vis de l'Angleterre à ne pas négocier avec le Reich sans accord de celle-ci, repousse avec force les suggestions du Général en Chef:

"Nous lutterons, dit-il, en avant de Paris; nous lutterons en arrière de Paris; nous nous enfermerons dans une de nos provinces et si nous en sommes chassés, nous irons en Afrique du Nord et, au besoin, dans nos possessions d'Amérique."

Fières paroles qui, hélas, ne devaient pas voir de lendemain.)

L'atmosphère des Conseils de Ministres qui se succèdent après une visite-éclair de Churchill à Tours devient en effet de plus en plus irrespirable. Surprise tragique: le Maréchal Pétain appuie de tout son prestige et de son immense autorité les propositions de Weygand qui, avec une violence accrue, pousse le Gouvernement à solliciter l'arrêt des combats. L'élève de Foch semble avoir ignoré ce que disait autrefois Napoléon des peuples qui peuvent se relever de leurs revers, mais qui ne se relèvent jamais du consentement donné à leur déshonneur!

Devant les abandons de si hauts personnages, on comprend - si on ne l'excuse - la panique qui s'installe au coeur de nos Excellences. La plupart d'entre elles pensent échapper à leurs responsabilités propres en s'abritant derrière celle des deux chefs glorieux qui semblent n'avoir plus qu'une seule pensée: fuir le combat et se réfugiant dans l'armistice.)

C'est dans cet état d'esprit déjà défaitiste que les Princes du Régime - démoralisés et divisés - vont aborder la fin du voyage qui, de Paris, les a conduits jusqu'à Bordeaux. Je suis donc bien loin de regretter de m'être tenu éloigné de cette ville au cours des heures noires qui allaient suivre.

C'est en effet à Bordeaux que vont se conjuguer et s'entr'épauler les intrigues de la gent étoilée et celles de la gent politicienne.)

Prise comme dans un étau entre ces deux forces, la République ne pourra même pas esquisser le moindre geste de défense.)

Ce sont d'abord les militaires qui ouvrent le feu. Rien que de très naturel, il faut en convenir, puisque c'est leur spécialité. Le Généralissime Weygand, qui se sent fort de l'appui inconditionnel de Pétain, réclame avec une hauteur de plus en plus insolente la conclusion rapide d'un cessez-le-feu.)

L'homme sait ce qu'il fait et où il va.)

Il sait qu'à l'heure où il souhaite rompre le combat, le Pouvoir Civil n'est plus qu'une fiction, qu'un haillon battu par le vent

...
(Korolyov)

du désastre. Il brûle donc d'en finir avec ceux qui ne sont déjà plus que des ombres falotes. Il redoute ou feint de redouter qu'à la faveur de l'anarchie qui gagne le pays, ne s'instaure à Paris un Gouvernement d'inspiration communiste et d'obédience soviétique.)

(Le Maréchal Pétain seconde en sous-main, avec une astuce déjà toute politicienne, les manoeuvres du généralissime.)

(Autour de ce personnage imposant, s'est nouée depuis longtemps une sorte de cabale occulte dont le but est de le pousser au pouvoir suprême.)

L'entourage
~~disparatate~~, dispartate à souhait, qui se couvre de son pavillon, entend exploiter ses tendances réactionnaires et son aversion pour ce que Tardieu appelait la fonction parlementaire.

(Au sein de la Cagoule de Deloncle, des Croix-de-Feu de ~~de~~ La Roque, du Redressement Français de Mercier, il a plus que des complices, mais des inspireurs. Témoin: Raphaël Alibert, dont, depuis des années,

Pétain
~~il~~ a fait son maître à penser.)

(Lorsque Charles Maurras pose sa candidature à l'Académie Française, il n'a pas de supporter plus dévoué que Pétain lui-même. Cela lui vaut, dès ce moment, le tonitruant concours de l'Action Française et le dévouement des forcenés qui militent parmi les Camelots du Roy.

La victoire de 1918, qui lui a permis, sur le tard, d'accéder au Maréchalat, achève d'en faire un irrésistible pôle attractif pour la masse des Français qu'une défaite aussi inattendue qu'incompréhensible a plongés dans un abîme de désespoir.

Que pouvait faire Paul Reynaud en cette terrible conjoncture? Lorsqu'il ~~réunit~~ réunit à Bordeaux l'ultime Conseil des Ministres qu'il présidera, il est déjà perdant, et à peu près abandonné de ceux dont il espérait l'entier concours. Quelques ministres courageux essaient cependant de remonter le courant, tel Georges Mandel, dont l'énergie rappelle celle de son maître Georges Clémenceau.

Mandel apporte l'appui de son éloquence mordante aux propositions que Paul Reynaud oppose à la thèse de Weygand. Le Président du Conseil soutient en effet, contre l'avis du Généralissime, que l'armée peut avoir le droit de cesser le combat lorsqu'elle estime n'avoir pas en main les moyens de le poursuivre.

Par contre, le Gouvernement n'a pas le droit de le faire, car il n'est pas, comme l'armée, l'un des éléments de la France, mais la France en son entier, avec son passé, sa gloire, ses possessions coloniales inviolées, sa flotte invaincue, ses alliances nombreuses, auxquels s'ajoutent les amitiés agissantes de toutes les nations libres du Monde.

La Pologne, la Norvège, les Pays-Bas, la Belgique, envahis et occupés, et dont les armées avaient baissé pavillon, n'avaient pas agi autrement. Hors de leur territoire national, sous l'impulsion de leurs gouvernants réfugiés à Londres, ces pays continuaient la lutte contre les forces mauvaises qui rêvaient d'enchaîner l'Europe au char germanique.

Pourquoi donc la France, disaient les ministres patriotes, ne s'inspirerait-elle pas de ces précédents, et ne continuerait-elle pas, sous d'autres cieux, si besoin, le combat sacré pour sa liberté et son indépendance?

En dépit de ces arguments et de ces références, Weygand répond par un refus catégorique et coupant, tandis que Pétain menace de démissionner si on ne se résigne pas à solliciter l'armistice. C'est à ce moment angoissant qu'une lueur d'espoir semble se lever à l'horizon, sous les espèces d'une offre sensationnelle de Winston Churchill, proposant à notre malheureux pays une union pour le meilleur et pour le pire, qui ferait de nos deux nations un seul corps et une seule âme, et leur permettrait sans doute de conjurer la malédiction d'Hitler.)

J'eusse souhaité en avoir le texte exact, qui n'avait pas été publié par la presse.)

Pomaret, à qui j'en demande copie se contente de m'en indiquer les grandes lignes. Il en raille d'ailleurs la substance, avec cette gouaille ironique qui est souvent dans sa manière. Je suis loin d'épouser sa ~~manière~~ ^{façon} de voir et, lorsque je peux en prendre connaissance quelques jours plus tard, à Vichy, je maudis l'imprévoyance et la sottise que constitua, à mon sens, le refus dédaigneux et hautain opposé à l'offre de la Grande-Bretagne.)

Il n'est, du reste qu'à rappeler la teneur du document pour comprendre le tort qui fut fait à la France par cet imbécile rejet.

"A cette heure si grave dans l'histoire du monde moderne, déclarait Churchill, le Gouvernement du Royaume-Uni et la République Française se déclarent indissolublement unis et inébranlablement résolus à défendre en commun la justice et la liberté contre l'asservissement à un système qui réduit l'humanité à la condition des robots et des esclaves.

"Les deux Gouvernements déclarent que la France et la Grande-Bretagne ne seront plus à l'avenir deux nations, mais une seule Union Franco-Britannique.

"La constitution de l'Union comportera des organismes communs

pour la défense, la politique extérieure, les finances et les affaires économiques.

" Tout citoyen français jouira immédiatement de la citoyenneté en Grande-Bretagne, tout citoyen britannique deviendra un citoyen de la France.

"Les deux pays supporteront en commun la réparation des dommages de guerre, quel que soit le lieu où ils se seront produits et les ressources de l'un et de l'autre seront également, et comme un tout unique, employées à cet effet.

"Pendant le cours de la guerre, il n'y aura qu'un seul Cabinet de guerre et toutes les forces de la Grande-Bretagne et de la France, sur terre, sur mer ou dans les airs, seront placées sous sa direction. Il siègera là où il jugera pouvoir le plus utilement gouverner. Les deux Parlements fusionneront officiellement. Les nations qui forment l'Empire britannique constituent déjà de nouvelles armées. La France maintiendra ses forces disponibles sur terre, sur mer et dans les airs. L'Union fait appel aux Etats-Unis et leur demande de renforcer les ressources économiques des Alliés et d'apporter à la cause commune l'aide de leur puissant matériel.

"L'Union concentrera toutes ses énergies contre la puissance de l'ennemi, où que se livre la bataille.

"Et ainsi nous vaincrons."

Quand, avec le recul du temps, on pèse les termes de cette généreuse proposition, on se rend compte combien toute la guerre en eût été influencée si par bonheur elle avait pu être prise en considération.

L'offre anglaise acceptée, c'était le drame de Mers-El-Kébir évité; c'était une écrasante supériorité navale anglo-française, assurant une pleine liberté de communications entre l'Amérique et l'Europe; c'était la mobilisation et l'armement, rendus possibles, de nos colonies, frémissantes à la pensée de reprendre la lutte; c'était l'achèvement plus rapide de la guerre; c'était enfin la présence certaine de la France aux conférences de Téhéran, de Yalta et de Potsdam, avec, sans doute, une paix mieux organisée que celle que nous bâtirent Roosevelt, Staline et Churchill.

Vues de l'esprit, dira-t-on. Certes. Mais il eût fallu, pour en imaginer les virtualités immenses d'autres hommes que ceux qui, à Bordeaux, méditaient de jeter bas la République pour se hisser au faite des honneurs et des profits.)

Aux tout premiers rangs de ceux-ci se détache un ^{homme} ~~aventurier~~, passé maître en rouerie et astuce: j'ai nommé Pierre Laval.)

Je l'avais connu, à l'aurore de sa vie politique, lorsqu'il avait apporté son adhésion au parti de Jean-Jaurès et de Léon Blum. Habile, insinuant, l'homme s'était rapidement poussé aux premiers rangs, en conquérant la mairie d'Aubervilliers et ensuite la députation. Anarchisant de tempérament, il n'était pas fait pour accepter les servitudes que tout militant consent à son parti.)

Il devait nous quitter, en effet, peu après la scission de Tours, dans la conviction que, comme son maître et ami Aristide Briand, il poursuivrait, libéré de toute entrave, une brillante carrière politique.

Ce n'était point là, il faut l'avouer, vaine présomption, car Laval, plusieurs fois ministre, s'était ^{hissé} poussé, peu à peu, à force de souplesse et de roublardise, jusqu'à la Présidence du Conseil.)

Le Capitole, on le sait, n'est pas loin de la Roche Tarpéienne

Laval devait en faire la dure expérience au cours du conflit italo-éthiopien qui fut l'occasion de sa chute.)

Interpellé à la Chambre en décembre 1935, par Yvon Delbos et Léon Blum, ^{il} ~~Laval~~ fut impuissant à défendre la politique ^{avait été} cauteleuse et ondoiyante qui ~~ser~~ ^{avait été} la sienne dans le problème des sanctions. Le double jeu qu'il avait mené à cette occasion allait ^{être} ~~porter~~ ~~un coup~~ fatal à l'autorité de la Société des Nations et, du même coup, entraîner sa perte.

Ecarté du pouvoir, il ne devait jamais pardonner à ceux qu'il en rendait responsables: les principaux chefs républicains de notre pays et les dirigeants anglais.)

La défaite de nos armées, le désarroi du Parlement, allaient lui ^m ~~permettre~~, ^{à force} ~~en usant~~ de combinaisons et d'intrigues, de prendre une revanche impatientement attendue. Car, de plus en plus, à mesure que coulaient les heures, les sommations de Weygand se multipliaient.)

Il fallait donc se résoudre à y répondre. Devions-nous solliciter l'armistice, fallait-il continuer la lutte?

Un ultime Conseil des Ministres, convoqué en hâte, devait trancher le noeud gordien.)

Réunion plus qu'orageuse, nous confia Pomaret qui, par discrétion, garda le silence sur l'altercation tragique qui mit aux prises Mandel et Chautemps.

Ce dernier, coutumier du compromis, et dont l'esprit est fertile en transactions, propose au Conseil de demander à Hitler les conditions d'un armistice. Ainsi pourrait être clarifiée la situation car, disait-il, si les conditions exigées étaient déshonorantes pour le pays, aucun Français ne saurait y souscrire et ne songerait à désertier le combat, même s'il devait se poursuivre sous d'autres cieux.)

Paul Reynaud démonte en quelques mots ces dangereux sophismes. Solliciter l'armistice, c'est l'aveu de la défaite, c'est la démoralisation de l'armée, la désespérance du pays tout entier!)

Et, à nouveau, il s'efforce de convaincre Weygand que la solution la moins humiliante pour la France, c'est la capitulation des chefs de l'armée qui permettrait au Gouvernement de poursuivre la ^{lutte} ~~guerre~~ là où il le pourrait encore.)

Le refus de Weygand est, cette fois, net, violent, et il s'accompagne d'un réquisitoire féroce, qui n'épargne ni les Parlementaires, ni les ministres, ni le Président de la République lui-même. C'est ainsi que, de guerre lasse, ^{est} ~~elle~~ finalement acceptée la proposition Chautemps qui coupe en deux fractions hostiles le Ministère.)

Dès cet instant, Paul Reynaud n'hésite plus. Il répugne à continuer à présider un Cabinet divisé et déjà quasi-disloqué.)

Quelques heures plus tard, après un dernier entretien avec le Président Lebrun et les Présidents Jeanneney et Herriot, il résigne son mandat.

Jeanneney, Herriot pressent Lebrun de confier à Paul Reynaud le soin de constituer un nouveau cabinet où n'entreraient que des résistants éprouvés. Paul Reynaud n'accepte point cette solution et pense que, seul, Pétain doit, maintenant, assumer le pouvoir. Le sort en est jeté: c'est Pétain qui succèdera à Paul Reynaud, car, pressenti, le Maréchal acquiesce immédiatement. Et, dans l'heure qui suit, comme si le scénario avait été médité de longue date, le premier Cabinet Pétain est constitué.

Beaucoup de généraux, un amiral, des hauts fonctionnaires, quelques hommes politiques en font partie. En voici, du reste, la composition:

- Philippe Pétain,
- Camille Chautemps,
- Frémicourt,
- Les généraux Weygand,
- Colson,
- Pujo,
- L'amiral Darlan,
- Baudouin,
- Pomaret,
- Bouthillier,
- Rivaud,
- Rivière,
- Frossard,

(Chichery,

Février,

Ybarnégaray.)

Alibert n'a pas été oublié: il est Sous-Secrétaire d'Etat à la Présidence du Conseil. Il sera la Maître-Jacques du Cabinet et l'animateur sectaire et quelque peu farfelu de la Révolution National

Premier objectif du Conseil: s'enquérir des desseins du Führer pour un éventuel armistice. M. de Lecquerica, grand ami du Maréchal et Ambassadeur d'Espagne, se charge de cette mission.)

Sans en attendre le résultat, sous l'inspiration d'un entourage pressé de couper les ponts avec le Régime, Pétain adresse son premier message au Pays. Il n'a prévenu personne de son intention, pas devant sollicité l'accord de ses ministres: il entend marquer ainsi un nouveau tournant de l'histoire de la France.)

L'allocution mérite un rappel, eu égard, aux lamentables conséquences qu'elle va engendrer:

"Français,

" A l'appel de M. le Président de la République, j'assume, partir d'aujourd'hui, la direction du gouvernement de la France. Sûr de l'affection de notre admirable armée qui lutte, avec un héroïsme digne de ses traditions militaires, contre un ennemi supérieur en nombre et en armes. Sûr que par sa magnifique résistance, elle a rempli nos devoirs vis-à-vis de nos alliés. Sûr de l'esprit des Anciens Combattants dont

eu la fierté de commander. Sûr de la confiance du peuple tout entier, fais à la France le don de ma personne pour atténuer son malheur.

"En ces heures douloureuses, je pense aux malheureux réfugiés qui, dans un dénuement extrême, sillonnent nos routes. Je leur exprime ma compassion et ma sollicitude. C'est le coeur serré que je vous dis aujourd'hui qu'il faut cesser le combat.

~~Venez tous à Paris, car c'est là que se trouve le gouvernement et que se trouve le chef de la Nation.~~
~~Ne laissez pas échapper cette occasion de faire entendre votre voix.~~
~~Revenez à Paris par tous les moyens possibles et par les routes les plus sûres.~~

Que tous les Français se groupent autour du gouvernement que préside pendant ces dures épreuves et fassent taire leur angoisse pour n'écouter que leur foi dans le destin de la Patrie." >>

Les Allemands comprennent aussitôt le parti qu'ils peuvent tirer de ces malheureuses paroles. Ils impriment en hâte le discours; le répandent en toutes régions et plus particulièrement dans celles où l'on se bat encore. Résultats prévisibles: c'est l'ensemble de l'armée qui se décompose: des régiments entiers, officiers en tête, se débandent.

Que peut-on reprocher, du reste, à ces braves gens? Ils n'ont retenu de la harangue présidentielle qu'une seule phrase: "C'est le coeur serré que je vous dis aujourd'hui qu'il faut cesser le combat."

Mettre bas les armes, n'est donc plus déshonorant; c'est simplement obéir au vainqueur de Verdun, à l'homme que la France s'est donné pour chef. Or la bataille, pour les Allemands, n'est point terminée, puisqu'ils retardent de 48 heures leur réponse à M. de Lecquerica. La Wehrmacht poursuit donc impitoyablement sa progression, avec d'autant

La frénésie d'abandon de l'équipe lavalienne va atteindre son paroxysme au moment où le nouveau gouvernement songe à se réfugier en Algérie pour préserver son indépendance et sa liberté d'action.)

Décision capitale, en l'absence de ^{précision} décision sur l'armistice qui permet aux armées d'Hitler de déferler sur le pays, menaçant d'encercler Bordeaux et de capturer nos dirigeants qui s'y trouveraient pris comme dans une nasse.)

Le bon sens, la sagesse, le souci des intérêts de la France: tout commande donc qu'on en finisse avec les attermolements et qu'on arrête au plus tôt une ligne de conduite.)

Hélas, le désarroi des esprits, les ferments de ~~trahison~~ trahison habilement répandus par l'équipe Marquet-Laval, sont tels que le Cabinet Pétain est incapable, après des heures d'âpre discussion, d'aboutir à un accord.)

~~On laissera~~ ^{finalement} / ^{choisir} le soin de ~~déterminer~~ une attitude à un Comité restreint qui réunira, sous la présidence de M. Lebrun, le Maréchal Pétain, Herriot et Jeanneney.

Dès que ce Comité prend séance, comme s'il y avait accord concerté entre la pensée de Laval et celle du Maréchal, celui-ci déclare qu'en aucun cas il ne s'expatriera, fût-ce en Algérie. Il n'ose cependant s'opposer à un compromis que suggèrent Herriot et Jeanneney. Ceux-ci souhaitent qu'une partie du Conseil des Ministres soit autorisée à demeurer en France sous l'autorité du Maréchal. Une autre partie du Conseil, sous la direction de Chautemps, pourrait, par contre, s'installer

à Alger et conserver ainsi la liberté d'action de la France au cas où Hitler s'emparerait de Bordeaux.)

Accord sur ces bases est conclu.)

Pomaret se charge d'en assurer l'exécution. Un paquebot, le Massilia sera mis à la disposition des Parlementaires et du personnel des deux Chambres.

. . .
. . .

Andeguil, Député de Bordeaux, devait m'apprendre peu après les incroyables conséquences des décisions qui venaient d'être prises. Il avait été au coeur des événements et comme il avait eu le rare courage d'héberger Léon Blum, il avait pu juger de l'affolement qui avait gagné l'équipe Laval-Marquet...)

~~Il avait été au coeur des événements et comme il avait eu le rare courage d'héberger Léon Blum, il avait pu juger de l'affolement qui avait gagné l'équipe Laval-Marquet...)~~

Cette décision, aussitôt connue, ^{avait} jeté le trouble parmi ^{les amis} de Laval. Dans l'heure qui suit, ^{ils avaient} elle ^{quitte} le masque et joue ^{leur} son va-tout. On comprend les raisons qui ^{les pressaient} la ~~font~~ d'agir.)

Laisser s'installer en Algérie les principaux personnages de l'Etat, le Président de la République, les Présidents du Parlement, les Chefs de Parti et leurs troupes, alors qu'on connaît leur opposition farouche à la capitulation, c'est risquer le rejet de l'armistice sollicité au nom de la France par M. de Lecquerica.)

Que pourrait peser, à ce moment, la personnalité de Pétain, si hautement respectée soit-elle? La balance des forces pencherait irrémédiablement du côté d'Alger, car l'Angleterre, l'Amérique et la plupart des nations libres ne pourraient reconnaître comme ~~légitime~~ ^{l'armistice}

[Signature]

indépendant un Gouvernement tombé aux mains de l'ennemi.)

La suite d'un tel évènement est aisée à démêler. C'est le complot de Bordeaux étouffé dans l'oeuf, et le désaveu retentissant - par tout le pays en alerte- des mensonges perfides de Laval et des odieuses manoeuvres de son équipe.

L'Auvergnat s'est trop découvert pour rompre ou faire oraison. Il va donc redoubler d'efforts et, pour aboutir au résultat qu'il recherche, faire preuve d'une volonté, d'un acharnement, d'un esprit de ruse vraiment diaboliques.)

Sans perdre une minute, il s'emploie à réchauffer le zèle de tous ceux qu'il a attachés à son char. Il court sans arrêt de l'Hôtel de Ville de Bordeaux, où il endoctrine ses ~~amis~~^{alliés}, aux divers locaux dans lesquels le ^Parlement a trouvé asile.)

Il a dépouillé le vieil homme que l'on a connu antrefois, insinuant et souple, avec cette pointe de débrillé dans l'allure, le geste et la parole dont il n'~~avait~~^{avait} su se défaire.)

Il discourt maintenant avec une incroyable assurance, une insolence qui va s'accroître d'heure en heure, comme si elle se fortifiait des malheurs de la patrie.)

Livide de fureur à la pensée que sa revanche pourrait lui échapper, si d'aventure le Massilia gagnait Alger et y débarquait les plus hautes autorités de l'Etat, hostiles à ses desseins, il met tout en oeuvre pour faire échouer l'entreprise.

Le bon Président Lebrun, venu me rendre visite quelque temps après mon élection à la plus haute charge de l'Etat, en 1946, m'a

raconté avec infiniment de tristesse et de douleur inapaisée, cette étonnante scène du 21 juin 1940, au cours de laquelle Pierre Laval vint le mettre en demeure de renoncer à gagner l'Algérie en compagnie de Jeanneney et d'Herriot.)

Dans les souvenirs de l'excellent homme, ce qui était resté dans sa mémoire, c'est l'outrance, la passion, la furie de cette troupe qui, à la suite de Laval, avait littéralement forcé sa porte. Lebrun n'en était pas encore revenu; le Laval qu'il avait connu, dans les temps heureux, souriant et calme, s'était d'autorité donné la parole et avait discouru, devant lui, avec ~~une~~ ^{et} véhémence ~~traverse~~ sur un diapason de plus en plus aigu.

→ [-Votre départ, criait-il à Lebrun, est une trahison envers le pays!

Malheur à vous et à ceux qui vous suivront, si vous cédez aux conseils de Jeanneney pour lequel je n'ai que haine et mépris.

"Ne sentez-vous pas, ne comprenez-vous pas, continuait ^{il} ~~le~~ ~~à~~, que nous sommes vaincus; que notre défaite est irrémédiable? Nous allons, maintenant, porter le poids de toutes les fautes des misérables qui n'ont voulu ni me suivre, ni m'écouter. Tant pis pour les aveugles et pour les sourds. Il ne s'agit pas de fuir, Monsieur le Président, mais de payer! La seule façon de le faire, c'est de rester sur le sol de France et de partager le sort que le vainqueur imposera à notre peuple!"

C'est en vain que le Président Lebrun, avec mesure et dignité, essaie de calmer, de raisonner les excités qui entourent ^{Laval} ~~le Président~~. C'est en vain qu'il rappelle que le projet de départ pour l'Algérie

n'a qu'un seul but: préserver la liberté de discussion du Gouvernement lorsqu'il sera mis en possession des conditions de l'armistice.)

(C'est en vain qu'il souligne avec force que cette décision résulte de l'accord unanime de Pétain, de Jeanneney, d'Herriot et de lui-même.)

Loin de calmer les esprits, l'énoncé de ces faits indiscutables met le comble à la fureur de la troupe hurlante. Un député de la Seine, M. Dommange, de sa voix acide, glapit que ^{si/}le Gouvernement quitte la Métropole, le pays en constituera aussitôt un autre qui, seul, aura la possibilité d'exercer le pouvoir.

Le lendemain de cette orageuse et indécente discussion, les événements se précipitent. Alertés, sans aucun doute, par le tumulte de Bordeaux, les Allemands, pour y couper court, se décident à faire connaître leurs propositions d'armistice.)

(C'est à Rethondes même, dans le wagon où Foch avait scellé la défaite germanique de 1918, qu'ils les renouvellent à nos plénipotentiaires. Ils n'admettent ni retouches ni discussion. Pire encore, ils n'en délivrent aucune copie et c'est sur de simples notes, prises au téléphone, nous indique Pomaret, que le Gouvernement devra délibérer.)

(Délibérer, c'est beaucoup dire, car il s'agit simplement de s'incliner devant le diktat du vainqueur C'est ce qui sera fait le 22 juin à 19h30, après une ultime sommation de Keitel. L'Allemagne tient désormais sa revanche.)

(Deux jours après, la même cérémonie se déroulera à Rome pour

l'armistice italien, mais dans une atmosphère infiniment plus détendue.

Une page de l'Histoire de France vient d'être tournée, dans l'amertume et la désolation pour les patriotes, dans la joie haineuse de leurs proches revanche pour les hommes de la capitulation.

Deux d'entre eux, et non des moindres, accèdent, du reste, aux honneurs: le Maréchal devait bien cela à Marquet et à Laval!

~~Et c'est ainsi que la France se voit offrir un tel honneur.~~

~~à accepter dans un tel honneur.~~
A ce point *nous remettre en*
notre colloque, *il est, du reste,* l'heure de reprendre ~~notre~~ route et de prendre congé de nos hôtes.

Quand nous les quittons, notre coeur se serre, non seulement par tout ce que nous ~~venons d'apprendre~~ *savons du passé*, mais encore par l'appréhension du grand inconnu qui nous attend à Vichy, capitale provisoire d'une France humiliée et vaincue!

CHAPITRE II

VICHY, TRIOMPHE DE LA TRAHISON.

nos discussions des
A Florac, durant que ~~à travers les~~ tours et détours de la conjuration lavalienne, j'avais cru toucher le fond de l'écoeurement et de la honte.)

Vichy devait en reculer les limites au-delà des bornes du possible et du croyable.)

X
Plus de vingt ans de sont écoulés depuis, et j'ai encore devant les yeux l'affreux spectacle qui, pendant quelques jours, me poursuivait comme un cauchemar.)

Il faudrait la plume d'un Saint-Simon ou le crayon d'un Daumier pour faire revivre l'~~incroyable~~ *inrassemblable* ramas de turpitudes, de mensonges et de lâchetés dont je fus le témoin angoissé.)

Quelque écoeurant qu'il soit, le tableau vaut pourtant qu'on s'y arrête, car il marque la faillite d'un régime et la fin d'une époque

D'abord, toile de fond sinistres, la défaite, avec tout ce qu'elle représente de menaces obscures pour la France qui, foudroyée, gît à même le sol, inerte, veule et sans reflexe apparent.)

Vestige de ce qui fut vie et mouvement: un entassement inouï, à même les rues, les trottoirs et les places, d'une infinité de voitures de toutes marques et de tout âge. A croire que nos provinces avaient dégorgé, dans le moindre espace libre de Vichy, toutes les variétés connues d'appareils de locomotion en usage à l'époque. Au travers de ce chaos ~~de machines~~, circulent des vestiges d'humanité dont le disparate s'harmonise au naturel avec le décor. Je cèdois au passage quelques menues épaves de la cohue qui hantait, à Paris, les couloirs de la chambre: journalistes; chroniqueurs; attachés de presse ou de Cabinet; financiers, affairistes; personnel et cadres administratifs des Assemblées.)

De loin en loin, figures plus familières, je salue des collègues cherchant visiblement à faire oublier leur qualité et se contentant, au passage, d'une furtive poignée de mains. Par contre, cheminant en groupes compacts, torsos en avant et poitrines bombées, on se heurtait sur tous les trottoirs à l'inquiétant cortège qui s'attache aux pas du héros du jour, Doriot en personne, accouru de Paris pour prendre ^{sa} part de la curée.)

Attirés, semble-t-il, par ces relents de pourriture, errent çà et là des péripatéticiennes, désireuses de participer, à leur manière, à l'hallali de la République. Car c'est bien de cela qu'il s'agit, à Vichy, deuxième et dernier acte dont le prologue venait de se jouer à Bordeaux sous la double direction de Marquet et de Laval.

Dès les premiers fléchissements du front, ce tandem de là *l'abandon* trahison avait démasqué ses batteries, ~~ce qui a permis~~ ~~de constater~~. D'abord, isoler Paul Reynaud et les ministres qui, autour de lui, ont l'audace de préférer le jeu de la France au jeu de l'étranger. Ensuite, exploiter à fond le désastre de nos armées en dénonçant ceux que l'on veut en rendre responsables: les hommes de gauche, accusés, par surcroît, d'être à la solde ou à la remorque de l'Angleterre. Hisser, enfin, au pouvoir sur les ruines de la République, un vieillard chargé d'ans et de gloire, et dont l'intermittente sénilité servira de comode paravent à la nouvelle et brillante carrière que Pierre Laval rêve de se tailler dans le deuil de la Patrie.)

"Car, après tout, pense l'Auvergnat en son for intérieur, pourquoi le petit pion que je fus autrefois ne réussissait-il pas, en France, ce qu'ont réussi en Italie l'instituteur Mussolini et en Allemagne, le caporal Hitler?"

Les circonstances vont se prêter, du reste, à merveille à cette éblouissante transmutation. La partie engagée à Bordeaux par les méprisables duettistes, a marqué, dès l'abord, des points importants.)

(Peu de Parlementaires sont arrivés dans la ville, soit parce que, mobilisés, soit que leur Marie ou leur circonscription les en aient tenus éloignés. Le travail de sape, organisé en équipe par Laval et Marquet en est d'autant facilité.)

nous avons eu
(Autre atout majeur, dont ~~ce qui a permis~~ l'écho: la démoralisation d'un certain nombre de Ministres, qui semble croître au fur et à mesure que s'élargit l'aire de notre défaite.

C'est sur ces entrefaites que va surgir, à point nommé
pourrait-on dire, la malheureuse affaire du Massilia.

J'en apprends les diverses péripéties de la bouche même de
Léon Blum qui m'avait précédé à Vichy.

Toujours circonspect dans ses jugements et porté à l'indulgence,
par naturelle générosité d'âme, mon maître et ami répugne à croire
qu'il y ait eu préméditation de ce mauvais coup.

Par scrupule, je m'abstiens de troubler l'admirable sérénité
qui préside aux confidences de Léon Blum, bien que mon propre jugement
soit loin de rejoindre le sien.

- "Vous n'ignorez pas, mon cher Félix, me dit Blum, puisque vous avez
connu la furieuse offensive de Laval contre ceux qu'il appelle les
belligistes, les conditions dans lesquelles, après le retrait de Reynaud,
le Cabinet Pétain a sollicité l'armistice!

"Un armistice suppose des conditions. Ces conditions, quelles
qu'elles soient, postulent un débat, une discussion. Comment conduire
ceux-ci avec une entière liberté d'esprit si les armées ennemies s'em-
parent du Gouvernement ou si leur simple proximité pèse sur les délibéra-
tions? Il convenait donc de prendre du champ et c'est la raison pour
laquelle, fort justement, le Gouvernement a décidé, le 18 juin dernier, de
gagner Alger.

"Partir, poursuit avec force Léon Blum, c'était résister et
c'était surtout préserver la liberté d'une négociation dont dépend
l'avenir de la France.

Seul, le Maréchal avait décidé qu'il resterait en France quoi

qu'il arrive. Il pensait, non sans raison, je crois, que son nom et sa gloire pourraient servir de bouclier protecteur aux Français.)

Nos Ministres se sont inclinés - et ils ont bien agi - mais ils ont en même temps préparé leur repliement à Alger, où Chautemps, muni d'une délégation générale exercera l'autorité."

Pour renforcer celle-ci, le Gouvernement s'était préoccupé du départ du plus grand nombre possible de Parlementaires pouvant constituer autour de lui la représentation tangible et légale du Régime Républicain.

Je ne peux, à ce moment du récit de Léon Blum, dissimuler ma surprise. Dès les premières heures de mon séjour à Vichy, de nombreux collègues avaient en effet attaqué violemment devant moi Mandel, Mendès-France, Daladier, Jean Zay, d'autres encore, les accusant, les uns, de désertion, les autres, de lâcheté.

Léon Blum, que je mets au courant de ces ragots, hausse les épaules, ses mains tremblent, tandis que sa voix se fait plus grave et plus incisive.

"Quelle indignité et quelle dérision, s'exclame-t-il. Ces peu charitables collègues n'ont-ils pas tenté de s'informer, avant de juger? Tenez, mon cher Gouin, lisez ces documents qu'Herriot a portés à la connaissance de tous ceux qui désiraient partir en Algérie. Rien ne démontre mieux la légèreté coupable des pauvres êtres qui calomniaient sans raison ceux de nos collègues qui ont embarqué sur le Massilia."

Et Léon Blum me donne à lire trois pièces capitales dont nos archives ont conservé la trace. Je les transcris ci-dessous, car elles

éclairèrent d'un jour singulier la suite des propos de mon maître et ami.

Amirauté Française

Bordeaux, le 19 juin 1940.
19 h 30

L'Amiral de la Flotte
Commandant en Chef des Forces
Maritimes Françaises

Monsieur le Président,

Le bateau désigné est le Massilia. Il sera amarré
le 20 vers midi au quai des Chargeurs.)

L'embarquement devra s'effectuer entre 14 et 16 h.)

Appareillage le 20, à partir de 16 h.)

600 places de cabine.

Je vous demande de faire contrôler les embarquements
par le personnel qualifié du Sénat et de la Chambre.

Sentiments respectueux.

F. Darlan.

Le lendemain, l'amiral Darlan prenait la décision suivante:

"Le Gouvernement, d'accord avec les Présidents des Chambres,
a décidé hier, 19 juin, que les Parlementaires embarqueraient
aujourd'hui 20.

La rivière ayant été minée à Pauillac, le Massilia n'a pas pu

remonter à Bordeaux comme prévu et est resté au Verdon.

"C'est donc au Verdon que doivent se rendre les Parlementaires par des voitures que le Gouvernement devra leur procurer.

"J'ai avisé ce matin de cela M. Pomaret, puis le Président Chautemps, et je l'ai téléphoné au Président Herriot.

La Marine ne peut rien faire d'autre.

F. Darlan."

Dans l'après-midi du jeudi 20 juin, la questure de la Chambre faisait apposer dans les locaux de l'école Anatole France l'avis suivant:

Chambre des Députés
Secrétariat général administratif

20 juin 1940 - 15 heures.

URGENT

MM. les Députés qui désirent prendre le Massilia, quai du Verdon, sont informés qu'ils peuvent obtenir le visa auprès du Vice-Amiral Dumesnil, Ministère de l'Intérieur, Cabinet du Ministre, Préfecture.

L'embarquement doit avoir lieu sans délai."

"Eh bien, reprend Blum, lorsque je lui rends les documents, que je viens de lire, êtes-vous convaincu?

J'acquiesce d'un signe de tête; puis, à la réflexion, je demande à Léon Blum pourquoi, puisqu'il était à Bordeaux, il n'a pas essayé de gagner Alger.

- Ceci, mon cher Ami, me répond Blum avec une irritation contenue

dans la voix, c'est une autre histoire, ou plutôt toute l'histoire.

" Car, à la suite des instructions de Darlan, de nombreux collègues dont nos amis Delbos, Bastide, de Tessen, d'autres encore, font leurs préparatifs de départ. J'ai fait les miens également et les ai rejoints chez Herriot où nous étions convenus de nous réunir. Durant des heures, nous avons attendu là, avec quelle fièvre, vous le concevez, le signal du départ. Jean Monnet et Monick ont ajouté à nos inquiétudes car, s'étant fait annoncer aux alentours de minuit, à l'hôtel présidentiel, ils nous font part des craintes que leur suggère l'étonnant silence du Gouvernement. Il faut croire qu'ils étaient mieux au fait que nous car, à peine nous avaient-ils quittés qu'Herriot apprenait qu'un Conseil des Ministres était convoqué le lendemain à 10 heures du matin."/>

"Tumulte, émoi, discussion entre nous. Que signifie une telle nouvelle? C'est ce que nous pressons Herriot d'éclaircir sans délai.

"Celui-ci nous quitte, gagne son Cabinet, où il téléphone à Chautemps qui le rassure d'un mot: rien n'est changé au dispositif de ~~son~~ départ, dit le Vice-Président du Conseil, ce que paraît ~~confirmer~~ confirmer le lendemain un coup de téléphone de Pomaret à Herriot dès après la tenue de ce nouveau Conseil. Une seule variante modifie cependant le programme primitif.

"Il y aura deux groupes distincts. L'un, celui des grands officiels gagnera, par la route ou par fer, Port-Vendres, où il embarquera.

"L'autre, constitué par les Parlementaires et leur famille,

prendra la mer le 20 juin sur le Massilia ancré au Verdon.

"Hélas, mon cher ami, poursuit Léon Blum, il faut croire qu'en ces heures de fièvre la boussole gouvernementale était totalement dérégulée, car, quelques heures après ce Conseil des Ministres, tenu au matin du 20 juin, on en convoquait un autre, dès les premières heures de l'après-midi du même jour. Et c'est ce Conseil qui décidait d'ajourner tout départ, aussi bien des Ministres que des Parlementaires. Est-ce hasard ou négligence, impéritie ou manoeuvre, toujours est-il qu'on a laissé partir, sans prévenir quiconque, le Massilia. Il a pris la mer le 21 juin dans l'après-midi avec une vingtaine de nos collègues et non des moindres. Pourront-ils revenir et prendre part à nos délibérations dans quelques jours? Il serait vraiment tragique qu'on les tienne éloignés de Vichy, alors que Laval, secondé, hélas, par quelques uns des nôtres, ne cache pas son désir d'en finir avec la République?"

Après cet exposé si lucide, un long silence s'établit entre nous. Je me décide le premier à le rompre pour demander à Blum si je dois réunir notre Groupe. J'en étais, en effet, le Président adjoint et sa convocation faisait partie de mes attributions.

- Rien entendu, me dit Blum, il convient que nous prenions contact avec ceux de nos camarades arrivés à Vichy. Voyage Rivière : on l'a logé avec son Ministère dans un hôtel/spacieux assez. Il nous réservera bien une salle, impossible à trouver à l'hotel Majestic, où sont installés les services de la questure.

"Il va de soi, continua Blum, que je serai là. Mais je souhaiterais que ce soit vous-même qui présidiez, à cette réunion qui ne

sera qu'une prise de contact, sans caractère officiel."

J'acquiesce d'un mot et me charge d'alerter Rivière.

-Aucune difficulté, me dit celui-ci... je vais faire parvenir les convocations utiles à nos collègues et, demain, vous pourrez délibérer ici-même.

Notre Groupe Parlementaire comprenait, à l'époque, Chambre et Sénat réunis, environ 170 membres.

Nous fûmes bien loin de les voir répondre à notre appel avec l'empressement que les circonstances eussent dû cependant imposer.

Notons cependant, à la décharge de quelques uns d'entre eux, que nous avions vingt ou vingt-cinq des nôtres mobilisés ou quasi-prisonniers dans la zone opérationnelle. Sept autres étaient à Alger, s'étant embarqués sur le Massilia. Une bonne quinzaine, enfin, s'était laissé prendre dans les filets de Laval et avait rompu toute amarre avec le Parti. C'est dire que nous ne fumes guère plus d'une soixantaine à assister à la première réunion de notre Groupe.

A ce moment, un problème préoccupait tous les esprits: celui de la Revision de la Constitution. La plupart des Parlementaires présents à Vichy en faisaient le procès sans se rendre compte que les erreurs qu'on lui imputait provenaient bien plutôt des hommes que des textes.

L'opinion de Léon Blum m'était connue: dans sa pensée, faire opposition dès l'abord à tout projet de revision, c'était faire obstacle aux manœuvres ourdies par Laval.

Celles-ci comportaient, disait-il, deux temps bien distincts.

Premier temps: faire accepter par chacune des deux Assemblées, séageant séparément, le principe d'une revision constitutionnelle.

Deuxième temps: ce vote acquis, profiter de cette adhésion pour modifier de fond en comble nos règles traditionnelles de droit public.

Depuis cette époque, j'ai souvent et longuement réfléchi à la position prise par mon maître et ami. Je dois avouer que c'est lui qui avait raison et qu'il avait vu beaucoup plus loin et beaucoup plus juste qu'aucun d'entre nous.

Bien de nos camarades, en effet, et non des moindres, Georges Monnet, Marx Dormoy, Vincent Auriol, Jules Moch ne se rangeaient point à son avis. Je partageais leurs illusions, comme le firent la plupart de ceux qui étaient autour de nous.)

Il faut l'avouer, leur thèse ^{ne} manquait ni de force, ni de logique.

Pourquoi, disaient-ils en substance, pourquoi le Groupe Socialiste ne s'associerait-il pas à une revision d'ensemble de la Constitution de 1875? N'avions-nous pas, --et bien souvent-- dénoncé ses tares, ses imperfections, ses lacunes? Nous refuser à l'opération chirurgicale envisagée, serait agir à contre-courant, car l'opinion publique, lassée de nos jeux parlementaires, exigeait la refonte des textes désuets, en lesquels elle croyait discerner les raisons de nos faiblesses et de nos défaites. Ne nous coupons donc pas des masses; faisons corps, au contraire, avec elles dans ce qu'elles représentent de sain. Mais ceci posé, battons-nous ensuite, et à fond, sur des textes

clairs, précis et efficaces que nous pourrions nous-mêmes proposer s'il en est besoin. ~~Les uns ont dit que...~~

~~Le débat a été très intéressant...~~
~~Il a permis de clarifier les positions...~~
~~et de mieux comprendre les enjeux...~~

Léon Blum déploya contre cette argumentation toutes les ressources de son immense talent. En vain, hélas, car le siège de la plupart d'entre nous était déjà fait: il était visible que la presque unanimité de nos camarades voterait le principe de la revision.

Certes, et je me hâte de le dire, à part un petit nombre d'hésitants et de trembleurs, chacun de nous pensait qu'une telle revision ne pouvait être le prétexte d'une mise en cause du régime.

Le Socialisme, dont nous avons puisé les enseignements dans la vie et les leçons de nos grands disparus, Marcel Sembat, Francis de Pressensé, Jules Guesde et surtout Jean Jaurès, était inséparable, en nos coeurs, de la république.

Nombreux étions-nous, dans ces conditions, à penser à la bataille ardente que nous mènerions, dès après le vote du principe de la revision constitutionnelle. Nous avions quelques chances de la gagner, s'il fallait en croire les rumeurs qui parvenaient jusqu'à nous.

On racontait, par exemple, que les Parlementaires Anciens Combattants de 1914; qui avaient conservé une très large audience dans le pays étaient fermement décidés à barrer la route aux ambitions forcenées de Laval.

Il y a un page 43 bis

On menait grand bruit, également autour de certaine entrevue du Président Lebrun avec nos collègues Candace, Flandin et Mistler. Etrange entrevue et mon moins étrange démarche: ces messieurs n'avaient-ils pas imaginé de persuader Lebrun de s'offrir en holocauste au pays et d'abandonner ses fonctions présidentielles? Plein de sang-froid et de dignité, Lebrun avait éconduits ces indésirables visiteurs qui en avaient été pour leur courte honte. Rien n'était donc perdu et il ne fallait point désespérer.)

C'est sur cette note légèrement teintée d'optimisme que s'achève la discussion.)

Aucun vote ne fut, du reste, émis, chacun de nous se rendant compte qu'en des circonstances aussi graves, il convenait de laisser à chacun la liberté d'agir selon sa conscience.

Cet important problème écarté, Rivière, Promu à Bordeaux Ministre des Colonies, demanda la parole pour une communication personnelle.)

Un certain nombre de nos camarades trouvaient étrange sa présence et celle d'André Février dans le nouveau gouvernement. Il tenait donc - ce qui était compréhensible - à dissiper le malaise qui régnait à ce sujet parmi nous.)

Il le fit, c'est justice à lui rendre, avec précision et franchise.)

La nomination dont il avait fait l'objet s'était produite sans qu'il ait eu la possibilité de consulter le Groupe. Comment l'aurait-il fait, du reste, puisque celui-ci n'aurait pu se réunir utilement,

44
43 bis

la plupart de ses membres étant absents?)

Sollicité par Pétain, encouragé par Lebrun et par ceux des ministres qui avaient opiniâtement soutenu Mandel, il avait, avant toute acceptation, demandé à Léon Blum son avis. Celui-ci, qu'Audeguil, député de Bordeaux, hébergeait chez lui, était président du Groupe, car, je le rappelle, je n'étais que son premier adjoint.

Blum ne formula aucune objection contre l'entrée de Rivière dans le Cabinet Pétain. Bien que la constitution de celui-ci n'ait pas été rigoureusement conforme à une stricte orthodoxie républicaine, on ne pouvait encore, à ce moment de notre Histoire, instituer contre elle un procès de tendance. Certes, il était inquiétant qu'un certain nombre de militaires et de fonctionnaires de haut rang, inféodés au chef du pouvoir y aient trouvé place. Mais, à côté d'eux, utile contre poids, siégeaient les représentants des principales organisations politiques du pays.

- Ce n'est qu'après mon entrée au Gouvernement et mon entrevue avec Léon Blum, poursuivit Rivière, que Marquet et Laval, jusqu'alors tenus à l'écart, devinrent, le premier: Ministre de l'Intérieur, le second: Vice-Président du Conseil.

"Que pouvais-je faire, à ce moment? disait Rivière, alors que Bordeaux s'était soudainement vidé de ses occupants parlementaires qui avaient gagné Vichy où les appelait la convocation de l'Assemblée Nationale? N'y avait-il pas, dès lors, intérêt pour le Parti, à conserver, au sein du Cabinet Pétain élargi, un témoin, un observateur, et le cas échéant, un opposant?"

Je n'ai pas souvenance que cette mise au point ait suscité la moindre discussion. Elle ne fut suivie, du reste, d'aucun vote.

Rivière avait été écouté dans un profond silence dont il fut loisible à chacun de nous d'interpréter le sens.

D'autres événements nous obsédaient, d'ailleurs, et allaient peser lourdement sur chacune des heures qui allaient suivre. L'un de ceux qui fit sur le Parlement la plus profonde impression fut la réunion donnée ~~conjointement par~~ conjointement par Xavier Vallat et Spinasse dans une des salles de l'hôtel Majestic.

A des titres divers, ces deux hommes avaient conservé dans le pays une grande audience.

Xavier Vallat, grand mutilé de la guerre de 1914, avocat attitré des Cagouleurs, membre influent de l'Action Française, s'était spécialisé, depuis 1936, dans la critique systématique et véhémement du Front populaire.

Qui ne se souvient du discours aussi haineux qu'injuste qu'il avait prononcé contre Léon Blum, dont il avait déploré qu'il fût le premier Juif à accéder à la présidence d'un Gouvernement français?

Passionnément sectaire, virulent dans l'attaque, mordant dans la réplique, l'homme s'était fait le champion éloquent et rageur d'une extrême-droite qui n'avait jamais rien appris et qui ne sut jamais oublier.

Spinasse était l'antithèse vivante du fougueux député de l'Ardèche. Ce qui frappait en lui, c'était, sur un corps fortement charpenté, une tête étrangement douloureuse et tourmentée. Je revois

encore le front haut de l'homme, ses cheveux taillés en brosse, ses yeux profondément enfoués dans leurs arcades, son visage sévère et couronné de rides, ses mâchoires anguleuses. Grand travailleur, intelligence lucide, Spinasse unissait en lui une éloquence nourrie d'une science économique profonde, alliée à un souffle poétique qui en adoucissait et en tempérant la rigueur. Ses débuts à la tribune du Parlement avaient fait sensation et avaient été salués par toute la presse comme la révélation d'un très grand talent.

Imaginer que ces deux hommes, incarnations vivantes des oppositions de pensée qui se heurtèrent en France de 1936 à 1940, pouvaient s'accorder, s'entendre et s'épauler autour d'un thème commun, eût paru le comble de l'absurde.)

Et cependant l'absurde s'était accompli sous mes yeux, au cours d'une réunion d'une cinquantaine de mes collègues, anxieux comme moi d'écouter, de voir et de juger le comportement de ces deux notables, dans la tourmente.

Ce que fut cette réunion, ceux qui en furent les auditeurs peuvent en témoigner comme moi-même: un réquisitoire féroce chez l'un, douloureux chez l'autre, contre le régime dont ils étaient cependant tous deux bénéficiaires. Chez Xavier Vallat, je retrouvai le courant de pensée maurrassien qui, durant un demi-siècle, s'était lentement infiltré, comme un poison, dans les veines de deux générations.)

La Démocratie ne pouvait mener le pays qu'à la décomposition et au désastre. Pas de besogne plus urgente ni plus indispensable que



d'en finir avec elle. La défaite, si humiliante qu'elle ait été pour l'amour-propre national, apportait heureusement la certitude de son effacement définitif.)

Il fallait donc profiter, sans plus tarder, des perspectives qu'elle allait enfin ouvrir aux vrais Français, ceux qui, à travers vingt générations, n'ont jamais oublié les bienfaits de l'autorité royale.)

Pour l'instant, et pour parer au plus pressé, il convenait d'apporter une adhésion unanime à l'armistice, d'épauler Pierre Laval dans son oeuvre de redressement; de plébisciter, enfin, le Maréchal, dont la sagesse et la gloire seraient les piliers de l'autorité restaurée de l'Etat Français! Certes, Spinasse ne fit pas écho à cette attristante mentalité qui sacrifiait allègrement la Patrie à la frénésie idéologique qui avait autrefois poussé les émigrés de Coblenz à prendre les armes contre leur propre pays. Son discours nerveux, haché, haletant - et, je le crois, profondément sincère - fut une sorte de confession des erreurs qu'il avait autrefois professées et dont il entendait faire publiquement l'aveu.)

Il y avait une sorte d'apre grandeur dans le furieux acte de contrition qui s'échappait de ses lèvres.)

A l'en croire, il fallait rompre sans esprit de retour avec un passé déshonorant.)

L'amour de la liberté, la dignité de l'homme, son désir d'indépendance, son esprit critique, tout cela n'était que de faustes vues

de l'esprit que seuls les progrès de la conscience humaine pourraient peut-être conquérir un jour, mais dans un très lointain avenir.

Le Parlement avait été l'antre de corruption pour les hommes comme pour les institutions. Il fallait donc qu'il expie ses fautes dans la contrition et le renoncement.

• • •
o o o

On conçoit le parti qu'allait tirer Laval de ces étonnantes conversions. Les émissaires qu'il avait ~~envoyés~~^{froulés} dans tous les milieux et dans tous les groupes, avaient là une pâte magnifique à travailler. Ils s'en privèrent d'autant moins que chaque heure qui s'écoulait faisait surgir de retentissantes et nouvelles volte-face. L'une d'entre elles est à marquer d'une pierre noire: celle de Gaston Bergery.

Plus que toutes les autres, en raison de son passé, la collusion de Bergery avec le fascisme politico-militaire qui s'avavançait à pas

de l'esprit que seuls les progrès de la conscience humaine pourraient peut-être conquérir un jour, mais dans un très lointain avenir.

Le Parlement avait été l'antre de corruption pour les hommes comme pour les institutions. Il fallait donc qu'il expie ses fautes dans la contrition et le renoncement.

• • •
• • •

On conçoit le parti qu'allait tirer Laval de ces étonnantes conversions. Les émissaires qu'il avait ~~envoyés~~^{troués} dans tous les milieux et dans tous les groupes, avaient là une pâte magnifique à travailler. Ils s'en privèrent d'autant moins que chaque heure qui s'écoulait faisait surgir de retentissantes et nouvelles volte-face. L'une d'entre elles est à marquer d'une pierre noire: celle de Gaston Bergery.

Plus que toutes les autres, en raison de son passé, la collusion de Bergery avec le fascisme politico-militaire qui s'avavançait à pas

feutrés dans le marécage vichyssois devait susciter étonnements et commentaires.

J'avais connu Bergery dans les temps héroïques où il dirigeait, avec le talent incisif qui était le sien, un ardent brûlot de combat contre le fascisme et le nazisme.)

A cette époque, le directeur de La Flèche s'était fait l'avocat d'une démocratie largement ouverte à tous les grands courants politiques français de gauche, communistes compris, bien entendu. Elu en 1928, puis en 1932, grâce aux voix que ceux-ci lui avaient apportées, le député de Mantes-la-Jolie paraissait d'une sincérité sans faille.)

Seul à accomplir cet acte de courage, n'avait-il pas, en effet, donné la preuve de sa foi en démissionnant, spectaculairement, pour protester contre l'entrée d'Herriot, son ancien patron, dans le cabinet simili-fasciste de Gaston Doumergue? Féru d'indépendance, rompu aux luttes du Forum, possédant une rare maîtrise des problèmes qu'il traitait, il intervenait souvent - toujours en franc-tireur - dans nos débats parlementaires. Il s'y taillait généralement de grands succès, qui étaient la récompense d'une dialectique serrée qu'il excellait à enrober d'humour et d'ironie mordantes!)

Tout, dans la personne et le comportement connu de Bergery, devait donc normalement l'opposer aux menées ^{doublement} ~~soignées~~ de Laval monnayant à son profit, en ~~ce~~ intrigues de couloirs, la popularité du Maréchal.)

Et cependant l'imprévisible et impensable prit corps, sous la forme d'un Manifeste dans lequel Bergery rompait toute amarre avec

son passé de militant antifasciste. Certes, et je me hâte de le dire, quand on possède, comme lui, un redoutable talent, le revirement d'un Bergery sait se nuancer d'habile façon.)

Son Factum, qui constituait un acte de véritable allégeance au Maréchal et à son triste ésuipier Laval, était un chef d'oeuvre de diplomatie et de tactique. Dès sa publication, plus de cent Parlemen-
taires se bousculèrent pour en cautionner les thèmes, les uns séduits par le subtil fumet de démagogie qui s'en dégageait, le plus grand nombre dans l'espoir de prendre place dans la cohorte des futurs triom-
phateurs. ~~Il en avait rapporté les lettres à son départ de~~

~~Vichy. Placé en lieu sûr lorsque je gagnai Londres, il y avait encore
retrouvé aujourd'hui, car il est le témoignage d'un cynisme
de gens et des intellectuels dans lequel se drapèrent sans de répétitions
fatigues pour justifier leur lâcheté. ~~Il y avait encore~~
tion.~~

~~"La France viciée de connaître un de ses plus
tristes les plus complets de son histoire.~~

~~"Le désastre militaire n'est, en effet, que la tradue
tion catastrophique de la corruption du régime.~~

~~"Des millions de citoyens n'ont cessé, à l'intérieur,
de vouloir en échec la souveraineté de la Nation.~~

~~"Nous avons connu des Gouvernements dits "de droite"~~

~~Elles s'articulaient dans trois directions différentes pour~~ Ses premiers signataires, les Château, Chassaigne, Montigny, Marcel Déat, suffirent à en souligner le sens et la portée, tout en éclairant d'un jour cru les manoeuvres des fossoyeurs de la III^e République. Celles-ci s'étalaient, et de plus en plus, du reste, / au grand jour, à mesure que nous nous approchions de la réunion de l'Assemblée Nationale.

Elles s'articulaient dans trois directions différentes pour converger vers un seul et même but: obtenir l'effacement volontaire et collectif du Parlement au profit de la camarilla politico-militaire qui aspirait à traiter la France en pays conquis.

Première articulation, celle qu'on retrouvait dans tous les consiliabules et qui cheminait de groupe en groupe: il fallait, au plus tôt chasser du pied le Régime pourri que la Nation, en son entier, rendait responsable de ses malheurs. C'était l'abandon d^u parlementarisme, unanimement banni et décrié, et son remplacement par une autorité fortement musclée, capable d'étouffer net les vellétés révolutionnaires de la ceinture rouge de Paris.

Seul, disait-on, un tel régime pourrait s'adapter à la nouvelle Europe qu'Hitler était en train de forger dans la chair et le sang des peuples qui avaient commis l'erreur fatale de se laisser envahir par le virus démocratique.

Si le Parlement actuel ne se résigne pas à disparaître, il attirera la foudre sur lui.

Les ~~conclusions~~ ^{idées} de Laval complétaient sur ce point la pensée

du meneur de jeu. "Prenons garde, répétaient-ils, de bouche à oreille, Weygand est à Clermont-Ferrand. Il a autour de lui des officiers qui lui sont fidèles, des soldats prêts à suivre ses ordres.

Si nous refusons de nous incliner, pour recommencer nos jeux stériles, et désuets, la tentation sera grande, pour l'ancien généralissime, de marcher sur Vichy pour lui proposer le régime de son choix.

Ne nous laissons donc pas manoeuvrer par les prétoriens: enlevons leur tout prétexte d'intervention. Laval est un des nôtres, donnons-lui carte blanche; il nous en saura gré et ne nous sacrifiera pas à l'ire populaire!

Une autre articulation était encore plus écoeurante que celle-ci. A la peur du sabre de Weygand, qui se répandait^{ait}, par ondes successives à travers un Parlement démoralisé, Laval et son équipe ~~surent~~ surent ajouter, avec un art diabolique, une autre peur: la peur du Reître, la peur de l'ennemi qui déjà avait trouvé des alliés: les Déat, les Doriot, prêts à accepter, des mains sanglantes d'Hitler, le pouvoir suprême.

Rappelons-le: au moment où se décomposait, d'heure en heure, la IIIe République, le gros de l'opinion française était loin de soupçonner la somme de sauvagerie et de bestialité que représentait la dictature nazie. Il n'en était pas de même des Parlementaires français. Leurs attaches, leurs fonctions, leurs relations à l'étranger leur avaient permis de connaître de façon précise la monstruosité du régime dont Hitler était le chef.

Nul d'entre nous ne pouvait ignorer les arrestations, les tortures, les assassinats individuels et collectifs qui avaient marqué chacun

des triomphes d'Adolf sur ses ennemis. Que deviendrait la France, que deviendraient les Français si d'aventure le pouvoir tombait entre les mains démoniaques d'un Doriot, capable de tous les crimes pour le conserver?

J'ai honte à l'écrire et à l'avouer: en quelques jours, ces sombres perspectives avaient anéanti toute velléité de résistance, affaibli les volontés de lutte, corrodé les courages ^{du} de plus grand nombre des élus du peuple.

D'autant que Laval, à côté du fouet qu'il faisait siffler à leurs oreilles, ^{sub} habilement présenter à leurs estomacs défaillants ~~les~~
~~les~~ *La manne tentatrice.*

Ne cherchons pas à cacher l'évidence: les Parlementaires sont des hommes comme les autres, et, comme tels, ils en ont les défauts, et aussi, hélas, les faiblesses. Parmi les mortels, ils ont eu la chance - enviée - de conquérir une situation privilégiée. On ne renonce pas facilement aux avantages moraux et matériels que cela représente. La défaite, en les dépouillant de leur prestige, avait réduit à néant les avantages moraux, apanage de leur fonction.

Mais, à côté de ceux-ci demeuraient les avantages matériels: un accès facile et déférent auprès des administrations publiques; la carte de circulation gratuite en chemin de fer; l'indemnité afférente à leur qualité d'élus de la nation et, au bout de la carrière, une retraite décente.

"Tout cela, chuchotait ^{on} ou faisait chuchoter ~~les~~
Laval, sera conservé au Parlement s'il sait être docile. Et l'on peut compter sur moi pour que l'épée ne l'emporte jamais sur la toge!"

Nous glissions ainsi peu à peu, tels des cailloux roulés par le ressac, vers une abdication consentante et résignée.

J'en eus³ la certitude anticipée lorsque notre Groupe tint une deuxième réunion, toujours sous ma présidence, dans le local que Rivière avait tenu, à nouveau, à mettre à notre disposition. Nous devions, ce jour-là, définir, si possible, une attitude commune face à l'incroyable proposition que Laval venait de faire distribuer. Le texte qui nous était soumis était d'une concision voulue et comportait un article unique:

"L'Assemblée Nationale donne tous pouvoirs au Gouvernement de la République, sous l'autorité et la signature du Maréchal Pétain, à l'effet de promulguer, par un ou plusieurs actes, une nouvelle constitution de l'Etat Français. Cette Constitution devra garantir les droits du travail, de la Famille et de la Patrie. Elle sera ratifiée par les Assemblées qu'elle aura créées."

Ce libellé était évidemment d'une habileté redoutable. Dès l'abord, il limitait le champ de la discussion qui allait s'ouvrir. Ainsi, étaient hors d'atteinte tous les actes passés du Gouvernement. Nul débat ne pourrait s'ouvrir à leur sujet.

Dans le même temps où il constituait un blanc-seing pour ce qui avait été fait, il ouvrait la porte à l'aventure, ainsi que nous ne devions

pas tarder à l'apprendre.)

Notons enfin que le dernier paragraphe du projet permettait au Maréchal Pétain de disposer d'un pouvoir dictatorial, puisqu'il lui suffisait de créer des Assemblées dociles pour obtenir d'elles toutes les absolutions.

A cet égard, le spectacle que donnait le Parlement apportait tous apaisements utiles. Laval pouvait tout oser: ses amis et complices étaient prêts à toutes les servitudes.)

On comprend ce que fut, en l'occurrence, notre deuxième réunion du Groupe. Encore plus décevante que la première. Toute volonté de lutte semblait avoir disparu chez la plupart de nos camarades. La triste besogne de dissociation, à laquelle certains des nôtres avaient prêté la main, commençait à faire sentir ses effets.)

A l'exception d'une trentaine de nos amis, nous n'avions plus en face de nous qu'une troupe sans énergie et sans courage, décidée à tous les abandons comme à tous les reniements.)

On ne pouvait, dans ces conditions, engager aucune bataille, ni même intervenir, au nom d'un Groupe dont l'âme semblait s'être dissoute dans les nauséux bouillonnements vichyssois. Nous décidâmes donc de laisser à chacun sa liberté d'attitude et de vote.)

Notre Groupe Parlementaire si vivant, si combatif, si ardent, au lendemain des élections triomphales de 1936, avait vécu.)

Les désillusions, les défaillances, l'amertume de la défaite, la peur de l'inconnu, les tentations d'un maître-corrupteur avaient fait leur oeuvre... Chien crevé au fil de l'eau, la représentation nationale

s'abandonnait sans réaction au courant qui allait l'emporter.

S'il avait fallu une preuve supplémentaire de cette lâche atonie qui paralysait aussi bien les leaders des Groupes que la piétaille, je l'eusse trouvée dans l'état d'esprit de mes collègues des Bouches du Rhône. A cette époque, la représentation parlementaire du Département comprenait quatre sénateurs:

Léon Bon,

Vincent Delpuech,

Abraham Schrameck,

Henri Tasso,

ainsi que onze députés: trois communistes:

Billoux, emprisonné,

Cristofol, emprisonné,

Mouton; prisonnier de guerre;

et, à côté d'eux:

Albertin,

Bouisson,

Daher,

Franchi,

Gouin,

Ponsard,

Lucchini,

R. Vidal.

Le plus connu de nous tous, en raison des longues années durant lesquelles il avait présidé aux débats de la Chambre, était incontestablement, Fernand Bouisson.)

Grand bourgeois, venu au Socialisme quelques années avant la première guerre mondiale, il n'avait pas tardé à s'y tailler une situation en vue. Secondé par une charmante femme dont l'intelligence politique était remarquable, doté, de surcroît, de confortables revenus, Bouisson avait fait de sa demeure une sorte de hâvre de grâce où la somptuosité de l'ameublement le disputait à la sav^ureuse ordonnance de la table.)

Caractère heureux et facile, tempérament débordant de vitalité, sachant recevoir ses hôtes avec ^{une} ~~la~~ rondeur qui n'excluait pas la distinction, Bouisson avait peu à peu gagné la confiance et l'amitié de la plupart des chefs de Groupe.)

Il n'en avait pas fallu davantage pour le hausser d'abord à la Vice-Présidence, puis à la P^résidence de la Chambre des Députés.)

Dans ce poste particulièrement délicat, il avait fait montre de solides qualités. Sang-froid, énergie, sens du commandement: le tout mis en valeur par une belle prestance et un organe d'une peu commune puissance avait fait de lui un président-technicien, réélu sans difficultés majeures pendant de longues années.

Les événements de 1934 devaient interrompre cette ^{fulgurante} facile carrière. On connaît la position de combat que le Parti Socialiste avait prise au lendemain du demi-succès fasciste de Gaston Doumergue.)

Il était impossible à Fernand Bouisson de demeurer dans un Parti d'opposition et de présider, en même temps, aux débats d'une Assemblée qui s'était inclinée devant les comploteurs du 6 février. Il nous avait donc quittés pour poursuivre, en isolé, une carrière politique qui, à quelques voix près, avait failli le hisser à la Présidence du Conseil.

Quand on a pris place parmi les notables, les hommes d'ordre, il est difficile de s'arracher à ces liens inextricables que tissent entre gens du même monde les réceptions, les parties fines, les vacances prises en commun, les intrigues politiques que l'on noue dans les couloirs ou les cabinets particuliers.

C'est donc tout naturellement que Fernand Bouisson comptait à Vichy parmi les partisans de Pierre Laval.

L'Auvergnat, prodigue de promesses, avait-il fait miroiter à ses yeux l'attribution de quelque poste ministériel important? La chose était fort possible, car on ne peut s'expliquer autrement l'ardeur avec laquelle Bouisson fit campagne auprès des Parlementaires de son département pour l'homme de Chateldon.

C'est ainsi que nous reçûmes de lui invitation pressante de nous réunir ; dans les environs de Vichy, autour d'une même table. Un seul de nos collègues manquait au rendez-vous: Daher, encore mobilisé.

Nous étions à quelques heures seulement de l'ultime réunion de l'Assemblée Nationale. Le moment était donc venu, pour chacun de nous, de fixer son attitude.

A l'issue du déjeuner, que présidait Bouisson, la discussion s'ouvrit sur ce problème préoccupant. Je n'y pris - volontairement -

trouvé
lat
à
ère
non
t su
over
ité de
ses
est ?
ne
vous
ment
ris
recevoir

aucune part, me contentant d'écouter les arguments échangés. Il était visible que Pétain avait cause gagnée chez la plupart de mes collègues.

- Votons tous pour lui, déclaraient-ils. S'il n'y a pas de divergences dans le vote que nous allons émettre, il sera facile, pour chacun de nous, de justifier de son attitude devant nos mandants. Et nous serons forts, également, de notre ~~unite~~ unanimité, devant d'éventuels contradicteurs. Que faire d'autre, au demeurant? Ne sommes-nous pas assurés que Laval, fils du Peuple, ne détruira pas le Régime que nous aimons, ce Régime qui lui a permis de faire brillante carrière et fortune confortable?

"Quant au ~~Mérachal~~ ^{Mérachal}, n'est-il pas, pour la France et les Français, le bouclier idéal contre la sauvagerie et la rapacité hitlériennes?"

Je connaissais de longue date les collègues qui, ce jour-là, s'étaient réunis autour d'une même table. Certains d'entre eux, Bouisson, Schrameck, Tasso, avaient occupé de hautes fonctions dans la République. Nul d'entre eux n'était certes capable d'une trahison délibérée envers son pays, pas plus que d'un attentat concerté contre la République.

Obnubilés par l'heure présente, ^{assouillis} pleins de craintes inexprimées pour l'avenir, ils étaient, sinon convaincus, du moins pleins d'espoir que les choses finiraient par s'arranger au mieux grâce à la dextérité manoeuvrière de Laval et à la glorieuse autorité de Pétain.

Quand nous nous séparâmes, Bouisson put emporter la certitude que l'ensemble de la représentation des Bouches du Rhône suivrait ses conseils. Il se trompait de peu, puisqu'il neut que deux défections à enregistrer:

celle de Raymond Vidal, qui s'abstint, et la mienne, qui me rangea parmi les quatrevingts opposants au Régime qui allait naître.

• • •

Naissance sans douleur, sinon sans honte, et dont le détail s'encastre dans trois séances publiques tenues, d'abord, et séparément, par la Chambre et le Sénat, et, ensuite, par ces deux Assemblées réunies.)

Chacune des Assemblées devait se prononcer sur le principe de revision constitutionnelle pour voter ensuite ensemble, en Assemblée Nationale, le texte mis au point, sous l'égide de Laval, par le maître à penser de Pétain, M. Raphaël Alibert.

C'est au Théâtre du Grand Casino que vont se dérouler les débats.)

Souci de formes désuètes ou nostalgie inconsciente du passé: les Questeurs de la Chambre et du Sénat se sont ingénies pour reproduire, aussi exactement que possible, le cadre dont nous disposions à Paris. Estrade surélevée où se hissera à grand peine M. Jeanneney, président du Sénat, âgé et malade. Au-dessous de lui, longues tables, où prennent place

les secrétaires généraux de chaque assemblée et les membres ^{du} ~~de leur~~ bureau.

Une tribune a été dressée, surplombant les pupitres, où se pressent les sténographes.

Dans la salle, les huissiers en grand uniforme circulent de groupe en groupe parmi Députés et Sénateurs, toutes nuances politiques mêlées.

Quant aux tribunes, elles s'emplissent de tout ce qu'a dégorgé dans Vichy l'impitoyable remous de la défaite.

La mise en scène est pénible pour ceux d'entre nous qui ont gardé la fierté des grandes heures de la Tribune française. Combien tout cela paraît lointain en ce jour de deuil, malgré les rites retrouvés et le décor minutieusement reconstitué!

C'est le 9 juillet que se réunissent d'abord séparément Chambre et Sénat, pour satisfaire aux prescriptions impératives de la loi du 25 Février 1875.

Aux termes de l'article 8 de celle-ci, chacune des Assemblées doit décider du principe de la Revision Constitutionnelle.

Le projet qui nous est soumis ne suscite ni débat, ni passion. La Chambre le votera à l'unanimité, à l'exception de trois opposants: Biondi et Léon Roche, qui font partie de notre groupe, et Margaine, radical-socialiste. Au Sénat, seul, le marquis de Chambrun votera contre. Indice du singulier état d'esprit qui domine à Vichy; lorsqu'il s'agit de renvoyer en Commission le texte proposé, (ce qui est conforme au règlement) les affidés de Laval se déchaînent. La ruée vers la servitude agit comme une mauvaise fièvre. On entend des éclats de voix. Les Montigny, les Tixier-Vignancourt, les Xavier-Vallet, les Mistler, se dis-

tinguent particulièrement dans ce concert inharmonieux.

- Assez de discours, nul besoin de règlement ou de rapport. Passons au vote, et vivement. Le temps des palabres est révolu. La France en a assez des bavards."

Les tribunes, pleines à créquer des ^{partisans} ~~sièges~~ de Doriot et ^{amis} ~~de~~ ^{destruc-} ~~destruction~~ de l'Action Française, approuvent bruyamment et applaudissent avec fracas. Dégradant spectacle qui donne la mesure de la savante orchestration que Marquet et Laval ont su mettre au point.)

(Au Sénat, même processus empreint cependant de plus de décence et de dignité. Il s'agit, comme à la Chambre, d'un texte qui ouvre toutes grandes les portes de la revision constitutionnelle.)

(D'accord quasi-unanime, après rapport de chaque Commission, Le projet est finalement adopté dans une sorte de résignation mêlée de regret pour certains, empreinte d'espérances diffuses pour le plus grand nombre.

Disons-le tout de suite, dans cette vaste conjuration d'appétits,

émergeaient cependant, épars à travers les Groupes, quelques rares îlots de résistance.

Nul ne soupçonnait encore la duplicité demi-inconsciente de Pétain. La confiance que le gros du Parlement témoignait en lui n'avait d'égale que la suspicion qui s'attachait à la personne, aux agissements et aux intrigues de Laval.

Ce fut un jeune de la Chambre - il devait être, plus tard, un magnifique résistant - qui engagea l'offensive: Vincent Badie, député de Montpellier. Son intention première m'était connue: il souhaitait déposer un contre-projet soigneusement étudié, qui aurait défini, dans le détail, les pouvoirs impartis au Gouvernement. Initiative heureuse, ^{car} si elle avait pu être menée à son terme, elle eût battu en brèche le dispositif de combat imaginé par les conjurés de Bordeaux.

Un contre-projet, c'était en perspective un premier débat sur sa prise en considération.

Celle-ci, obtenue, postulait un renvoi en Commission, suivi d'un rapport. Alors, aurait pu s'ouvrir une vraie discussion générale devant l'Assemblée Nationale.

Une telle procédure était susceptible de décanter, de clarifier, la situation et d'éclairer enfin les louches manoeuvres qui visaient à saper le régime pour lui en substituer un autre qu'on se flattait de mettre à l'heure allemande.

Pendant que Vincent Badie s'efforçait d'insuffler courage et résolution aux élus du suffrage universel, Taurines, Sénateur de la Loire,

grand mutilé de la guerre de 1914, président du Groupe des Sénateurs Anciens Combattants, entrainé en lice à son tour.

Le Sénat de la IIIe République, si conservateur sur le plan social, était, dans son immense majorité, fermement attaché au régime démocratique. A toutes les périodes graves de notre histoire, il en avait défendu avec éclat les principes et les représentants qualifiés.)

Il était donc naturellement enclin, par tradition et par tempérament, à s'opposer aux inquiétantes innovations dont Laval ne faisait pas mystère. Se refusant à abdiquer et à détruire un régime qui leur était cher, les Sénateurs Anciens Combattants élaborèrent un texte qui, en sauvegardant l'avenir, coupe court aux projets dictatoriaux de leur collègue Laval.

Dans sa brièveté, la rédaction proposée ne manque pas d'habileté; il suffit de la lire pour s'en convaincre.

"L'Assemblée ~~générale~~ Nationale décide:

"1°) L'application des lois constitutionnelles des 24 et 25 février et 16 juillet 1875 est suspendue jusqu'à la conclusion de la paix.

"2°) M. le Maréchal Pétain a tous pouvoirs pour prendre, par décret ayant force de loi, les mesures nécessaires au maintien de l'ordre, à la vie et au relèvement du pays et à la libération du territoire.

"L'Assemblée Nationale confie à M. le Maréchal Pétain la mission de préparer, en collaboration avec les Commissions compé-

tentes, les constitutions nouvelles qui seront soumises à l'acceptation de la nation dès que les circonstances permettront une libre consultation."

Certes, tout n'était point parfait dans un tel projet.)

Mais, à la différence de celui qu'avait élaboré Raphaël Alibert, il avait l'immense avantage de ne pas confier les pouvoirs au Gouvernement de la République, entité nuageuse et vague, que les caprices d'un Laval ou la hargne d'un Hitler pouvait modifier et transformer selon la fantaisie du moment ou les nécessités de l'heure.

Le texte prévoyait également de façon explicite la survivance du Parlement, puisqu'il appelait les Commissions compétentes à élaborer, en accord avec Pétain, la nouvelle constitution. Enfin, disposition essentielle: seule, la nation serait habilitée à donner force légale à celle-ci.

La réaction de Laval et de ses affidés témoigne de leur inquiétude/ et de leur fureur. Pendant quatre jours, un âpre combat de coulisses les opposa, avec violence, aux défenseurs du projet sénatorial: Taurines, Dorman, Paul-Boncour, Maroselli, Chaumié.

De guerre lasse, Laval, ainsi que nous le verrons, devait se résigner à composer, plus particulièrement sur la ratification qu'il voulait réserver à des assemblées dont il eût, seul, arrêté la composition. C'est dans cette atmosphère de combats, de retardement que va se dérouler la journée du 10 juillet dont Laval, minutieusement, avait réglé le scénario.

L'Assemblée Nationale devait prendre séance au Grand Casino, au milieu des frondaisons du Parc de Vichy. Dès le matin, une triple haie de soldats, baïonnette au canon, en avait fermé toutes les issues. La ville elle-même semblait être en état de siège et les moindres rues et carrefours débordaient de policiers en armes.)

Rien ne justifiait de telles mesures de précaution, la population vichyssoise ne manifestant aucune nervosité particulière.)

Deux réunions avaient été prévues. La première, officieuse et privée, devait se borner à un simple échange de vues sur les problèmes de l'heure. La seconde, officielle, celle-là, réunirait les membres de l'Assemblée Nationale appelés à délibérer sur le texte gouvernemental.

Fidèles aux consignes reçues du meneur de jeu, les comploteurs de Bordeaux avaient reçu mission d'expliquer les raisons de notre réunion privée.)

Il s'agissait, disaient-ils, de permettre aux ^DParlementaires, loin des oreilles ennemies, de faire connaître franchement leur opinion, sans avoir à redouter quelque représaille que ce soit.)

La séance serait donc secrète; aucun journaliste, aucune personne étrangère au Parlement n'y aurait accès; la sténographie des débats serait elle-même mise en lieu sûr et ne pourrait être publiée que plus tard, après autorisation législative expresse.)

Pour bien marquer le caractère exceptionnel de cette séance, ni Jeanneney, ni Herriot ne se présentèrent au fauteuil présidentiel qu'occupait, en simple costume de ville, M. Valadier, Premier Vice-Président du

VALADIÉ R

Sénat.

Vincent Badie n'avait pu mettre sur pied le contre-projet dont il avait pris l'initiative. Il avait cependant rédigé une courte déclaration et se proposait d'en donner lecture pour amorcer la discussion. J'avais pris soin d'en conserver une copie: elle mérite d'être rappelée, d'autant que vingt-sept Parlementaires l'avaient contresignée.

"Les Parlementaires soussignés - était-il indiqué dans la Motion - après avoir entendu la lecture de l'exposé des motifs du projet de loi concernant les pleins pouvoirs à accorder au "aréchal Pétain, tiennent à affirmer solennellement -1°) qu'ils n'ignorent rien de tout ce qui est condamnable dans l'état actuel des choses et des raisons qui ont entraîné la défaite de nos armées; 2°) qu'ils savent la nécessité impérieuse d'opérer d'urgence le redressement moral et économique de nître malheureux pays et de poursuivre les négociations, en vue d'une paix durable dans l'honneur.

" A cet effet,

"Ils estiment qu'il est indispensable d'accorder au Maréchal Pétain, qui, en ces heures graves, incarne parfaitement les vertus traditionnelles françaises, tous les pouvoirs pour mener à bien cette oeuvre de salut public et de paix.

" Mais se refusent à voter un projet qui aboutirait inéluctablement à la disparition du régime républicain. Les

soussignés proclament qu'ils restent plus que jamais attachés
aux libertés démocratiques pour la défense desquelles sont
tombés les meilleurs fils de notre patrie."

Au moment où Badie s'apprêtait à donner connaissance de son texte, qui ne manquait ni de courage, ni de lucidité politique, Jeanneney le persuada d'en réserver la lecture à la séance officielle qui ^{de} devait se tenir l'après-midi.

C'est alors que Taurines fut amené à entamer le débat, mandaté par ceux de ses collègues qui désiraient se compter sur leur contre-projet.

Laval, vieux routier parlementaire et fin manoeuvrier, comprend aussitôt qu'il lui faut lâcher du lest. C'en est fait de ses projets ambitieux, si Taurines emporte l'adhésion de l'Assemblée Nationale.

~~Magnat~~ ^{Laval}, par un coup de maître, va retourner la situation en déclarant d'un ton patelin qu'il accepte volontiers de confier à la nation le soin de ratifier la nouvelle constitution. Ainsi disparaît du projet de ses Alibert l'une ~~des~~ dispositions les plus contestables: celle qui prévoyait que la constitution nouvelle serait ratifiée par les Assemblées qu'elle aurait créées.

Ayant ainsi en partie désarmé l'opposition, ^{Laval} ~~le~~ ~~sa~~ couronne sa manoeuvre par un geste théâtral à souhait qui consolide ~~la~~ définitivement la position qu'il a prise.)

Tirant de sa poche une lettre du Maréchal Pétain, il en donne lecture à l'Assemblée. Elle lui est, bien entendu, adressée et ses termes sont tels qu'ils émeuvent l'auditoire et dissolvent en lui les quelques derniers vestiges de sa résistance.

"Monsieur le Président,

"Le projet d'ordre constitutionnel déposé par le Gouvernement que je préside, viendra en discussion les mardi et mercredi 9 et 10 juillet devant les Assemblées.

" Comme il m'est difficile de participer aux séances, je vous demande de m'y représenter.

"Le vote du projet que le Gouvernement soumet à l'Assemblée Nationale me paraît nécessaire pour assurer le salut de notre pays.

"Veuillez agréer, Mon cher Président, l'expression de mes sentiments bien cordiaux.

Philippe
Signé ~~Philippe~~ Pétain."

Il faut avoir entendu lire ce message pour comprendre l'extraordinaire effet qu'il était destiné à produire et qu'il produisit effectivement.

J'observe mes proches voisins: leur stupeur et aussi leur soulagement ~~est~~ sont sensibles. Visages graves et tendus, ils n'ont plus conscience du piège mortel qui se cache sous ces quelque six lignes, écrites par le plus illustre des Français du moment.

Ils ne voient, ils ne saisissent et ne comprennent qu'une chose: c'est que le Maréchal s'identifie à la politique de Laval, qu'il cautionne de son immense autorité.

Laval ne s'y trompe pas; il tient sa victoire et l'on voit soudain apparaître entre ses dents noires dans le retroussis de ses

lèvres, largement épanouies, dans un sourire de vainqueur.)

A partir de ce moment, il va, du reste, dominer l'Assemblée. C'est un homme nouveau, qui se révèle soudain aux Parlementaires qui croyaient, cependant, bien le connaître.

Chacun de ses discours était autrefois poli, étudié et, ensuite, lu avec application à la tribune. Il dédaigne aujourd'hui ce recours à la facilité. Il n'en a nul besoin, du reste, puisqu'il dispose d'une influence irrésistible: celle de l'homme qui, aux yeux de la nation, demeure par-dessus tout, le vainqueur de Verdun. Arrogant, brutal, passionné, coléreux, trépidant de rancune et de hargne, il vitupère ses adversaires d'hier, il dénonce les méfaits du Parlementarisme; il flagelle ceux qu'il accuse d'avoir voulu la guerre; il fouaille l'égoïsme farouche des Anglais, nos alliés. Emporté par sa fureur oratoire, le voici qui vaticine:

- Albion, la perfide Albion, clame-t-il, va perdre la guerre; elle sera envahie, piétinée à son tour. Il faut qu'elle paie les frais du conflit où elle nous a entraînés. Pour cela, un seul moyen s'offre à nous; nous réconcilier avec le vainqueur, modeler nos institutions sur les siennes.

"Nous ^{va} ~~poussons~~ ainsi surmonter notre défaite; cette défaite que nous eussions évitée si, au lieu d'écouter les mauvais bergers, la France ne lui avait pas marchandé sa confiance."

~~Donnant~~ ~~à~~ ~~l'Assemblée~~ ~~de~~ ~~triumpher~~ ~~de~~ ~~la~~ ~~conjur~~ ~~ation~~ ~~de~~ ~~Bordeaux~~ ~~vi~~ ~~ent~~ ~~de~~ ~~triumpher~~ ~~sur~~ ~~toute~~ ~~la~~ ~~ligne~~ ~~.~~ ~~les~~ ~~applaudissements~~ ~~cré-~~
Ponctuant cette sauvage attaque, les applaudissements crépitent et se prolongent: la conjuration de Bordeaux vient de triompher sur toute la ligne.

Elle va profiter du reste d'un important renfort; celui que lui

apportera Pierre-Etienne Flandin qui, après Laval, aura les honneurs de cette séance et y prononcera l'un des derniers discours de sa carrière.

Beauté du verbe, noblesse de l'inspiration: ce discours sera suivi de bout en bout par une assistance haletante et bouleversée.

Ce qu'évoque Flandin, avec une dignité hautaine, une profonde et sincère émotion, c'est la France meurtrie et saignante dont les fastes glorieux sont impérissables.

Ce qu'il s'efforce d'exorciser, c'est le spectacle que pourrait donner notre patrie, mère des libertés humaines, si elle commettait le sacrilège de renier ses origines pour copier servilement le triomphateur provisoire.

Un grand silence s'est fait dans l'Assemblée, fait de respect pour le talent de l'orateur et d'une sorte d'attente passionnée d'un brusque coup de théâtre qui renverserait le sortilège pesant sur nous tous.

Déception amère: les conclusions de Flandin jurent étrangement avec ses prémisses... Nous apprendrons plus tard qu'après avoir tenté sa chance personnelle et y avoir échoué, l'ancien président du Conseil s'est laissé convaincre par Laval qu'il pourrait conjurer l'entreprise hitlérienne et en limiter les dégâts en essayant d'en être le frein.

Quand Flandin regagne sa place, après avoir crié d'une voix étranglée par l'émotion "Vive la France!" des larmes coulent sur bien des visages, malgré le désenchantement provoqué par l'allégeance de Flandin à l'Auvergnat. Le sort en était définitivement jeté: rien ne pouvait plus désormais arracher la France à son mauvais génie.

• • •

Dans l'après-midi du 10 Juillet, je pénétrai à nouveau dans la salle du Grand Casino, où devait se dérouler la dernière phase du drame que nous vivions depuis Bordeaux. Je pris place dans un coin des gradins inférieurs, d'où, d'un seul coup d'oeil, je pouvais embrasser l'ensemble de la scène.

Léon Blum, dans ses Mémoires, a rappelé la pensée qui n'avait cessé de la hanter dans le torrent d'événements qui nous emportait on ne savait vers quel rivage. C'était un fragment d'un des plus beaux vers de Victor Hugo, celui où le grand poète des Châtiments parlait de "l'abjection aux conseils misérables".

Dans leur cruelle concision, ces quelques mots traduisaient bien l'affreuse réalité dans laquelle nous baignions. Pour mon compte, il s'y ajoutait un certain goût de cendres dont je ne me suis jamais débarrassé.

Elle était bien loin de nous, en effet, la flamme qui avait illuminé certaines grandes heures de la tribune française. Je n'avais plus devant moi qu'un foyer dévasté à demi-éteint, coulant ~~vers~~ ^{doucement} vers la mort, et où se formait cet amas poudreux que laisse après elle toute combustion.

La cérémonie funèbre - car c'en était une - s'ouvrit avec quelque retard.

Jeanneney, président du Sénat est à son poste, sanglé dans son habit. Autour de lui, s'affairent nos huissiers, en grand uniforme.

Chacun des arrivants se place au hasard, au gré de son humeur et de ses préférences. J'observe les tribunes. Une assistance nombreuse s'y est installée. Une rumeur sourde s'élève de cette foule avec, fusant çà et là, de furibondes clameurs que poussent les gens de sac et de corde que Doriot traîne depuis quelques jours dans son sillage.

La sonnette présidentielle s'agite enfin et déclenche le scénario bien connu de nous et dont rien ne paraît, décidément, troubler la désuète ordonnance.

L'Assemblée va d'abord fixer son règlement. Laval, qui connaît le métier, va y introduire deux innovations, capitales pour le succès de son opération. La première de celles-ci lui a été suggérée par Fernand Bouisson, technicien émérite du règlement.

Il ne s'agit de rien moins que de faire adopter par l'Assemblée Nationale un article 50 bis que la Chambre des Députés avait autrefois appliqué à son propre usage. L'article édictait que le Gouvernement pouvait demander par priorité absolue la prise en considération et le vote de ses propres projets. Il impliquait donc le report à la suite de tous projets ou contre-projets d'initiative parlementaire.

La muselière était imparable. Elle ferma la bouche des opposants qui, dans l'impossibilité de se concerter, durent subir la

loi d'une majorité décidée à toutes les palinodies et résignée à toutes les hontes.

Seconde innovation, dont M. Mireaux, directeur du Temps, l'organe solennellement ennuyeux de la bourgeoisie française, s'institua le défenseur d'office: elle se référait à l'article 8 de la loi du 25 février 1875 qui dans son troisième paragraphe, exigeait: " que les délibérations portant revision des lois constitutionnelles devaient être prises à la majorité absolue des membres composant l'Assemblée Nationale."

Texte clair, précis, ne prêtant à aucune exégèse et toujours strictement appliqué lors des précédentes revisions constitutionnelles qu'avait connues la IIIe République. Comment tourner cette difficulté majeure, car, en l'état des nombreuses absences constatées chez les Parlementaires, l'obtention de cette majorité absolue était problématique. Celle-ci requérait, en effet, la présence et le vote d'au moins 467 représentants du Peuple... Une erreur de calcul, un défaut d'appréciation du nombre exact des fidèles de Laval, et la conjuration de Bordeaux s'effondrait misérablement.

Mireaux, duement alléché par la promesse d'un portefeuille, dénoua fort habilement ce noeud gordien. Il proposa que la majorité exigible par la loi de 1875 soit calculée, non pas d'après le nombre légal des Parlementaires en fonctions, mais d'après celui des Parlementaires présents à la séance.

La majorité pouvait ainsi être acquise par trois cents trente quatre voix seulement, au lieu de 467. Soutenu par Laval, qu'appuyaient

les clameurs de sa bande,, l'amendement Mireaux sera finalement voté, à mains levées, résultat salué par les applaudissements frénétiques des partisans de Doriot et de Déat.

Ces préliminaires écartés, Jeanneney donna lecture d'un long télégramme de protestation que les Parlementaires embarqués sur le Massilia venaient de lui adresser.)

On se souvient des craintes dont Léon Blum m'avait fait part à ce sujet . Ceux de nos collègues qui avaient gagné l'Algérie comptaient parmi les plus influents et surtout parmi les plus farouchement opposés à l'intrigue Marquet-Laval. Leur absence ne pouvait pas servir les desseins du Gitan.

Dès lors, l'obscur manœuvre qu'avait pressenti mon maître et ami devenait visible. Elle avait été mûrement réfléchie et poursuivie sans ménagement par le meneur de jeu.)

On laissa croupir à Alger , puis à Marseille, ceux des meilleurs élus du peuple qui auraient pu sérieusement mettre en danger le succès de l'opération lavalienne.

Rien, dans ce télégramme de protestation fort digne en ses termes, n'était de nature à susciter des incidents de séance. Il relatait simplement des faits précis, indiscutables, et il faisait juge l'Assemblée des procédés inadmissibles employés pour tenir à l'écart de nos délibérations des collègues qui, se fiant aux instances de Darlan, ministre ^{de} l'étain, avaient pris place à bord du Massilia.

Un hourvari sans nom accueillit cependant la lecture faite par Jeanneney. Le poison de la calomnie que ~~le~~ ^{l'on} avait

savamment distillé faisait son oeuvre. Il travestissait ~~des~~ en lâches fuyards ne songeant qu'à leur sécurité personnelle les quelque vingt Parlementaires patriotes qui avaient cru pouvoir poursuivre, sous d'autres cieux, la lutte entreprise contre l'Allemand. C'était cet abominable tissu de mensonges qui s'étalait soudain devant moi. Hurlant, écumant, les yeux exorbités, les poings tendus, jaillissant de toutes les travées de l'Assemblée, c'était à qui, dans la horde de Laval, éructerait les épithètes les plus injurieuses à l'adresse des absents.

~~Quand le prisonnier, l'âme en proie à l'angoisse, se débattait dans ce marécage d'imprécations, l'être humain se dédoublait en deux remuants bêtes!~~

Un homme s'efforça, dans ce marécage d'imprécations, d'arrêter le flot de stupre: Edouard Herriot, président de la Chambre des Députés.

En quelques mots graves et simples, imposant silence par une haute dignité, il rétablit les faits; démontra l'atroce injustice dont on essayait d'accabler des hommes dont nul ne pouvait contester ni le courage, ni le patriotisme. Nous fîmes quelques un à applaudir la vérité rétablie, tandis que Laval, visiblement gêné, mais réticent, devait reconnaître la rigoureuse exactitude de la mise au point d'Herriot.

Durant ce hideux intermède, la Commission chargée de l'examen du texte constitutionnel s'était mise à l'oeuvre, après avoir nommé comme rapporteur M. Boivin-Champeaux.

Elle prit séance après plus de deux heures de discussion, au cours de laquelle, Laval entendu par elle, réussit un véritable tour

de force: celui de faire donner au Maréchal Pétain pleins pouvoirs exécutifs et législatifs .

Quand on relit le document qui, à l'époque, ne connut qu'une diffusion restreinte on ne peut qu'être frappé par la désinvolture avec laquelle le régime qui allait naître s'empressa d'en oublier les termes.

"La souveraineté nationale est, à nos yeux, non pas une fiction, mais une réalité vivante," déclarait avec une pompeuse gravité M. Boivin-Champeaux. Il poursuivait: L'Image de la France ne serait pas complète s'il n'y figurait pas certaines libertés pour lesquelles tant de générations ont combattu. Une constitution, quelle qu'elle soit, s'écroulerait rapidement si elle ne respectait pas les traditions et le génie de la France!"

Faisant allusion au projet des Sénateurs anciens-combattants prévoyant la ratification par la nation des futurs textes constitutionnels, le rapporteur précisait que le projet gouvernemental devait être interprété en ce sens:

"Que la ratification et l'élection des assemblées devraient faire l'objet de deux votes distincts."

Il évoquait ensuite le destin immédiat de nos institutions parlementaires pendant que serait étudiée la constitution que le Maréchal était chargé d'élaborer. Rappelant, à cet égard, la promesse formelle de Laval de laisser subsister les deux Chambres, il demandait au Gouvernement de s'appuyer sur elles, sur leurs Commissions et de tirer de leur soutien et de leur contrôle, la force morale qui lui serait nécessaire

pour résister à la pression de l'ennemi.

" Le parlementarisme, tel que nous l'avons connu disait enfin Boivin-Champeaux, dans sa péroraison, va peut-être mourir. Les Parlementaires demeurent au service de la Nation."

Ce rapport, qui donnait aux affidés de Laval de nombreuses et substantielles satisfactions, ne fut pas écouté sans murmures ni interruptions. Les hommes du complot désiraient manifestement en finir au plus tôt avec ces formalités qu'ils jugeaient incongrues.

C'est dans cette atmosphère tendue qu'allait s'ouvrir, aux termes mêmes de l'ordre du jour adopté dès le début de notre séance, la discussion générale qui suit toujours l'audition des rapporteurs.)

Singulière discussion générale, on va le voir.)

Un premier orateur s'était inscrit: l'honorable M. Margaine, qui, depuis plus de trente ans, représentait le département de la Marne. Il eut à peine le temps de monter à la tribune où son apparition fut accueillie par un vacarme effroyable où se distinguèrent particulièrement les acolytes de Marquet et ceux de Doriot, postés dans les tribunes.)

Margaine dut renoncer à s'expliquer et céda la place à mon ami Vincent Badie, auquel Jeanneney avait promis de donner la parole pour la lecture de la motion dont on connaît maintenant le texte.)

Inutile de dire qu'il fut impossible au courageux député de l'Hérault de s'acquitter de sa mission.)

Bousculé, happé par quelques uns de ses collègues qui s'efforçaient de le jeter bas de la tribune, sa voix est couverte par de furieuses et délirantes clameurs.

~~et délirantes clameurs.~~

Très pâle, quoique non déconcerté, Badie finit, de guerre lasse, par regagner sa place dans l'hémicycle, pendant que Jeanneney mettait aux voix le projet constitutionnel. Jamais scrutin ne se déroula dans un tel désordre. C'est sous les hurlements, les vociférations qu'ils se poursuivait pendant que moqueries et injures déferlaient des tribunes du public.

Je me souviens - signe des temps - que je déposai pour mon compte personnel cinq à six bulletins bleus à mon nom pour être sûr qu'on ne me ferait pas voter à mon insu pour le texte de M. Alibert. On connaît la suite. Le ppintage donna 596 voix pour l'abdication et la honte. 80 Parlementaires seulement eurent le courage de voter contre l'abjection...

Quand le vainqueur de cette atroce journée vint remercier l'Assemblée, on entendit Astier, sénateur de l'Ardèche, crier d'une voix assourdie par l'émotion: "Vive la République quand même!" Tous les regards se tournèrent vers lui.

Ils exprimaient un certain étonnement et peut-être aussi une expèce de honte. L'étonnement qu'il y ait encore dans cette masse servile un homme osant confesser sa foi. La honte d'avoir suivi les conseils de la lâcheté et d'avoir ainsi préparé la voie à la trahison.

CHAPITRE III

Lendemain d'abdication

Triste lendemain d'une triste journée... N'ayant pu trouver le sommeil, j'erre, désespéré, de très bonne heure au travers des rues de Vichy. Elles sont encore peu animées. J'observe le comportement des passants. Je guette leurs réactions sur leur visage encore ensommeillé.

Rien, dans leur attitude, ne permet de découvrir cette sorte de révolte intérieure qui s'est lovée en moi - comme un serpent - et qui n'a cessé de m'oppresser quasi-physiquement depuis mon premier contact avec cette ville.

Se peut-il vraiment que notre Peuple, si courageux, si patriote, se soit résigné à une paix ignominieuse? Et, alors qu'il est si épris de liberté, comment accepte-t-il, sans regimber, la honte de la servitude qu'il a vue naître en Italie, puis se développer

dans l'Allemagne d'Hitler?)

C'est cependant un fait, et j'en fais la douloureuse constatation: l'orgueil français a abandonné, pour l'instant tout au moins, la majeure partie de la population.)

Je me garde de l'accabler car elle a, hélas, des excuses.)

Elle ignore tout, ou presque tout, de l'ignoble complot qui s'est tramé à Bordeaux.)

Elle ne connaît rien des clauses infâmantes de l'armistice signé à Rethondes.)

Elle n'imagine pas que l'étranger, qui admirait et respectait la France, n'a plus pour nous que commisération méprisante .

Le seul tableau qui s'offre à ses yeux n'a pas encore de couleurs très sombres.)

L'armistice, c'est l'arrêt de la guerre qui avait angoissé tant de foyers; c'est le retour proche des enfants pour lesquels on tremblait chaque jour; c'est la fin des restrictions et de la quête interminable pour la nourriture; c'est aussi, et surtout, le recommencement d'une existence paisible et douce qu'avait bouleversée, durant tant d'années, la monstrueuse marée hitlérienne.

Au hasard de ces réflexions, mes pas me conduisent au Majestic, où siègent les services de la Chambre des Députés. Nombreux sont les collègues que j'y rencontre. A quelques exceptions près, je note chez eux la même et lâche résignation de la rue, faite à la fois de soulagement et d'espairs diffus.)

Tous ou presque tous sont convaincus que la France n'avait

plus rien à espérer de la continuation de la lutte. Ils sont également persuadés, sur la foi des affirmations péremptoires de nos grands chefs, que l'Angleterre pliera les genoux avant la fin de l'année.)

Tous, enfin, paraissent de bonne foi lorsqu'ils se félicitent de l'accession au pouvoir de Pétain et de Laval qu'ils préfèrent incontestablement à la dictature militaire et cléricale dont rêvaient, paraît-il, le général Weygand.

Dans ce marécage de justifications que j'ai peine à écouter, éclate parfois une explication cocasse et saugrenue du vote d'abdication émis la veille par le Parlement.)

Ainsi (~~par exemple~~) celle que me donne Charles Baron, député des Basses-Alpes. Une vieille amitié me liait à lui depuis les temps lointains où, vers 1906, il avait porté les couleurs socialistes contre le président Henri Brisson venu chercher à Marseille la revanche de sa défaite parisienne.)

Comme je lui reproche sans ménagement d'avoir apporté sa caution au tandem Pétain-Laval, il me répond avec cet accent frotté d'ail qu'on lui connaît:

- Voyons, mon cher Félix, tu me connais! Jamais Charles Baron ne pactisera avec les Chouans."

Et croyant sans doute m'écraser sous cette révélation, il poursuit:

- Tu n'aurais pas voulu, tout de même, que je vote comme ont voté les Marquis de Chambrun et de Moustiers?"

Malgré la gravité du moment, j'interromps d'un éclat de rire fort irrespectueux l'énorme galéjade du brave Charles. Mon attitude peu

courtoise, je l'avoue, a pour conséquence de le faire fuir, mécontent et irrité de mon insolence. D'autres rencontres font parfois craquer le mur de silence et d'ombre dont s'entourent précautionneusement les maîtres de l'heure. Telles ces bulles d'air qui viennent ~~parfois~~ crever à la surface de certains marais putrides. Je glane ainsi, au cours de conversations toujours quelque peu apeurées, une foule de détails qui ne laissent plus de doutes sur l'abominable trahison dont la France a été victime.

On me rapporte un mot de Laval. Il est suffisamment trivial pour qu'on ne doute point de son authenticité:

- La Chambre du Front Populaire, aurait-il dit, m'a vomi; c'est moi,
maintenant, qui vais la vomir."

Louis Marin, dont le patriotisme n'a jamais connu d'éclipse, ne craint pas, lui, de dire ~~crânement~~ crânement ce qu'il pense. Il déclare à qui veut l'entendre que les deux grands responsables de l'armistice sont Weygand et Pétain.

La majorité des membres du Cabinet Paul Reynaud était loin d'approuver leur attitude et désirait continuer la lutte en Algérie. J'ai noté les précisions qu'apportait cet homme de devoir et de courage. Le gouvernement Paul Reynaud comprenait 24 ministres et 5 sous-secrétaires d'Etat. Ceux-ci n'avaient point droit de vote. Parmi les ministres, au dire de Louis Marin, 14 étaient hostiles à l'armistice, contre 10 qui en étaient partisans. Se dressèrent ainsi contre la capitulation:

Reynaud,

Mandel,

Campinchi,

Delbos,

L. Eynac,

J. Julien,

Rio,

Thellier,

Dautry,

Monnet,

Sérol,

Marin.

Cédèrent, par contre, aux insolentes sommations de Weygand:

Pétain,

Chautemps,

Ybarnégaray,

Boutillier,

Prouvost,

Frossard,

Pomaret,

Pernot,

Chichery,

Rivière.

Louis-Marin et Jules-Julien racontent à qui veut les entendre les incidents dramatiques de l'ultime Conseil des Ministres présidé par Albert Lebrun. Ils ne tarissent pas d'éloges sur une émouvante intervention de Rio, ministre de la Marine Marchande. S'adressant au Maréchal dans son rude langage de marin et de Breton, Rio avait supplié Pétain de ne pas s'abandonner, de croire en la force invincible des démocraties alliées; de couronner par un geste de grand soldat une longue et glorieuse carrière.

Jouet débile, ballotté entre les arrière-pensées de

L. Eynac,

J. Julien,

Rio,

Thellier,

Dautry,

Monnet,

Sérol,

Marin.

Cédèrent, par contre, aux insolentes sommations de Weygand:

Pétain,

Chautemps,

Ybarnégaray,

Bouthillier,

Prouvost,

Frossard,

Pomaret,

Pernot,

Chichery,

Rivière.

Louis-Marin et Jules-Julien racontent à qui veut les entendre les incidents dramatiques de l'ultime Conseil des Ministres présidé par Albert Lebrun. Ils ne tarissent pas d'éloges sur une émouvante intervention de Rio, ministre de la Marine Marchande. S'adressant au Maréchal dans son rude langage de marin et de Breton, Rio avait supplié Pétain de ne pas s'abandonner, de croire en la force invincible des démocraties alliées; de couronner par un geste de grand soldat une longue et glorieuse carrière.

Jouet débile, ballotté entre les arrières-pensées de

Weygand et les coquinerias de Laval, le Maréchal, avec cet entêtement rageur des vieillards, non seulement était resté sourd à l'appel bouleversant de Rio, mais avait menacé de rendre publique sa démission si on ne cessait pas immédiatement le combat. Le renoncement de Paul Reynaud n'aurait pas eu d'autre cause, disent-ils.

En les quittant, l'heure du repas étant arrivée, je me dirige vers l'un des deux restaurants que la sage prévoyance de nos questeurs avait fait réserver aux Parlementaires des deux Assemblées.)

Il s'y trouve toujours nombreuse et bruyante affluence. Chacun s'assied où son humeur le conduit et l'on coudoie ainsi des collègues de toutes régions et de tous bords politiques.)

Je prends place, ce jour-là, aux côtés de quelques bons camarades de groupe, restés fidèles à notre idéal.)

Certains d'entre eux nous ont prématurément quittés; d'autres sont encore au nombre des vivants.)

Je note, au hasard de mes souvenirs, la présence d'Andeguil, de Camel, de Malroux, de Bedin. Non loin de nous, une table réunit autour de Tasso, quelques uns de mes collègues des Bouches-du-Rhône: Franchi, Albertin, Lucchini.

La conversation est générale. Elle serpente toujours autour du même thème, celui dont Laval s'est servi comme d'un bélier pour forcer l'accès au pouvoir.)

J'ai encore dans l'oreille le plaidoyer de ceux qui ont épousé la thèse des généraux, plus férus d'armistice que de combats.)

Reibel, notamment, placé proche de nous, approuve Weygand avec une sorte d'ostentation: "Un homme tel que lui ne peut ni se tromper, ni nous tromper, déclare-t-il avec assurance, lorsqu'il affirme que les Anglais n'ont plus d'armée et que leur aviation ne résistera pas deux

mois à celle de Goering. Il eût été criminel, dans ces conditions, de lier notre sort à celui qui attend les Britanniques. Avec qui et avec quoi, du reste, aurions-nous pu continuer la lutte?"

Une voix lui répond:

- Et l'Afrique?

- Partir en Afrique, reprend Reibel dont le visage placide et boursoufflé s'empourpre soudain, pour y faire quoi? alors que nous n'y avons ni armée, ni approvisionnements militaires? Et puis, que seraient devenus les Français de la Métropole, si le Gouvernement avait commis la folie de se transporter à l'étranger?

Sans armée, sans administration, privée de ses chefs, n'y avait-il donc pas à craindre que la France, désespérée et abandonnée, tombe entre les mains des Communistes?"

Malroux et Camel, qui se trouvaient à Bordeaux, nous indiquant que tel était bien, en effet, le souci majeur de Weygand, infiniment plus préoccupé de la situation intérieure du pays que du désastre de ses armes.

N'avait-il pas osé soutenir, en effet, lors d'un des ultimes Conseils des Ministres où il avait été appelé en consultation, que l'émotion grondait à Paris menacé de soviétisation!

Contre-vérité inventée pour les besoins de la cause et que Mandel avait promptement dégonflée en téléphonant à Langeron, alors Préfet de Police, lequel avait démenti formellement de tels propos alarmistes. Evoquant l'avenir, et comme s'il avait eu le pressentiment de sa fin tragique, Camel se tourna vers moi et m'interroge anxieusement:

- Où allons-nous, mon cher Gouin? Que vont devenir nos amis, nos

camarades de Parti, livrés au sadisme des bandes doriotistes, à la furieuse soif de vengeance de Pierre Laval?

- N'en doutons pas, lui dis-je, nous allons tous connaître des jours difficiles. Notre sort, celui de nos familles, celui, surtout, de la France est entre les mains de ceux que les exploits d'Hitler empêchent de dormir.

"Comment pourrons-nous lutter contre la horde qui a escroqué le Pouvoir et qui le manutentionnera à son gré?"

Je poursuis:

- Je n'ai malheureusement pas revu Léon Blum qui est parti quelque part dans le Sud-Ouest pour y rejoindre sa famille.

"Dans le désarroi qui a suivi l'abdication de l'Assemblée Nationale, nous n'avons eu ni le goût, ni le temps de nous concerter pour maintenir entre nous une ébauche de liaison. Quand pourrons-nous le joindre, pour solliciter ses avis, écouter ses conseils, lui qui fut toujours, pour nous tous, le guide le plus clairvoyant et le plus fraternel?"

A cette évocation, nos visages se tendent et se crispent, nos yeux s'embuent de larmes furtives.

Chacun de nous garde le silence... et s'efforce d'imaginer, dans ce subit recueillement intérieur, les lendemains qui nous attendent.

.

Le soir-même, plus désespéré que jamais, je me décide à partir, à quitter cette ville où j'ai tant souffert. Je vais rejoindre Istres, où m'attendent, dans l'angoisse que l'on devine, la compagne de ma vie et les familiers de notre petite demeure.

.

Le train qui m'emporte vers la pimpante cité que j'administre depuis seize ans s'attarde, de loin en loin, durant de longues heures, avant d'atteindre Marseille.

J'^{ai}~~avais~~ donc tout loisir de laisser vagabonder ma pensée et de réfléchir à l'incroyable succession d'évènements survenus depuis la défaite.

Je suis devenu en peu de temps un autre homme, et je pressens que ma destinée va s'orienter, je ne sais encore vers quel inconnu.)

Certes, j'eusse préféré regagner Paris où, dès ma première élection, en 1924, j'avais fixé ma résidence.)

Mais un coup de téléphone de l'ami qui veillait sur mon appartement m'avait appris qu'il était occupé par un des nombreux services de la Gestapo.)

Paris m'était donc interdit, jusques à quand, hélas? Heureusement, j'avais conservé à Istres une modeste maison de campagne qui, de temps immémorial, avait appartenu à ma famille.)

Celle-ci comptait parmi les plus anciens du pays. Je conserve encore dans mes archives, non sans fierté je l'avoue, un document qui en atteste l'antique origine. C'est un petit livret, à la couverture parcheminée, dans lequel le collecteur d'impôts de l'époque donnait reçu à l'un de mes ancêtres, Pierre Guin, berger-laboureur, des redevances auxquelles il était assujetti.)

Vénérable relique: elle porte témoignage de mes origines paysannes et atteste au travers de ses pages jaunies par le temps que, du 15 mai 1777 au 18 février 1856, toute ma lignée s'était régulièrement acquittée de la taille et de la capitation exigées par le Pouvoir.

Il était donc normal que je retourne auprès de la terre où dormaient tant des miens, et où vivaient ma courageuse épouse, des parents nombreux, des amis d'enfance, des camarades de lutte et de Parti. Pendant combien de temps allais-je être appelé à demeurer dans ce berceau de ma vie politique, dont j'aimais à la fois le charme discret et la douceur apaisante?

Il faut y avoir vécu pour en comprendre pleinement l'une et l'autre. Trop souvent, en effet, l'étranger qui traverse la Provence sans s'y attarder l'associe, en son esprit, au désert de pierres qu'est la Crau; au soleil implacable qui en surchauffe le sol; au Mistral impétueux qui la désole.

Provence
Notre ~~provinc~~, gueuse nonchalante et parfumée, n'est, pour le passant épisodique qu'un vaste amas de cailloux desséchés, calcinés, mordus par le vent, avec, de loin en loin, des collines parsemées de pins étiés.

La réalité est, fort heureusement, différente et c'est vrai surtout pour cette coquette ville d'Istres dont me rapprochait chaque tour de roues.

Primitivement bâtie par les Romains sur une colline adossée aux Etangs de Berre et de l'Olivier, située à la limite de la vaste Crau, Istres, où bruissent de multiples fontaines d'eau limpide et fraîche, est assurément un des plus beaux coins de notre terroir. De nombreuses prairies, abondamment irriguées, tissent autour de la cité une verdoyante Ceinture.

Les miroirs d'eau qui la baignent réfléchissent des paysages variés et gracieux. Un cirque de collines mollement ondulées et parées de vertes frondaisons y invite, à la promenade et au rêve.

La Crau, enfin, grise antichambre et initiation parfumée de la Camargue proche, achève d'imprimer à ce pays qui est le mien un aspect pittoresquement original.

Telle apparaît la ville d'Istres, lorsqu'on prend un contact prolongé avec elle et qu'au hasard de promenades vagabondes, on essaie d'en plaquer une vue d'ensemble sur les mille détails entrevus.

.

Arrivant au terme de mon voyage et en prenant contact avec ce sol familier, j'aurais dû oublier les ~~maux~~ cruels tourments qui me ravageaient. Et cependant, c'est avec un certain malaise que je me hâtai, valise en main, vers la sortie de la gare.

J'y étais connu de tous les employés, dont quelques uns, du reste, étaient du pays. Maire, Conseiller général, député depuis de longues années, je puis dire, sans fausse modestie, que j'étais une manière de personnage ^a dans ce petit univers provincial. Depuis que ma vie politique y avait pris racine, après d'âpres batailles électorales, mes compatriotes m'avaient toujours témoigné une chaude et bruyante affection.

Or la trame semblait s'en être brusquement distendue, peu avant les graves événements de Bordeaux. J'ai déjà dit que j'avais tenu, à ce moment, à demeurer parmi mes compatriotes qui redoutaient quelque incursion des chars allemands. J'avais profité de mon séjour parmi eux pour organiser cette Garde Territoriale que Paul Reynaud avait décidé de créer, pour assurer la défense locale des petits centres urbains. Me conformant aux instructions de notre Préfet, j'avais également fait barrer par d'épaisses murailles les deux entrées principales

du village, en ménageant simplement dans chacune d'elles, des accès en chicane, faciles à fermer et, le cas échéant, à défendre.

Ces prescriptions ayant été peu après rapportées, je dus ordonner la démolition de ce qui venait d'être édifié.

C'est ici que se place un premier incident, prélude de cette espèce de divorce qui s'établit en France, dès après l'armistice, entre la population et ses élus. Bien que de minime importance, il vaut d'être rapporté dans ces souvenirs, car il témoigne de l'évolution de l'opinion au moment où chancelle le Régime.

Istres était, à cet égard, un véritable microcosme, constituant par lui-même un champ d'observations tout à fait remarquable.

Le gros de la population s'adonnait à l'agriculture. On connaît nos paysans: sobres de gestes et de paroles, travailleurs, intelligents, républicains de tradition, ils constituaient un noyau stable et solide sur lequel on pouvait compter, dès qu'ils avaient donné leur confiance.

Dans un hameau voisin, une usine occupait une bonne centaine d'ouvriers. Plus évolués, politiquement, que nos cultivateurs, ils furent toujours le fer de lance du Socialisme, au milieu d'une population paisible et peu portée aux extrêmes.

Quelques fonctionnaires, postiers, instituteurs, percepteur, auxiliaires diligents et déferents des autorités, encadraient le gros de ces troupes sur lesquelles je pouvais compter en toutes occasions. Depuis la première guerre mondiale, ce cadre, commun à beaucoup de nos cités rurales, s'était profondément modifié.

Istres était, en effet, devenu le siège d'une de nos plus grandes écoles d'aviation et avait accueilli plus d'un millier d'offi-

ciers ou sous-officiers, bien payés et sachant dépenser. Le nombre de nos commerçants s'en était notablement accru, ainsi que leur fortune.

Tel était le tableau d'ensemble que présentait notre vieil Istres au moment où je venais de faire détruire les barrières qui devaient en défendre l'accès.

Ce fut là le prétexte de l'incident dont j'ai parlé. Je revois encore la scène. Je ne l'ai jamais oubliée, car elle donne la mesure du bouleversement général des esprits qui fut la conséquence de nos revers. Je suis à la Mairie, dans mon bureau, occupé avec mon adjoint à détruire des fiches de police qui concernent certains de nos ~~collègues~~ concitoyens communistes et que nous voulons soustraire aux investigations éventuelles des Allemands.

Notre Secrétaire général frappe à la porte et nous annonce qu'un Commandant d'Aviation veut s'entretenir quelques instants avec moi.

Bien que connaissant l'état d'esprit qui règne parmi les officiers aviateurs - à peu près tous maurrassiens - j'avais toujours entretenu avec eux des rapports corrects.

Je prie donc notre Secrétaire d'introduire l'officier qui a demandé à me voir. Je m'étonne, dès l'abord, car le voici qui entre accompagné d'un médecin-major dont nul n'ignorait à Istres les opinions furieusement royalistes. Et, derrière les deux hommes, un soldat batonnette au canon, se place ostensiblement en faction devant ma porte, comme pour en interdire l'accès.

Je ne suis pas au bout de ma stupéfaction car, sans me donner le temps de placer un mot, le Commandant m'interpelle sur un ton suraigu.

Debout, gesticulant, le poing tendu, il tonitrué:

- Qui vous a permis, Monsieur le Maire, de faire détruire les murailles qui commandaient les entrées de la ville? Ne savez-vous pas qu'il y a ici un Commandant d'Armes et que vous n'avez aucun droit d'empiéter sur ses attributions? Vous mériteriez d'être traduit en Conseil de Guerre..

Résolu à garder mon sang-froid, je m'efforce de répondre avec calme à l'énergumène:

- Avant de donner suite à votre question, lui dis-je, vous allez me faire le plaisir de prier votre factionnaire de vider les lieux. On ne force pas l'entrée de mon bureau les armes à la main."

Le Commandant, le Médecin-Major s'écrient de concert qu'ils n'en feront rien.

- Bien, mais alors je prierai mon personnel de le mettre à la porte.

Les deux hommes me fixent d'un air menaçant et leur visage s'empourpre. Je me lève pour appeler l'appariteur qui, avec mon Premier-Adjoint, se sont retirés dans une pièce voisine.

Avant d'avoir eu le temps de les alerter, et comme à regret, le Commandant ordonne alors à son planton de se retirer.

Je reprends ma place et, en détachant mes mots, je m'adresse à mes deux interlocuteurs:

- Vous avez posé une question, Messieurs. Je tiens à vous dire très simplement que je n'ai pas à y répondre. Ceci pour une raison majeure: c'est que, si je dois éventuellement des comptes au Préfet, je n'en dois aucun à l'autorité militaire. Et tant que j'occuperai ce fauteuil, il en sera ainsi, que cela vous plaise ou non."

Une discussion rapide et confuse s'amorce alors, mais devant mon attitude résolue, les deux officiers quittent mon Cabinet en grommelant.

Quelques instants plus tard, mon Adjoint, qui a tout entendu,

m'indique que la grande porte d'entrée de la Mairie était gardée par deux soldats en armes, pendant que leurs officiers pénétraient chez moi. Un petit attroupement de badauds s'était même rapidement formé et avait assisté au déroulement de toute cette scène, dont le sens n'avait échappé à aucun d'eux. En d'autres temps, une telle algarade eût valu à mes interlocuteurs ce qu'on est convenu d'appeler une "conduite de Grenoble". Rien de semblable ne s'était produit. Mes compatriotes qui ont toujours eu la tête près du bonnet étaient restés muets et comme indifférents. La vague antiparlementaire, partie de Bordeaux, avait déjà atteint la Méditerranée, élargissant le fossé entre électeurs et élus. Je devais peu après en constater les effets à un stade supérieur. Ayant adressé rapport de l'incident au Préfet de l'époque, M. Boué, gendre du général Sarrail, celui-ci s'abstint courageusement de répondre.

L'abdication de Vichy ne pouvait qu'accélérer ce processus de démission et de lâcheté: je n'allais plus tarder, maintenant, à en faire chaque jour l'amère expérience.

• • • •

• • • •

A vrai dire, elle me saisit à la gorge, dès mes premiers pas dans le pays.

Pour rejoindre ma petite demeure, j'avais à traverser en quittant la gare les principales rues du village. La vie quiètement affairée de la province bruit au long des boutiques qui les bordent.)

On flâne, on bavarde, on effectue de menues emplettes et, lorsque le hasard me conduisait en ces lieux, des amis, des administrés se pressaient autour de moi, sollicitant avis, conseils ou services.

La vie politique a parfois ses grandeurs, mais, revers de la médaille, elle a surtout ses servitudes. L'élu, ~~surtout~~ s'il n'est pas dépourvu de chaleur humaine, voit sans cesse accourir vers lui une nuée de satellites empressés à offrir leurs bons offices et fiers de se montrer en sa compagnie. Or, ce jour-là, alors qu'un nouveau régime pointait à l'horizon, choses et gens semblaient soudainement appartenir à un autre monde.)

Les passants que je ^{crois} voyais s'appliquaient consciencieusement à m'éviter. Ebauchant un salut furtif et apeuré, je les voyais s'éloigner de moi comme si j'eusse été prêt à leur jeter quelque mauvais sort. Après mon passage, ils se réunissaient par petits groupes et mines soucieuses, hochant la tête, me montrant du doigt, ils entamaient à voix basse je ne sais quelles conversations.)

Aucun d'entre eux n'ignorait évidemment le vote que j'avais émis. Seul, parmi tous mes collègues des Bouches du Rhône, j'avais fait figure d'opposant. Les journaux avaient abondamment glosé à ce sujet.)

Pour la plupart de mes concitoyens, j'étais l'homme qui avait osé s'abstraire de l'unanimité nationale spontanément ^{réalisée} serrée autour de Pétain. Du jour au lendemain, j'étais ainsi devenu une sorte d'exilé dans la Cité.)

Tel était bien le sentiment d'une grande partie de la population. En temps normal, le Méridional ne manque point d'esprit critique, mais dans la catastrophe qui venait de s'abattre sur lui, il avait perdu toute liberté d'appréciation et s'abandonnait au conformisme régnant.

Dans les jours qui suivirent mon retour de Vichy -maigre réconfort - quelques rares visiteurs, plus perspicaces et plus cou-

rageux que d'autres, vinrent à domicile me féliciter de mon attitude et de mon vote.

Avides de connaître la vérité, ils me questionnèrent longuement sur les intrigues qui avaient fait le lit de la dictature.

Appartenant pour la plupart au peuple - celui qui travaille et qui souffre - ces braves gens m'expliquèrent peu à peu le bouleversement chaque jour plus profond qui s'opérait dans la psychologie de nos compatriotes.

La masse de nos paysans, restée au fond d'elle-même profondément attachée à la République, était dominée par la même peur qui avait paralysé l'Assemblée Nationale.

Mais, pour elle, cette peur était à la fois plus proche et plus précise. Le public se rendait parfaitement compte que l'appareil dirigeant du Régime allait tomber en d'autres mains. Or, dans nos villages l'autorité, le pouvoir, l'influence d'un Maire et surtout d'un Maire-Député, retentit sur les plus menus incidents de la vie quotidienne. D'où l'éloignement progressif de nos fidèles et leur ralliement - mi-intéressé et mi-sincère - à de nouveaux dieux. Certes, ceux-ci n'avaient pas encore forcé l'entrée du Temple, mais ils s'agitaient furieusement devant sa porte.

Deux clans m'avaient été de tout temps tout à fait hostiles dans le pays. C'était, d'une part, une petite fraction de la bourgeoisie possédante, qu'effrayait les progrès du Socialisme. Et, d'autre part, c'était le gros des officiers de notre base aérienne, fortement travaillée par les doctrinaires de l'Action Française.

Dans les années heureuses d'avant-guerre, l'animosité de ces clans se dissimulait sous l'apparence d'une correction d'attitude et de langage qu'expliquait à merveille la confiance presque unanime

- 65

que me témoignait la population. L'arrivée au pouvoir du Maréchal avait fait éclater - instantanément - ce vernis de civilisation puérile et honnête. Assurés désormais de la haute protection des autorités nouvelles, les ennemis-nés de la démocratie avaient jeté le masque.

Ce n'étaient partout que diatribes enflammées contre le Parlementaire qui, après avoir négligé d'armer le pays, l'avait précipité dans une guerre sans issue. Pis encore: j'avais eu le cynisme de voter contre le seul homme capable de sauver les Français, comme en 1915 il avait sauvé Verdun!

Chaque jour qui passait renforçait l'audace et la hargne de mes détracteurs, car chaque jour l'entreprise de nazification de l'Etat gagnait en étendue et en ampleur.

Un nouveau Cabinet venait de se constituer. On en avait chassé, comme indésirables, les deux socialistes qui avaient figuré dans le précédent: André Février et Albert Rivière.

La République que paysans et ouvriers avaient autrefois édiflée, dans les larmes et dans le sang, avait fait place à l'Etat Français.

Le Parlement, que Laval avait juré de maintenir en fonctions, avait été brutalement mis à l'écart.

Le Maréchal, Chef de l'Etat, s'était libéralement octroyé tous les pouvoirs et, nouveau César, pouvait enfin satisfaire cette vanité infantile qui habite certains vieillards. La presse, muselée, domestiquée, ne permettait ni commentaires, ni appréciations, ni critiques sur les événements passés et présents.

Tout ce qui était suspect d'attaches ou de sentiments républicains était dénoncé, pourchassé, basement attaqué sans possibilité

de défense. Ainsi se poursuivait sans répit, sous la haute direction de Laval, la mise en tutelle de la France durant qu'on annonçait quotidiennement la proche victoire du reître allemand.

On conçoit sans peine qu'un tel ébranlement avait bouleversé l'état d'esprit de nos gens, qui reflétait, du reste, comme un miroir, l'état d'esprit de presque tout le pays, intoxiqué par l'avalanche de mensonges officiels qui déferlait sur lui.

L'opinion française pourrait-elle un jour se dégager de cette hypnose? Comment en détruire les effets nocifs et quand le dormeur se réveillerait-il? Tel était le problème que, jour après jour, se posait avec angoisse le petit noyau de résistance qui s'était agglutiné autour de moi et dont le nombre - je l'avoue tristement - pouvait alors se compter sur les doigts de chaque main.

CHAPITRE IV

Des portes s'ouvrent sur l'espérance

Tout au long des mornes journées que je vivais à Istres, dans le chaud réconfort de mon foyer retrouvé, une pensée de Româin Rolland soutenait mon courage et fortifiait la résolution qui avait mûri en moi depuis Vichy.

"Un vrai homme, avait-il écrit dans Clérambault, doit apprendre à rester seul au milieu de tous et, au besoin, contre tous."

Ma vie ne pouvait donc avoir un sens qu'à la condition de m'attacher sans défaillance à trouer le mur d'ombre qui cachait à la France les viriles vérités capables de la tirer un jour de sa torpeur. Certes, je ne me dissimulais rien de ce que pouvait comporter de périls, pour ma compagne et pour moi, une telle entreprise.)

Et cependant, l'un et l'autre, après en avoir pesé les risques, nous avons allègrement convenu de les affronter.

Inscrit au Barreau de Marseille depuis plus de trente ans, mon

Cabinet se prêtait à merveille pour être un lien matériel entre tous ceux des nôtres que l'adversité n'avait point abattus.)

Je ne comptais plus y recevoir nombreuse clientèle. Qui se serait soucié, en effet, de se commettre avec un opposant notoire, alors que le régime prenait de plus en plus figure de dictature soupçonneuse et policière?)

A défaut de clients, j'espérais qu'en ce lieu discret pourraient venir aux nouvelles quelques uns des nombreux amis que je comptais dans le département.

Mon espoir ne fut pas déçu. Dès que fut connu mon retour de Vichy, des élus, des militants accoururent. Parmi les militants, humbles ouvriers de notre parti, je retrouve dans mes souvenirs les noms bien connus à Marseille de Jean-François Lecca, qui devait mourir en déportation, de Beveraggi, Guerrini, Delagnes, Malacrida, Mauriat, **FARAUD**, Manicacci, Carcassonne, Trompette. Parmi les élus, pleins de foi et d'ardeur, Gautier-Marceau, Marius Joly, Juvénal, Savine.)

Ce n'était là, il faut bien le dire, qu'une minorité infime, mais on pouvait compter du moins sur son courage, sa volonté et, chose plus rare, sur sa combativité.)

Les uns et les autres connaissaient de longue date les moyens appropriés pour prendre contact avec la masse, l'entraîner, l'organiser. En ce qui me concerne, j'étais rompu à cette besogne de défrichage. Il n'était guère de ville ou de village du département où je ne fusse connu pour y avoir constitué des groupes socialistes, assises solides et durables de notre Parti.

Il ne pouvait évidemment être question de recommencer cette

propagande trop directement visible. La guerre, malgré tout, continuait à faire sentir ses effets en maintenant éloignés de leur foyer un grand nombre de nos concitoyens, encore mobilisés ou déjà prisonniers.

Dans les usines, dans les cafés, dans les marchés, lieux de rencontre naturels où peuvent s'affronter controverses et critiques, la délation, la dénonciation avaient commencé leurs ravages, plaquant sur toutes les bouches une sorte de baillon invisible.

Il ne fallait pas davantage compter sur la presse, que les hommes de Vichy, copiant les méthodes de Goebbels, avaient brutalement réduite à la servitude.

Le seul moyen de toucher la masse, de la tirer de sa léthargie, d'éveiller son ardeur patriotique, c'était de recourir, soit à la propagande chuchotée, soit à la diffusion de tracts ronéotypés. C'est ainsi que je jetai les bases du premier noyau de résistance politique qui se créa en zone non-occupée, dans la dernière quinzaine de juillet 1940.

Afin d'élargir la portée de notre action, il fut convenu que nous nous rencontrerions tous les mardis, chacun de nous devant s'efforcer de recruter le plus grand nombre possible de camarades, après s'être assuré au préalable de leurs sentiments et de leur discrétion. En cas d'urgence, fut-il entendu, je dépêcherais à Marseille des agents de liaison dont j'avais éprouvé la fidélité. Les camarades Autheman et Bertora, ainsi que Tonie et Louissette Aymès, qui furent les premiers résistants à m'accueillir à Istres, acceptèrent de se charger de cette périlleuse mission. Ils s'en acquittèrent, je le dis à leur

louange, avec courage et habileté.)

Ainsi s'organisait peu à peu un centre de diffusion chargé de contrebattre le redoutable appareil d'intoxication mis en place par Vichy

A cet égard, rien ne nous parut plus urgent que d'éclairer l'opinion sur les intrigues et les manoeuvres qui avaient préparé la trahison de Bordeaux et assuré son succès à Vichy. Je me chargeai de ce soin. Je rédigeai donc, à l'usage de mes collègues maires du département un Rapport, documenté et précis, que nous leur fîmes parvenir grâce au dévouement de quelques camarades de bonne volonté.

Ce n'est qu'à la Libération que je pus en retrouver le texte, que mon vieil ami Victor Savine avait mis en lieu sûr.

Que ce magnifique Résistant trouve ici l'expression de ma gratitude, car c'est grâce à lui que je peux le publier aujourd'hui.

En voici donc la teneur:

"A mes collègues, Maires et Conseillers Généraux des Bouches-du-Rhône:

"J'ai été le seul, dans le Département des Bouches-du-Rhône, à voter contre la loi des pleins pouvoirs, et si je l'ai fait, croyez bien que j'ai longuement débattu dans ma conscience, les raisons qui m'ont poussé à émettre ce vote et à me séparer d'amis cependant très chers. Ces raisons, je vous les dois. Les voici.

"Que nous ont dit, en arrivant à Vichy, ceux qui, à ce moment encore, représentaient un gouvernement de pure légalité républicaine? En substance, ceci.

"Nous ne sommes plus libres. La France est vaincue et doit subir la loi du vainqueur. Pour discuter avec celui-ci, il faut un gouvernement qui puisse à la fois négocier, transiger, décider, traiter avec Hitler. Ce gouvernement ne doit être ligoté par aucune procédure parlementaire: vis-à-vis du Reich, il doit donc avoir la certitude de la durée, de la continuité, de la réalité du pouvoir. D'autre part, le désastre subi par la France a été si complet, les ruines sont si lourdes, les problèmes à résoudre tellement graves et multiples que ceci postule également un gouvernement fort, capable de décider et d'agir vite, sans entrave d'aucune sorte. Cette douloureuse situation doit en conséquence nous conduire à une réforme constitutionnelle profonde que le Parlement doit vouloir et qu'il s'honorera de réaliser.

" Et on ajoutait à cette démonstration rigide deux avertissements voilés, mais particulièrement pressants.

"On nous disait: Si vous ne votez pas le texte que nous vous apportons, et si le gouvernement est obligé de se retirer, craignez que ce ne soit Hitler qui vous impose un gouvernement à lui, à moins que vous n'aboutissiez à la dictature de certaine camarilla militaire dont les éléments n'attendent, pour agir, que votre carence.

"Le gouvernement qui nous tenait ce langage ne se bornait pas - hélas - à cela, et c'est surtout dans les à-côtés de ses discours qu'on pouvait le mieux discerner ses véritables intentions..

"C'est ainsi qu'on poursuivait: Les gouvernants qui ont déclaré la guerre ont été des fous ou des criminels, mais on ajoutait

ceci: que si nous avons été vaincus, c'était parce que le Parlement n'avait pas doté nos armées du matériel indispensable. Ce qui constitue à la fois un mensonge et une injustice, car toujours le Parlement a voté sans discussion les crédits demandés par les Etats-Majors.

"On nous disait encore qu'il était nécessaire de rompre immédiatement avec notre politique étrangère traditionnelle.

"Et sur ce thème, on ajoutait que la meilleure façon, pour la France, d'obtenir des conditions de paix relativement modérées, c'était d'aligner (c'est le terme propre dont on s'est servi) nos institutions sur celles des vainqueurs, afin d'aboutir à faire payer à l'Angleterre, et à elle seule, si possible, tous les frais de la guerre.

"Je passerai sur les commentaires divers et variés mêlés à ces exposés et qui, tous, constituaient le désaveu le plus formel de nos libertés démocratiques et de la conception républicaine de notre enseignement laïque.

"Voilà, Messieurs, les thèmes essentiels de nos discussions de Vichy et aucun de mes collègues ne contestera, je pense, l'objectivité de ce résumé qui, je le crois, permet de comprendre et de saisir, dans son ampleur et sa portée, l'acte accompli à Vichy par le Parlement.

" Je le dis avec gravité et en pesant mes mots: il y avait, à mon sens, dans la thèse gouvernementale, une part de vérité, mais aussi une lourde part d'erreurs.

"Il faudrait être aveugle ou sourd pour ne pas comprendre que la France devait tirer des événements tragiques qui viennent d'en-

deuilher son histoire, toutes les leçons nécessaires.

"Cela, le Parlement, et c'est son honneur, l'avait compris de façon éclatante, puisque c'est à l'unanimité (sauf quelques voix) que le Sénat et la Chambre, siégeant séparément, avaient décidé qu'il y avait lieu de réunir l'Assemblée Nationale pour réviser les lois constitutionnelles.

"C'est là un des éléments de vérité contenus dans la thèse gouvernementale. Il y avait aussi une autre part de vérité.

"Tous, nous sentions la nécessité impérieuse pour discuter avec Hitler, d'avoir un gouvernement stable; tous aussi, nous comprenions que les malheurs de la Patrie postulaient une action vigoureuse et rapide, débarrassée des multiples lisières de la procédure parlementaire.

"Personne d'entre nous ne songeait donc à marchander à l'avant-dernier gouvernement du Maréchal Pétain, dans lequel figuraient des Parlementaires de tous les partis, des techniciens, des militaires et de hauts fonctionnaires, les pouvoirs nécessaires pour négocier la paix et résoudre les problèmes urgents de la remise au travail de la France.

"Nous avons usé, en temps de paix et en temps de guerre, de la pratique des pleins pouvoirs: rien n'était plus facile, rien n'était plus aisé que de les adapter à une situation nouvelle et d'éviter ainsi la double hypothèque que pouvaient faire peser sur nous soit le caprice du vainqueur, soit les ambitions de certains généraux.

"Quant à la révision de la Constitution, nous étions quelques

uns à penser qu'il appartiendrait au Gouvernement de la préparer dans tous ses détails, en faisant appel, non seulement aux commissions parlementaires habilitées pour cela, mais encore aux valeurs et aux compétences extra-parlementaires qu'il était facile de réunir et plus aisé encore d'animer, dans un sens généreux et humain, correspondant aux grandes traditions de l'esprit français.

"Une oeuvre comme celle-là ne peut pas, en effet, s'improviser dans les horreurs de la défaite; elle ne peut pas s'inscrire dans la réalité, lorsque les deux-tiers de notre territoire demeurent occupés par l'ennemi; elle ne peut, enfin prendre vie légale que tout autant que la Nation est appelée à la connaître dans son ensemble, donc à la double condition que le peuple puisse en discuter d'abord et voter librement ensuite pour ratifier ou rejeter.

"Ces conditions de fond sont-elles remplies par le texte qui nous a été proposé?

"Je ne crains pas de ~~le~~ dire, hélas, qu'il n'en est rien et que, si on a pu, à grand peine, amender quelque peu le projet initial du Gouvernement, la modification finalement acceptée par lui ne peut nous donner aucune garantie.

"Il est bon, en effet, que vous sachiez, et ceci éclaire d'un jour cru les dessous de l'opération entreprise, que le premier texte qui a circulé sur la révision de la constitution prévoyait que celle-ci serait ratifiée par les assemblées qu'elle aurait créées.

" C'était évidemment le coup d'Etat pur et simple, puisqu'il suffisait au Gouvernement de créer n'importe quelle assemblée dont chacun des membres aurait été nommé par lui pour ratifier lui-même son oeuvre par personne interposée.

" Jusqu'à la dernière minute, ce texte a été celui du

gouvernement et il a fallu l'énergique insistance du Groupe des Sénateurs Anciens Combattants pour que le gouvernement se décide à une concession qui, à mes ~~mes~~ yeux, n'est qu'une concession de pure forme, et à insérer dans son texte que la nouvelle constitution serait ratifiée par la Nation et appliquée par les assemblées que la constitution aura créées.

"Pourquoi ce texte ainsi amendé n'a-t-il pas recueilli mon adhésion?

"D'abord, parce qu'il m'apparaît très nettement que le Gouvernement entend procéder sans délai à la revision constitutionnelle, sans prendre à cet égard les précautions nécessaires.

" Je le dis comme je le pense: le problème vital, à l'heure actuelle, ce n'est pas de savoir si on brisera le cadre départemental pour créer des provinces; si l'on remplacera nos municipalités élues par ces assemblées de notables, désignées par le pouvoir central; si l'on votera au scrutin uninominal ou au scrutin de liste; si l'on créera une Chambre des Métiers remplaçant le Parlement actuel... Tout cela est important pour l'avenir, secondaire pour le présent.

" Quand le chômage et la famine menacent, quand le séparatisme pousse sa pointe dans certaines régions françaises, on doit se préoccuper d'abord - je le dis crûment - des questions de vent et on laisse le soin à un aréopage soigneusement choisi d'étudier minutieusement l'organisme neuf que l'on veut substituer à l'ancien dès que celui-ci nous aura permis de doubler le cap de la Paix.

"Vouloir conduire et mener de front les négociations de paix,

la remise en état économique du pays et, par surcroît, la refonte administrative et politique me paraît une tâche impossible, dans laquelle, qu'on le veuille ou non, se glisseront forcément des malfaçons graves.

"Nos pères ont mis quatre ans à élaborer la Constitution de 1875. Qui oserait dire qu'elle fut parfaite? Et cependant la France qui la mettait au point était libre; son territoire était évacué; les ruines de la guerre insignifiantes.

"Autre point important: nul de nous n'a eu connaissance même des grandes lignes des réformes que l'on se propose de réaliser. Les termes employés sont vagues, généraux, imprécis à dessein. Il faut donc interpréter les textes à la lueur des déclarations de ceux qui les ont bâtis dans l'ombre de conciliabules dont le secret a été soigneusement gardé. Une phrase, à mon sens, éclaire d'une lueur aveuglante l'acte de Vichy et domine tout le débat.

"Il faut aligner notre régime sur les régimes qui nous ont vaincus. Je souhaite que celui qui a prononcé cette phrase terrible soit de bonne foi et qu'il croie de toute la force de sa conviction que c'est le seul moyen pour la France de se tirer de sa défaite aux moindres frais, mais je me hâte de dire que je ne partage ni sa foi, ni ses espérances.

"L'histoire de ces dernières années nous a appris ce qu'il en coûte de vouloir copier le vainqueur.

"Les peuples qui s'y sont résolus n'ont sauvé ni leur indépendance, ni leur honneur, ni leur dignité..

"L'Allemand ne respecte que le courage; il n'a que mépris pour le flagorneur. C'est donc à mon sens une erreur tragique de

conséquence que de vouloir lancer la France dans je ne sais quel plagiat des méthodes totalitaires.

"Hitler ne s'y laissera, du reste, pas prendre; il ne nous ménagera pas davantage pour cela et, après Vichy, c'est la presse du Reich qui a pris soin de nous ^{en} informer chaque jour.

"Si, du plan extérieur, nous passons au plan intérieur, qui ne voit et qui ne comprend que l'expérience à laquelle on nous a conviés aboutit tout droit au renversement complet de la base de la vie politique qui est celle de ce pays depuis 1789?

"Liberté de penser, liberté d'écrire, liberté de s'associer, suffrage universel, neutralité de l'Etat en matière religieuse, enseignement laïque, c'est tout cela qui est voué à la destruction par l'alignement recherché avec les régimes totalitaires.

"Qu'on ne dise pas que j'exagère ou que je pousse les choses au noir, car quelques faits précis vont illustrer et corroborer mon affirmation.

"Premier fait: Il n'y a plus de presse libre à l'heure où je parle, puisque les journaux d'opinion sont interdits et que les autres sont plus que jamais sous le contrôle vigilant de la censure.

"Deuxième fait: Il a été impossible à aucun membre du Parlement, réuni en Assemblée Nationale, de faire entendre sa légitime protestation contre l'acte de dessaisissement qu'on nous demandait. La ruée vers la servitude était telle que l'immense majorité des élus n'admettait plus qu'on puisse être d'un avis différent de ceux qui se sont préposés d'office à la régénération de la France.

"Comment, dans ces conditions, la Nation ratifiera-t-elle le bouleversement qu'on lui prépare dans l'ordre politique et social. Quand la Nation sera débarrassée du carcan de l'occupation étrangère, elle se trouvera en présence d'une réforme faite, installée dans ses rouages administratifs essentiels et fonctionnant dans une partie ou dans l'ensemble du territoire.

"Le panégyrique de cette oeuvre aura été répété, pendant des mois ou des années sur des colonnes entières, dans les journaux à opinion dirigée et orthodoxe, dont, dès maintenant, nous sommes nantis.

"Nulle critique, ni de détail, ni d'ensemble, n'aura pu s'élever contre elle et ne sera, du reste, tolérée par ses auteurs.

"Si nous ajoutons à ce tableau que la suppression des partis politiques, qui est réalisée en fait, sinon en droit, va aboutir à la constitution d'un Parti Unique dans lequel chacun de nous devra obligatoirement s'inscrire, on comprend trop dans quelles conditions exactes la Nation sera appelée à ratifier les cogitations de ses gouvernants.

" Il m'était impossible, dans ces conditions, vous le comprenez, à moi qui suis un modeste enfant du peuple, fils d'institutrice et d'instituteur laïques, élevé dans la foi des traditions de notre grande révolution, de ratifier par mon vote l'intention délibérée de ce gouvernement de remettre en cause toute cette tradition et d'éteindre le foyer de lumière et de liberté que représentait pour le monde notre grande et malheureuse Patrie.

"Et maintenant, un dernier mot, le plus grave de tous.

"Je redoute pour mon pays le renversement brutal que l'on se propose d'opérer dans notre politique étrangère.

"Je connais les fautes et les erreurs de l'Angleterre, et je ne songe ni à les nier, ni à les atténuer.

"Nous en avons commis aussi, de notre côté, et ce n'est ni le lieu, ni le moment de les évoquer.

"Mais ce que je dis, ce que je proclame, c'est que si la nuit affreuse dans laquelle nous sommes doit s'éclairer un jour, d'une aube de libération et de victoire, c'est du côté de l'Angleterre qu'elle nous viendra. Ce n'est ni du côté italien, ni du côté allemand que peut venir notre salut. Nous n'avons plus dans le monde que deux nations sur lesquelles nous pouvons compter: l'Amérique et la Grande Bretagne.

"Que le veuillent ou non nos gouvernants, qui n'osent plus s'avouer démocrates, ces deux nations sont des nations démocratiques. Elles ont mis au premier plan de leurs préoccupations, l'exaltation et le respect de la personnalité humaine; le culte de la raison et de la liberté.

"C'est pour cela que nous combattions hier, côte à côte, avec les Anglais.

"C'est cet idéal qui animait notre peuple et qui en avait fait, non seulement un peuple heureux, mais universellement envié. Je ne souscrirai jamais, quant à moi, dans le tréfonds de ma conscience, à l'abandon ou à l'abdication de ce qui fit si longtemps de la France une terre de prospérité et de douceur.

"Je ne veux pas incliner son génie devant le culte de la

force et le mépris de l'intelligence...

"La politique étrangère qui se dessine m'apparaît donc trop lourde de périls nouveaux pour que j'y souscrive.

"C'est encore cela qui a dicté mon vote.

"Et maintenant, j'en ai fini. Je vous ai parlé en homme encore libre, fier d'avoir représenté durant seize ans cet admirable peuple provençal si noble, si courageux, si accueillant aussi aux souffles généreux de l'avenir, sans qu'il ait oublié pour cela toutes les symphonies glorieuses du passé.

"La Troisième République est morte.

"D'autres que moi auront pu dresser ou signer son acte de décès.

"Je ne me suis pas arrogé ce droit. J'ai compris autrement mon devoir.

"L'avenir dira quels sont ceux qui auront eu raison et quels sont ceux qui auront eu tort.

"Quant à moi, quoi qu'il advienne, et quoi qu'il m'arrive, je n'en crie pas moins du fond du coeur, devant vous qui, si longtemps, m'avez fait le don si précieux de votre ardente sympathie:

"Vive la République.

"Et vive la France.

Istres, le 15 juillet 1940

~~XXXXXXXXXXXXXXXXXXXX~~ Cet écrit fut largement commenté par quelques uns de mes collègues, peu nombreux à la vérité, mais agissants et écoutés de leurs administrés. Ce fut la première étincelle dissipant un instant l'amoncellement des nuages qui cachaient au peuple la rude et cruelle réalité.

Au moment où j'entreprenais ce véritable lavage de cerveaux, j'eus la bonne fortune de compléter les quelques informations recueillies à Florac et à Vichy sur l'équipée du Massilia. Le 20 juillet 1940, un navire, le Florida, touchait barre à Marseille, ramenant d'Alger ceux de nos collègues avec lesquels ni Laval, ni Marquet ne souhaitaient engager le fer. Résistants de la première heure; influents et respectés; jouissant d'une flatteuse notoriété, ils eussent été des adversaires redoutables pour le Gitan! Eux présents à l'Assemblée Nationale, nul doute qu'ils eussent sérieusement mis en danger les plans de l'équipe lavalienne. Il suffit, du reste, d'en connaître les noms pour comprendre les manoeuvres qui aboutirent à les immobiliser dans Alger, alors qu'ils étaient attendus à Vichy.

Voici, authentifiée par un des leurs, mon regretté ami Tony Revillon, la liste des passagers du Massilia:

Bastide;

Broute;

Campinchi;

Catalan;

Delattre;

Delbos;

Daladier;

Dupont (Eure)

Denais;

M. Dubois;

Dupré (Nord);

Galandou Diouf;

Grunbach;

Guastavino;

Mandel;

de la Groudière;

Le Trocquer;

Lazurick;

Lévy-Alphandéry;

Mendès-France;

Perfetti;

Thomas;

Jammy-Schmidt;

Viénot;

Wiltzer;

Jean Zay.

Il me fut facile d'entrer en contact avec la plupart d'entre eux, car, dès leur arrivée, ils prirent langue avec Vincent Delpuech qui, fort courageusement, les accueillit sous son toit, sans s'inquiéter le moins du monde des conséquences qui pouvaient en résulter pour lui.

Car, si extraordinaire que cela paraisse, dès leur arrivée sur le sol de France, ces Parlementaires, dont certains avaient occupé de hautes fonctions dans la République, furent traités comme le sont d'indésirables étrangers. C'est ainsi que d'ordre de Pétain

ils furent priés par M. le Préfet Bouët de donner leur parole d'honneur de ne pas quitter Marseille.)

On imagine leur déception et leur fureur: c'était pour eux la résidence forcée, sous la surveillance, à peine discrète, de la police.

Sans aller jusqu'à m'en féliciter, cette ignominie fut bénéfique pour notre propagande, car elle m'apporta l'irréfutable démonstration du complot si soigneusement organisé, dès Bordeaux, par l'équipe qui venait de s'emparer du pouvoir.

.

Dès mes premières entrevues avec les passagers du Florida, notamment avec mes collègues Delattre, Le Troquer, Tony-Revillon, je les avais mis au courant de l'odieuse campagne de couloir qu'on avait orchestrée contre eux.)

Le pays en avait eu de nombreux échos grâce aux diligents concours des plumitifs de Gringoire, spécialisés dans l'outrage et l'injure, à l'usage exclusif des républicains.

Tony-Revillon, si placide à l'ordinaire, était indigné de la perfidie de l'équipe régnante.

- Comment a-t-on pu déformer les faits à ce point! s'exclamait-il, alors que nul ne pouvait ignorer les raisons hautement patriotiques qui animaient les passagers du Massilia.

"Que Pierre Laval se soit abaissé à ce point est vraiment ignominieux! Soyez-en juge, mon cher Guin.

Ce n'est que sur la requête du Gouvernement, et après avoir

pris l'avis d'Herriot, que nous nous sommes embarqués.

"Nous n'étions ni des lâches, ni des fuyards. Alger n'était pour nous que le prolongement de la France, celle qui se bat et qui lutte jusqu'à son dernier souffle.

"Quand nous avons appris la signature de l'armistice, nous n'avons eu qu'une pensée: revenir nous serrer auprès du nouveau Gouvernement, dans le désir d'aider, et d'être utiles au Pays.

"C'est dans ce seul but que nous avons pensé à télégraphier à Herriot. Nous voulions qu'ordre soit donné au Massilia de rebrousser chemin pour regagner Bordeaux.

"Savez-vous, mon cher ami, ce qu'il est advenu du message que nous avons remis, dans ce dessein, au Commandant du bord?

"Il est resté sur sa table, sous prétexte que sa transmission aurait pu donner l'éveil à des sous-marins ennemis!

"Nous n'en sommes pas demeurés là. Dès notre arrivée à Casablanca, notre Questeur, M. Perfetti, que vous connaissez bien, a fait parvenir notre texte au président de la Chambre des Députés. Ceci à la date du 24 juin dernier.

"Nous pouvions donc participer à l'Assemblée Nationale vous devinez dans quel état d'esprit. Par avance, nous en caressions l'espoir, à l'exception, cependant, de Georges Mandel.

"Hélas, poursuit Tony-Revillon, avec dans la voix comme un tremblement de colère, c'est lui qui voyait juste.

"-Je connais trop l'écoeuvante besogne poursuivie à Bordeaux par Laval et Marquet, avait dit Mandel, pour me nourrir d'illusions. à leur sujet!

"Si on m'avait écouté, on n'aurait pas toléré leur malfaisance.

"Il suffisait pour cela de leur mettre la main au collet."

"C'est une lourde faute de ne pas l'avoir fait et de les avoir"
"laissé compléter."

"Nous allons payer durement cette erreur, poursuivait-il. Nous"
"sommes trop gênants pour les défaitistes. Ils ne peuvent souhaiter"
"notre présence à Vichy; ils nous retiendront à Casablanca, ce sera"
"leur façon à eux de nous clore la bouche."

Ainsi donc, les pressentiments dont je n'avais pas osé faire part à Léon Blum se matérialisaient. C'était bien de propos délibéré qu'on avait tenu éloignés de France nos collègues du Massilia. Cet hommage rendu à leur patriotisme, soulignait, par contraste, les sordides manoeuvres par lesquelles Laval et sa horde espéraient conquérir le pouvoir.

A l'heure où la Patrie avait besoin d'hommes de devoir et de courage, rien n'avait compté pour eux que l'ambition et l'orgueil. Sous mes yeux se révélait ainsi l'étonnante connaissance qu'avait Hitler de la bassesse humaine, lorsque, s'épanchant devant Rauschnig, son confident, il lui indiquait la manière dont il comptait user pour conquérir un pays.

- Je serai, disait-il, en relation avec des hommes qui formeront un nouveau Gouvernement à ma convenance

"De tels hommes, nous en trouverons partout. Nous n'aurons même pas besoin de les acheter: ils viendront nous trouver d'eux-mêmes, poussés par l'ambition, par l'aveuglement, par la discorde partisane ou par l'orgueil."

Tonk-Revillon, auquel je rapelle ce texte prophétique paru dans "Hitler m'a dit", hoche douloureusement la tête et m'en apporte

aussitot une éclatante confirmation, en évoquant le cas de Darlan.

La veille de la démission de Paul Reynaud, alors que déjà il était question de solliciter l'armistice, l'Amiral avait forcé la porte de Campinchi, ministre de la Marine.

Frémissant d'indignation, il avait violemment condamné le défaitisme de Pétain. A l'entendre, si on le laissait agir, il se faisait fort, en huit jours, de détruire la flotte italienne et d'infliger ainsi à Mussolini une irréparable défaite. Après quoi, il rejoindrait Londres avec notre Flotte.

Quarante-huit heures plus tard, ce beau feu s'était évanoui: un maroquin ministériel, opportunément offert par le Maréchal, avait suffi pour l'éteindre!

Dans les jours qui suivirent cette première prise de contact, nos collègues du Massilia m'apportèrent de précieux renseignements sur l'attitude des Français d'Outre-Mer.

Contrairement aux bruits qu'on avait fait courir à Vichy, ils étaient unanimement acquis à la continuation de la lutte. Il pouvait y avoir quelques chances raisonnables de la poursuivre aussi longtemps qu'il serait nécessaire pour recevoir d'Angleterre ou d'Amérique les armements adéquats.

~~Comme on le voit, les Français d'Outre-Mer ne se sont pas laissés impressionner par les bruits de défaitisme qui couraient à Vichy. Ils ont au contraire manifesté une grande confiance dans la victoire finale de nos alliés et ont décidé de continuer la lutte jusqu'à la dernière extrémité.~~

~~Il est évident que les Français d'Outre-Mer ont une grande confiance dans la victoire finale de nos alliés et ont décidé de continuer la lutte jusqu'à la dernière extrémité.~~

~~Il est évident que les Français d'Outre-Mer ont une grande confiance dans la victoire finale de nos alliés et ont décidé de continuer la lutte jusqu'à la dernière extrémité.~~

intactes et invaincus. Il eut été facile de leur faire franchir la Méditerranée. La cruelle expérience de Dunkerque en constituait la démonstration.

Défendue par l'ensemble de ces forces, protégée par la puissante flotte franco-britannique, l'Afrique de Nord eût pu devenir le réduit inexpugnable contre lequel se serait brisée la Wehrmacht aussi incapable de traverser le détroit de Gibraltar, qu'elle le fut plus tard de forcer celui du Pas-de-Calais. Mais, pour oser ce coup d'audace il eût fallu à la bande Lavalienne ce qui lui faisait totalement défaut: la foi dans le destin de la France; la confiance en la froide détermination de l'Angleterre.

Les rancunes partisans, les appétits inassouvis; la tentation du Pouvoir absolu soudain à portée de main, la haine de certains clans militaires pour le Régime avaient fait prévaloir les conseils de l'abjection sur ceux du courage. Ce qui devait suffire pour sonner le glas de la III^e République...

.....

.....

Ainsi qu'on le pense, notre petit groupe de Résistance sut tirer profit de ce faisceau de preuves véritablement saisissant, attestant la réalité du Complot qui avait installé aux leviers de commande les nouvelles équipes.

En quelques brèves semaines, la France allait apprendre en quelles mains singulières elle était tombée.

Principal objectif des hitlérophiies; faire table rase de tout le passé républicain du pays et dresser contre lui un acte d'accusation pour camoufler l'écrasante responsabilité des militaires dans le désastre.)

Pour orienter dans ce sens l'esprit public, Vichy va mettre en oeuvre un puissant appareil de mensonge.)

Les thèmes de propagande que diffuseront journaux et Radio d'Etat sont mis au point par les techniciens du bobard qui campent dans les avenues du Pouvoir; ils sont simples et leur répétition inlassable, sans contre-parti possible, les enfoncera peu à peu dans le cerveau d'un grand nombre de Français!)

On exaltera l'esprit de sacrifice pour dénoncer l'esprit de jouissance, fruit naturel de la démocratie. On prophétisera chaque jour la chute inévitable de la Grande-Bretagne, inlassablement présentée comme notre ennemie héréditaire.)

On célébrera le pacifisme d'Hitler pour mieux accabler le bellicisme des dirigeants de la IIIe; on affirmera avec une mauvaise foi insigne que la guerre, voulue par eux, a été déclarée sans vote exprès du Parlement.)

On se flattera, enfin, d'apaiser le courroux du vainqueur en copiant servilement ses méthodes et ses institutions.

Ensemble ordonné, cohérent, systématique, qui dissimule ses laideurs et ses tares, derrière l'image d'un beau vieillard dont on exploitera sans vergogne le passé nimbé de gloire. Chaque heure nous apporte la preuve que l'écume roulée par la vague vichyssoise s'épaissit sans cesse. Nos nouveaux maîtres entendent bien ne pas se contenter d'une révolution de la phrase: des actes suivent à une cadence de plus en plus précipitée.)

Il s'agit pour eux de couler dans un moule hitlérien le clair visage de la France. Les décrets, les ordonnances pleuvent et, en moins d'un mois, la hache abat les ultimes vestiges de ce qui était un passé dont nous n'avions pas à rougir. L'esprit reste confondu devant cette prolifération galopante de textes aussi divers que variés.)

L'Officiel du 19 septembre 1940 se gonfle ainsi de quarante-cinq lois et de vingt-sept décrets.)

Le sinistre Alibert en attend la création en France d'un "ordre nouveau" qui, pendant des années, avait alimenté les rêveries d'un Charles Maurras. Trois actes constitutionnels en dessinent l'armature. L'Acte Constitutionnel n° 1 chasse Albert Lebrun de la Présidence de la République et fait de Pétain le chef de l'Etat Français. C'est l'acte de décès du Régime, pris en violation des décisions de l'Assemblée Nationale. L'Acte Constitutionnel n° 2 élève Pétain à la dignité d'un Monarque absolu. Dans tous les domaines, il sera désormais le maître d'oeuvre qu'aucun obstacle ne saurait gêner, puisque par l'Acte Constitutionnel n° 3, toujours en violation des engagements pris à Vichy, nos hitlérophiies suppriment Chambre et Sénat.)

L'Acte n° 4 plonge les patriotes dans la consternation: il fait de Laval l'Infant de France et le successeur légitime des Quarante Rois qui, autrefois, nous gouvernèrent. L'Acte n° 5 charge Pétain de déférer aux Tribunaux les chefs républicains qui lui portent ombrage. Un acte n° 6 complètera cette odieuse mesure. Par simple décret, tout Parlementaire qui déplaira à Sa Majesté, pourra être révoqué.)

La mise en oeuvre de ces textes va rapidement buriner les traits hideux de ce que les Pétainistes de l'époque osent appeler la Révolution Nationale.

Nous apprendrons ainsi, avec indignation et colère, la suppression de la Franc-Maçonnerie et de la Ligue des Droits de l'Homme; les persécutions contre les Juifs; la mise en résidence surveillée de Delbos et de Campinchi; l'inculpation de Mandél, de Jean-Zay et de Mendès-France; la déchéance de la nationalité française de tous ceux qui se sont expatriés, la révocation de plus de deux mille fonctionnaires et, le 2 août 1940, la condamnation à mort, par le Tribunal Militaire de Clermont-Ferrand, du Général de Gaulle.

Ce n'est que peu avant cet inique jugement que j'avais commencé à écouter les émissions quotidiennes de la B.B.C. de Londres.

C'est dire que ce n'est qu'après mon retour à Istres que j'avais pu entendre le porte parole de la France Libre, M. Maurice Schuman et les premiers discours, si noblement émouvants, de Charles de Gaulle. Certes, cette haute personnalité ne m'était pas tout à fait inconnue. Avant notre défaite, les spécialistes des questions militaires nous avaient entretenus de ses conceptions. Comme la plupart des députés, je savais donc que c'était Charles de Gaulle qui avait inspiré à Paul Reynaud son projet de création d'une armée mécanique, servie par un personnel spécialisé et, de ce fait, hautement qualifié. Si j'ai bonne souvenance, notre Groupe avait eu à discuter de cet important problème vers l'année 1934.

Sa nouveauté, et la personnalité de celui qui s'en était constitué le défenseur, avaient certainement nui à sa prise en considération par les Commissions compétentes. Léon Blum lui-même n'avait pas fait mystère à son sujet de ses inquiétudes, car, non sans raison, il estimait qu'une armée de métier pouvait constituer un jour une menace pour le Régime.

Mais en fait, il ^{est} juste de le dire : les conceptions de de Gaulle se sont heurtées, dès l'origine, non point tant à l'hostilité des Républicains, qu'au conformisme étroit et borné de nos grands chefs militaires.)

Ceux-ci possédaient dans le pays une formidable audience qu'avait renforcée leur victoire au cours de la guerre de 1914. La balance des forces entre eux et un modeste ~~colonel~~ ^{Commandant}, comme l'était de Gaulle, lorsqu'il publiait Vers l'Armée de Métier n'était pas égale.)

Comment de Gaulle aurait-il pu faire prévaloir ses idées, alors qu'elles étaient âprement combattues, voire même condamnées, par des hommes aussi notoirement illustres que les généraux Debeney et Weygand, qu'épaulaient les sept étoiles du Maréchal Pétain lui-même ?

Quoi qu'il en soit, de cette importante question, sur laquelle j'aurai, du reste l'occasion de revenir, l'essentiel, dans le moment présent, c'était pour nous, militants, d'utiliser les lucides démonstrations de Londres pour accabler sous leur poids chaque jour grandissant, la trahison des hommes de Vichy.)

Au brouillage des ondes ordonné par ceux-ci, il fallait opposer coûte que coûte la diffusion orale ou écrite de tout ce qui pouvait ébranler leur toute-puissance.)

Nous étions en zone libre, nos concitoyens n'avaient pas encore senti peser sur eux l'intolérable fardeau de l'occupation étrangère.)

Leur foi en Pétain restait intacte ainsi que leur certitude dans l'inéluctable victoire de l'armée allemande. C'était donc ce double mythe qu'il fallait saper jour après jour et c'est autour de ces

deux thèmes essentiels que va s'articuler dès lors notre propagande. Nous inaugurons ainsi, avec quelque vingt ans d'avance, cette guerre psychologique parfois plus efficace que la guerre tout court. Je crois, sans vaine présomption, qu'elle prépara le terrain pour la Résistance Armée qui devait s'organiser en Provence, dès le débarquement des Alliés en Algérie qui mit fin brutalement au trompe-l'oeil de la zone libre.

• • • • •

• • • • •

Les événements se chargèrent d'eux mêmes de nous apporter ample moisson de documentation pour notre Centre de Diffusion.

Le nouveau régime dont Pierre Laval était l'âme prend chaque jour davantage figure de basse dictature.

La peur s'empare des Français ; une répression impitoyable s'efforce de réduire à l'impuissance les meilleurs patriotes.

Le 28 septembre 1940, Schrameck, Sénateur des Bouches du Rhône, est mis en état d'arrestation. Ancien Préfet, ancien Gouverneur Général, ancien Ministre de l'Intérieur, il n'a commis d'autre crime que d'être juif et républicain et d'avoir autrefois provoqué le sanguinaire courroux de Charles Maurras !

Peu de jours après, Montel, Dormoy, Vincent Auriol, Grumbach, Jules Moch, amis personnels ou anciens collaborateurs de Léon Blum, sont internés à leur tour.

Stupeur du pays : on apprend coup sur coup l'incarcération de Gamelin, l'ancien Généralissime, de Daladier et de Paul Reynaud, anciens Présidents du Conseil, de Georges Mandel, ancien Ministre, l'ami et le collaborateur de Georges Clémenceau. Tous vont être déférés aux tribunaux pour crime de patriotisme. Le lundi 16 septembre, les journaux annoncent que la veille, à l'Armurier, où résidait Léon Blum, la police avait cerné sa demeure, dès six heures du matin, et l'avait entraîné nous ne savions dans quelle prison. Dans le même temps où Vichy ligotait ses adversaires, tout en les faisant déshonorer crapuleusement par la presse immonde qui venait de pousser sur son fumier, nos nouveaux Hiérarques démantelaient à coup de lois démentielles tout ce qui rappelait l'ordre républicain.

~~Le 20 août 1940, ils supprimèrent d'un trait de plume toutes les associations d'Anciens Combattants, qui auraient pu porter témoignage que la démocratie avait su forger, en 1914, les instruments de la victoire. En leur lieu et place, on créa la Légion des Combattants, dont on essaya de faire le pierre angulaire de l'Etat français. Illusion perdue car n'avaient pas tardé à dissiper les vœux de ceux qui en furent les principaux animateurs.~~

~~Le 19 septembre 1940, le Maréchal s'attaque à l'enseignement public et supprime les écoles normales, dans l'espoir de tenir à la source le recrutement de nos instituteurs. La loi du 12 octobre 1940 fait disparaître les conseils généraux et conseils d'Arrondissement, dont le seul parler pourrait porter ombrage au Pouvoir Personnel.~~

~~Des Commissions Administratives nommées par décret ministériels se substitueront à ces organismes ; ne seront appelés à siéger que les laïcs pour compte du suffrage universel !~~

Stupeur du pays : on apprend coup sur coup l'incarcération de Gamelin, l'ancien Généralissime, de Daladier et de Paul Reynaud, anciens Présidents du Conseil, de Georges Mandel, ancien Ministre, l'ami et le collaborateur de Georges Clémenceau. Tous vont être déférés aux tribunaux pour crime de patriotisme. Le lundi 16 septembre, les journaux annoncent que la veille, à l'Armurier, où résidait Léon Blum, la police avait cerné sa demeure, dès six heures du matin, et l'avait entraîné nous ne savions dans quelle prison. Dans le même temps où Vichy ligotait ses adversaires, tout en les faisant déshonorer crapuleusement par la presse immonde qui venait de pousser sur son fumier, nos nouveaux Hiérarques démantelaient à coup de lois démentielles tout ce qui rappelait l'ordre républicain.

~~Le 29 août 1940, ils supprimèrent d'un trait de plume toutes les associations d'Anciens Combattants, qui auraient pu porter témoignage que la démocratie avait su forger, en 1914, les instruments de la victoire. En leur lieu et place, on créa la Légion des Combattants, dont on essaya de faire le pierre angulaire de l'Etat français. Illusion perdue que n'avaient pas tardé à dissiper les ^{cas} de ceux qui en furent les principaux animateurs.~~

~~Le 19 septembre 1940, le Maréchal s'attaque à l'enseignement technique et supprime les écoles Normales, dans l'espoir de venir à la source du recrutement de nos instituteurs. La loi du 12 octobre 1940 fait disparaître les Conseils généraux et Conseils d'Arrondissement, dont le ~~vacant~~ pourrait porter ombrage au Pouvoir Personnel.~~

~~Des Commissions Administratives nommées par décret ministériels se substitueront à ces organismes ; ne seront appelés à y siéger que les ~~les seuls~~ pour compte du suffrage universel !~~

Et tandis que sous nos yeux s'accomplissaient ces incroyables bouleversements, les émissions de la France Libre nous apportaient quotidiennement de Londres de larges moissons d'espérances.

Grâce au Général de Gaulle et aux patriotes qui l'avaient rejoint, la France allait se dégager peu à peu de la gangue de mensonges dans laquelle les homélies de Pétain s'efforçaient de la maintenir. En un noble et magnifique langage, le Chef des Français Libres disait tout haut ce que bien des Français commençaient à penser tout bas. L'armistice était désavoué ; la trahison de ceux qui l'avaient imposé démasquée ; la capitulation vichyssoise dénoncée. Comprenant le danger, la horde à Laval s'efforce de couvrir la voix de ceux qui projettent une insupportable lumière sur ses turpitudes. Ces Messieurs frappent d'interdit les émissions de la B.B.C. ; ils s'efforcent d'en brouiller les ondes.)

Vainement, du reste, car l'attrait du fruit défendu est grand, tandis que, se piquant au jeu, les auditeurs finissent toujours par capter les messages qui leur sont destinés.

La matière est riche et va désormais alimenter les conversations, les conciliabules, les commentaires. Ainsi se rallument, de proche en proche et de cercle en cercle, ces foyers de discussion qui, lentement, mais sûrement, éclairent peu à peu l'opinion française et la débar²assent des toxines qui menaçaient de la paralyser. Deux idées force vont désormais l'habiter. La première, c'est que la victoire allemande ne paraît plus aussi inéluctable que ~~par~~ le proclame Laval. La deuxième, c'est que Pétain et Weygand se sont lourdement trompés lorsqu'ils prophétisaient avec une sombre satisfaction, l'écroulement prochain de la puissance

anglaise.

Le concours que nous apporte à cet égard les lumineuses démonstrations de Charles de Gaulle tient véritablement du prodige.)

J'en recueille l'assurance auprès de nos propagandistes qui parcourent villes et campagnes. Ils sont unanimes. Tous, ou presque, ont vu se dissoudre ~~presque à vue d'œil~~ cette sorte d'envoûtement qui obnubilait les cerveaux. L'échec du formidable assaut aérien dirigé contre Londres par l'aviation de Goering, achève de porter un coup terrible au mythe de l'invincibilité de l'armée allemande.

Tandis que s'éloigne ainsi la paix dans l'honneur, dont la voix chevrotante de Pétain annonce chaque jour l'imminence, Vichy devient le théâtre d'une incroyable curée.)

La Révolution Nationale s'y dévoile sans pudeur : elle n'est que course éhontée aux honneurs et aux profits.)

Les sportulaires du régime ajoutent ainsi un peu de honte aux mille douleurs dont souffre la France.)

Triste et répugnant spectacle : des portefeuilles, des ambassades, des commandements, des gouvernements généraux récompensent fastueusement politiciens serviles, amiraux défaillants, généraux défaitistes. La liste des Nantis qui se gonfle chaque jour de nouveaux pourvus, alimente le travail de sape entrepris par notre petit Centre de Diffusion. A Marseille, les premiers résistants que j'ai rassemblés autour de moi : Manicacci, Lecca, Delagnes, Beveraggi, Guérini, se multiplient. A Aix, Mauriat déploie une inlassable activité, avec ce mépris du danger qui le fera plus tard incarcérer. A Arles, c'est Grimaldier qui opère,

ses fonctions de cheminot lui permettant de fréquents déplacements.

Toute cette besogne obscure, et cependant nécessaire, pénètre peu à peu, par osmose, peut-on dire, les diverses couches de la population. Elle portera ses fruits lorsque le moment sonnera pour l'action des partisans et francs-tireurs. Pour l'instant, elle suscite intérêt et dévouement, mais aussi chez les âmes basses cette fureur de dénonciation et de délation qui devait faire tant de mal à la Résistance. La Cinquième Colonne, anonymement alertée, donne à pleine gorge contre ce qu'elle appelle l'anti-France.

Comme il est normal pour ceux que le sort place en flèche, je suis l'un des premiers à être frappé. Le Préfet des Bouches-du-Rhône me notifie, dès la fin d'octobre 1940, que je suis cassé aux gages comme Conseiller général d'Istres. Quelques mois après, j'apprends que je suis révoqué en tant que Maire et remplacé par un fervent disciple de l'Action Française, dont le premier soin sera de jeter bas, en le mutilant, le buste de Jean Jaurès qui ornait l'une de nos places publiques.

La perte de la Mairie ne m'affecte pas personnellement, mais elle va compliquer considérablement le tirage de nos tracts de combat. Je n'aurai plus à compter désormais, pour cette besogne, que sur le dévouement des copistes de bonne volonté qui heureusement s'offrent à moi avec un empressement méritoire.

Un renfort précieux va, du reste, faciliter ma tâche: l'arrivée à Marseille de deux camarades dont le dynamisme et la combativité vont élargir le champ de notre action. J'ai nommé Cléta et Daniel Mayer. La chose vaut d'être contée, car elle marque le début d'une action d'envergure, qui influera plus tard, par ses consé-

quences, sur le destin de notre pays.)

(Ce jour-là, un mardi de fin septembre 1940, je suis à Marseille, comme à l'accoutumée, dans mon Cabinet.)

On frappe à ma porte. Je vais ouvrir. Une jeune femme, droite et mince, pénètre dans la pièce. Elle s'assied en face de moi. Pâle et comme souffrante, deux grands beaux yeux éclairent son visage dont le menton nettement accusé souligne l'aspect volontaire et décidé.

Sans préambule inutile, la voici qui se présente en quelques mots. Elle m'expose les raisons de sa visite.

- Daniel et moi, Camarade Gouin, avons appris avec joie votre attitude à Vichy. Vous êtes un des rares à être resté socialiste. Nous savons ce que vous pensez de ceux qui ont trahi le Pays et aussi de ceux qui rêvent de le nazifier.

"Ne croyez-vous pas que le moment serait venu de rassembler les camarades qui mènent la même lutte que vous?"

"On peut refaire un Parti avec des muscles et un sang nouveau, à condition que des hommes comme vous le veuillent. Qu'en pensez-vous, Camarade Gouin?"

Je m'entends encore lui répondre:

- Rien ne serait plus urgent, ni plus nécessaire. Mais ce qui reste de notre Parti me paraît singulièrement affaibli. Tout ce qui faisait sa force s'est disloqué. Son secrétaire général n'a plus donné signe de vie depuis l'Armistice. Je suis sans nouvelles de Léon Blum, incarcéré je ne sais où. Ici, à Marseille, je n'ai que quelques camarades autour de moi, mais aucun parlementaire; puisqu'ils ont tous voté pour Pétain.

"Comment faire jaillir de ce néant une organisation, un corps

vivant?

- Daniel et moi, répond vivement Cléta, avons déjà posé quelques jalons. Un certain nombre de camarades, dont on peut être sûr ont été contactés par nous.

Ils ont le désir, la volonté de se regrouper. Chacun d'eux, je le sais, souhaite et espère votre adhésion. Votre présence serait à la fois un encouragement et un exemple pour tous. Me permettez-vous d'y compter?

- En ce cas, c'est de grand coeur que j'accepte. Les camarades qui me connaissent savent que l'on peut compter sur moi lorsque je prends un engagement."

Le visage de Cléta s'empourpre de joie. Une grande clarté envahit ses yeux, tandis que, d'une voix assourdie par l'émotion, elle me remercie.

Dans la communion de nos pensées et de nos espoirs, nous venions, l'un et l'autre, de sceller une profonde amitié.

Quelques jours après, Daniel, son mari, venait m'informer du résultat de ses efforts. Une réunion constitutive d'un nouveau Parti Socialiste se tiendrait à Nîmes. Il m'en fixerait ultérieurement la date.

Dirai-je qu'en ce début de relations, je connaissais à peine l'homme de courage et de dévouement qu' était Daniel Mayer? Ce que je savais de lui était peu de choses: il était Chef de la rubrique Sociale au Populaire, depuis quelques années. A ce titre, je ne l'avais rencontré qu'en de rares occasions. Mais ces brèves échappées ne m'avaient point permis de découvrir en lui ce besoin de dévouement, cette volonté de lutte, cette soif de sacrifice qui

se cachait sous sa frêle enveloppe.)

Ce n'est que peu à peu, au contact des rudes réalités que nous avons eu à affronter ensemble, que s'est dessinée pour moi la forte personnalité.)

Il est des êtres que le malheur incline à la bassesse ou à l'abjection. D'autres, au contraire, puisent force et rayonnement dans l'adversité: Daniel appartenait à cette catégorie.)

Dans la longue nuit de l'occupation, il allait devenir l'un des meilleurs entraîneurs d'hommes que j'aie connus

On ne le dira jamais assez: bien que beaucoup des nôtres l'aient oublié, c'est à lui que l'on doit la restauration de notre Parti en zone sud. Car c'est lui, et lui seul, qui en a perçu le premier la nécessité et qui allait, tisseur infatigable, en renouer fil à fil la trame un instant distendue.)

Il faut en convenir, l'entrée, dans notre Commando anti-vichyssois, de ce diable d'homme qu'était Daniel Mayer fut particulièrement fertile en conséquences heureuses.

Dès les premiers jours de notre rencontre, nous poursuivîmes ensemble de longues conversations. Ainsi se dégagèrent peu à peu un plan cohérent d'action cernant de très près la réalité et prévoyant une mise en oeuvre importante des facteurs humains indispensables à cette entreprise. Les réalités étaient sombres et ne prédisposaient pas à l'optimisme.

La France, désemparée par sa défaite, n'en discernait pas réellement les causes, mais commençait à en ressentir durement les effets.)

Les partis politiques qui, durant tant d'années, avaient occupé

le devant de la scène , s'étaient misérablement effondrés dans une conjugaison sans précédent de peurs et de servilisme entremêlés.

Les meilleurs de leurs chefs, ceux dont le courage et la détermination n'avaient jamais fléchi, avaient été jetés en prison ou avaient pris les chemins de l'exil.

Le support matériel de toute vie collective: les voisinages, les habitudes, les occupations, les situations sociales, tout cela s'était brusquement disloqué. Si l'on ajoute à ce tableau l'humiliation et la douleur des patriotes; le sort misérable de nos prisonniers; les difficultés sans cesse accrues du ravitaillement; le débordement inouï des passions partisans des larves pullulant à Vichy, on comprend à quel point la France se trouvait en état de réceptivité révolutionnaire au moment où Daniel Mayer était venu frapper à ma porte.

Une révolution est un creuset d'où jaillissent toujours certains hommes prédestinés. Encore, fallait-il découvrir ces hommes, les grouper, les organiser et tirer du rassemblement de cette gerbe de forces, l'élément salvateur capable de restaurer une France digne de ses fastes passés.

C'est donc tout naturellement, on le conçoit, que la pente de nos pensées conduisait à la reconstitution du Parti qui, depuis cinquante ans, était le symbole de l'effort d'émancipation des classes laborieuses.

Je me hâte de le dire, nous n'entendions pas nous livrer, Daniel et moi, à une médiocre besogne de ravalement d'un édifice dont nous venions d'éprouver la vétusté. Notre ambition était plus

haute et du même coup plus difficile. Nous souhaitons entreprendre à pied d'oeuvre une véritable réédification qui, après avoir jeté bas les décombres, n'utiliserait que de bons et solides matériaux.

Une telle entreprise ne se concevait donc qu'à la condition de ne faire appel qu'aux seuls éléments socialistes que n'avait pas désintégrés le tempête qui venait de s'abattre sur le pays. Nous en dressâmes la liste: elle était au vrai et au prendre assez encourageante. Parmi les sénateurs:

Bachelet;

Bruguière;

Depierre;

Marx Dormoy;

Louis Gros;

Pézières;

Sénès.

Parmi les Députés:

Audeguil;

Auriol;

Bedin;

Biondi;

Blum;

Buisson;

Cabannes;

Camel;

Chaussy;

Collomp;

Froment;

Gouin;

Guy;

Hussel;

Jordery;

Luquot;

Malroux;

Martin;

Mauger;

Moch;

Moutet;

Noguères;

Philip;

Tanguy-Prigent;

~~Roche~~

ROCHE,

Rolland;

Rous;

Thivrier;

Zunino.

Il convenait d'ajouter à ce groupe d'opposants ceux des nôtres qui, retenus à bord du Massilia, n'avaient pu prendre part aux délibérations du 10 juillet. C'étaient:

Dupont;

Dupré;

Grumbach;

Lazurick;

Le Troquer;

J.M. Thomas;

Viénot.

← [Rappelons enfin, pour être complet, qu'un certain nombre d'autres camarades n'avaient pu rejoindre Vichy soit parce qu'ils étaient mobilisés, soit parce qu'ils se trouvaient dans une zone opérationnelle; c'était notamment le cas de:

Bèche,

Pierre-Bloch,

Bloncourt,

Bouhey,

Augustin-Laurent,

Le Bas,

Mabrut,

Maès,

Masson,

Meunier,

Eugène Thomas,

et Léo Lagrange, mort au champ d'honneur.

Ce travail de clarification et de recensement accompli, nous pouvions éprouver, Daniel et moi, un certain réconfort. Sur les Quatre-Vingts opposants, qui avaient refusé leur aval à la trahison, notre Parti, à lui tout seul, pouvait revendiquer près de la moitié.)

Résultat plus qu'honorable, puisque l'Assemblée Nationale, en son entier, comprenait 850 membres et que les groupes socialistes de la Chambre et du Sénat totalisaient seulement 168 camarades.)

Notre Parti, qui ne représentait que 20 % du Parlement, avait donc apporté près de 50 % des suffrages qui avaient dit "non" au Maréchal. Nous pouvions dès lors nous lancer hardiment dans la

bataille, nos cadres essentiels avaient tenu bon et la démonstration de leur solidité n'était plus à faire: elle s'était faite en cette journée historique du 10 juillet 1940, à Vichy.

Regrouper les éléments sains de cette vieille maison de Jean Jaurès et de Jules Guesde était tâche relativement facile. Plus malaisé, par contre, était de dégager une ligne d'action simple et claire qui servirait de levain pour tirer la France de l'incroyable ataraxie qui l'avait paralysée.)

Un tel objectif ne s'improvise pas; il ne sort pas comme par un coup de baguette magique des cerveaux qui en perçoivent l'impérieuse nécessité.

Dans les mille remous qui agitaient le pays à ce moment de son histoire, il convenait de faire un tri, d'opérer une décantation, de peser les répercussions et les résonances des thèmes que nous mettions en circulation.

Grave handicap: nous manquions de journaux, les seuls existants étant soigneusement tenus en laisse par Vichy. Et cependant, pour produire les effets de choc destinés à réveiller les Français, il allait falloir multiplier les tracts, les brochures, les papillons. Le dévouement de notre petite équipe vint à bout de ce problème épineux. Elle fut grandement aidée par les relations fort utiles que n'avait pas tardé de nouer à Marseille l'entregent de Daniel Mayer. C'est grâce à cette conjonction de dévouements obscurs que nous fûmes rapidement en mesure de livrer à nos militants un matériel de propagande particulièrement efficace.

Les consignes d'orientation que nous fîmes parvenir aux camarades partageant nos idées et acceptant d'affronter les risques

que comportait leur diffusion furent, à peu de choses près, celles qui s'imposèrent, dans toutes les régions, à ceux de nos compatriotes qui avaient eu l'énergie de demeurer des hommes. La terre où la liberté avait pris naissance, dans la ferveur des grandes journées révolutionnaires de 1789, ne pouvait renier ses origines.

La France vraie, celle du peuple de nos villes et de nos campagnes, se devait de rompre toute amarre avec la valetaille de Vichy uniquement occupée à se tailler une place dans les poubelles sanglantes du vainqueur.

Le génie français, fait de mesure, de raison, de générosité ne souscrirait jamais aux arrestations arbitraires, aux persécutions raciales, aux tortures sauvages érigées en moyens de gouvernement par le monstre de Berchtesgaden. C'est autour de ces thèmes simples et familiers que s'orchestra, dès l'abord, notre campagne antivichysoise. Malgré les échos favorables qu'elle suscita, elle n'eût pas suffi à ^{sonner} sauver le réveil des énergies nationales, si nous n'avions eu le secours d'événements extérieurs considérables que nous nous attachâmes à mettre en pleine lumière. Le premier de ces événements, celui qui peu à peu allait bouleverser les données du drame que nous vivions, ce fut l'efficacité constatée de la Résistance anglaise.

Les hommes de Vichy avaient manifestement dépassé la mesure.

Dans leur hâte de faire main-basse sur le Pouvoir et d'obtenir le lâche consentement du Pays, ils avaient ravivé, puis envenimé les antiques querelles qui, dans le passé, nous avaient si souvent opposés aux Anglais.

Le Maréchal Pétain, l'ex-généralissime Weygand, n'avaient pas craint de traîner leurs étoiles dans cette boue.)

A les entendre, la Grande-Bretagne, après nous voir contraints à la guerre, nous avait égoïstement abandonnés, puis délibérément trahis. Elle avait fait litière de ses engagements en conservant sur son sol les quelques divisions qui nous avaient fait si cruellement défaut lors de la retraite de Belgique.)

Au jour du suprême danger, n'avait-elle pas refusé à Paul Reynaud l'appoint de ses escadrilles de combat qui eussent pu changer la face des choses?)

Certaines notabilités militaires renchérisaient encore sur ce sombre tableau.

L'ex-généralissime Weygand, les généraux Huntziger, Duval, celui-ci chroniqueur militaire du Journal, l'Amiral Darlan prophétisaient, du haut de leurs ^{suffisance} compétences techniques, la déroute des Anglais, désormais hors course.)

Avant la fin de l'année 1940, déclaraient-ils d'un ton tranchant, ils se rendraient à genoux la paix d'Hitler.

Certains de ces augures - toute honte bue - ne craignaient même point d'ajouter que tel était l'intérêt évident de la France. La victoire anglaise n'eût-elle pas été en effet une victoire judéo-maçonnique, capable de ramener dans ses fourgons la démocratie tant exécrée?)

Propos misérables dont tirait parti le meneur du jeu Pierre Laval car ils étaient la justification de sa politique de rapprochement avec l'Allemagne.

Etourdi par ce fracas de mensonges, le Français moyen finissait

par croire que, tout compte fait, les choses finiraient par s'arranger comme le promettait l'homme de Chateldon.)

La paix du Reich se ferait sur le dos d'Albion et la France s'en tirerait au moindre prix.

Cependant, ~~tant~~ durant que se poursuivaient ces abjectes litanies, les jours succédaient aux jours.)

Le débarquement allemand solennellement annoncé, pour le 15 août, était remis à chaque prochaine semaine. C'est en vain que l'adipeux Goering lançait à l'assaut de Londres des centaines d'avions. C'est en vain que ses oiseaux de proie faisaient pleuvoir sur la capitale anglaise des milliers de bombes, déchiquetant, mutilant, tuant sans distinction femmes, enfants ou vieillards.)

Non seulement Londres acceptait stoïquement l'apocalypse, mais les meilleurs de ses fils portaient des coups terribles aux ailes allemandes.)

Le monde entier avait admiré cette bataille de géants qui s'était poursuivie jusqu'aux mauvais jours de novembre, ceux durant lesquels des brouillards persistants et d'interminables tempêtes interdisaient toute action d'envergure.

La France, à ce moment, s'était rendu compte, subitement, en coup de foudre peut-on dire, que l'étoile d'Hitler venait de subir sa première éclipse.)

La guerre d'usure commençait pour lui, et notre pays, instruit par les leçons de la guerre de 1914, savait bien comment elle se terminerait.)

Le sortilège maléfique qui pesait sur la Patrie venait de se dissiper. Aux mauvais rêves de nos désastres, succédaient, sans transition, les apaisantes certitudes d'une revanche du sort!

Un second et mémorable événement acheva cette mutation singulière de l'opinion. Il nous fut apporté chaque jour et sans relâche par la radio de Londres qui avait largement ouvert ses ondes aux Français de La France Libre.

Une sorte de halo de légende commençait à se former autour de ceux de nos compatriotes qui, fuyant la honte de l'armistice, avaient trouvé asile et appui auprès de la Nation Britannique.

Le jeune chef, qui d'instinct s'était imposé à eux et dont le nom éveillait comme à miracle la farouche volonté d'indépendance de notre vieux pays, était écouté dans tous les foyers, malgré le brouillage, malgré les sanctions pénales.

Chaque soir, Charles de Gaulle dressait contre les chefs militaires, dont mieux que d'autres, il avait mesuré l'incapacité, le plus terrible des réquisitoires. Dans le cœur de tous les Français, il restera l'homme qui le premier aura su donner de notre défaite l'explication la plus claire et la plus décisive.

Le premier aussi, il marquera au front, d'une honte indélébile, les tristes Français qui font à Vichy le lit de la pire dictature que le monde ait connu.

Dès le 18 juin 1940, au plus fort de la vague de désespérance, qui prélude à la trahison, de Gaulle, s'adressant aux dirigeants militaires, s'efforce d'éveiller en eux la vision d'une guerre dont ils n'ont pas saisi la vraie dimension.

"Cette guerre, déclare-t-il, n'est pas une guerre franco-allemande qu'une bataille puisse décider. Nul ne peut prévoir si les peuples qui sont neutres aujourd'hui le resteront demain et si les alliés de l'Allemagne resteront toujours ses alliés. L'honneur, le bon sens, l'intérêt de la Patrie commandent à tous les Français Libres de continuer le combat, là où ils seront et comme ils pourront."

Et, prophétique, il ajoute:

"Les mêmes conditions de la guerre qui nous ont fait battre par 5.000 avions et 6.000 chars peuvent donner demain la victoire par 20.000 chars et 20.000 avions."

Le chantre inspiré de la Revanche possible n'est pas seulement semeur d'espoir. Il est aussi le censeur impitoyable de l'inconscience du vieillard qui, devenu Chef de l'Etat, ose accuser la République d'avoir été la cause de notre défaite, alors qu'il en est le principal responsable. Procès fait de main de maître, qui frappe par sa logique, sa netteté, son imparable technicité.

"Notre infériorité militaire s'est révélée terrible. Mais cette infériorité, à quoi tenait-elle?"

Et de Gaulle commente et explique:

"Elle tenait à un système militaire puissant, non point du tout par le nombre des effectifs allemands, non point du tout par leur courage supérieur, mais uniquement par la force mécanique offensive et manoeuvrière de l'ennemi."

" Cela, poursuit-il, tous les combattants le savent.

"Si la France n'avait pas cette force mécanique, si elle s'était donnée une armée purement défensive, une armée de position, à qui la faute, Monsieur le Maréchal?

" Vous qui avez présidé à notre organisation militaire après la guerre de 1914, vous qui fûtes généralissime jusqu'en 1937, vous qui fûtes Ministre de la Guerre en 1935, vous qui étiez la plus haute personnalité militaire de notre pays, avez-vous ~~seulement~~ jamais soutenu, demandé, exigé la réforme indispensable de ce système mauvais?"

On connaît l'effet de choc produit par ^{ces} ~~de telles~~ paroles et la prodigieuse évolution qu'elles déterminèrent dans l'opinion publique. Chacun de nos agents de liaison nous en apportait sans cesse des preuves nouvelles.)

Il convenait donc, sans plus tarder, de battre le fer pendant qu'il était chaud.)

Pour cela, deux tâches essentielles s'imposèrent à nous.)

D'abord, ~~reconstituer~~ reconstituer, ne serait-ce qu'un embryon de Parti dans les départements de la zone libre, ceci pour commencer. Ensuite, coordonner notre action avec la Résistance de Mondres qui, dès octobre 1940, avait rallié autour d'elle la plupart de nos colonies: le Tchad, le Cameroun, le Gabon, l'Afrique Equatoriale, la Nouvelle Calédonie, les Hébrides.

furent
Ce ~~fut Cléta,~~ la vaillante Cléta et son mari, qui se chargèrent d'alerter les camarades susceptibles de se joindre à nous.

L'opération demandait tact et courage, car, même en zone non occupée, une police soupçonneuse surveillait les moindres déplacements des Français.

Nos camarades surent éviter toutes les embûches et purent prendre date pour une première réunion constitutive. Elle se tint à Nîmes, le 30 mars 1941, dans le petit appartement qu'un de nos bons camarades, Nordman, mit à notre disposition.

Le souvenir que j'en conserve est à la fois mélancolique et réconfortant, bien que ces deux termes paraissent loin d'être complémentaires.

Nous n'étions au total que neuf camarades présents au rendez-vous. C'est à ce pauvre résultat qu'avaient abouti les efforts conjugués de Cléta et de Daniel.

On conçoit l'amertume qui fut la mienne, à ce premier et bien timide réveil, de la conscience socialiste.

Et cependant, la ferveur, la combativité, la foi de ces quelques jeunes hommes, unis par un même idéal et brûlant de le servir, devaient rapidement dissiper ma tristesse. Je devais peu après apprendre ce que vaut et ce que pèse dans le destin d'un peuple une minorité agissante comme le fut la nôtre. Rendons hommage à ces précurseurs. Autour de Cléta et de Daniel Mayer, instigateurs et animateurs de notre colloque, j'eus le plaisir de noter la présence

de Lucien Hussel, député de l'Isère, d'Edouard Froment, député de l'Ardèche.

Parmi les militants, Suzanne Buisson, Pierre Lambert, Pointier, Nordman nous apportaient l'inestimable appoint de leur dynamisme. Que faire, en un premier contact, si ce n'est établir un bilan correspondant, pour chacun de nous, au milieu dans lequel s'exerce son activité?)

Les uns après les autres, nous brossons donc à grands traits le tableau précis et vivant des observations que nous jugeons utiles pour notre entreprise.)

Nous recensons les hommes sur lesquels nous pouvons compter; nous analysons leur capacité d'action, l'influence dont ils disposent.)

Nous apportons le même soin à établir la liste des indifférents, des adversaires, des ennemis, avec lesquels nous aurons à compter.)

C'est une sorte de coupe histologique que nous pratiquons ainsi dans le corps social. Elle nous permet une prise directe sur la réalité qui défile devant nos yeux avec ses ombres et ses lumières. Bilan positif, malgré l'apathie des uns ou les craintes des autres et que l'on ne vaincra qu'à force de patience et de ténacité.)

Ce travail d'exploration accompli, nous procédons à la discussion des directives essentielles sur lesquelles reposera notre action.)

Trois idées principales vont en constituer l'ossature.)

Nous sommes unanimes, dès l'abord, à vouloir un Parti neuf, renoué jusqu'en ses fondements. Ne pourront donc y entrer que les éléments qui n'ont pas pactisé avec Vichy et qui accepteront de courir les risques de l'agitation illégale que nous allons entreprendre.

Certes, une telle organisation est oeuvre de patience, et, si nous voulons en tirer la substance d'un vrai Parti, il conviendra de la faire rayonner dans tout le pays. Nous convenons que tant que nous n'aurons pu joindre les uns aux autres les morceaux disloqués de ce qui fut jadis le Parti, notre organisation se définira sous le vocable de Comité d'Action Socialiste, le CAS, comme nous l'appellerons familièrement.

Daniel Mayer s'offre aussitôt pour réaliser les contacts nécessaires et Suzanne Buisson met son appartement de Lyon à notre disposition pour abriter nos futures délibérations.

Nous acceptons l'offre avec reconnaissance. Lyon nous paraît être un centre idéal à tous égards. Nos camarades de la zone occupée pourront nous y joindre sans perte de temps et sans déplacements excessifs. Ceux de la zone libre disposeront des mêmes facilités, dangers en moins.

Autre préoccupation immédiate: moyens d'action à définir.

Je constate avec joie qu'aucune digergence ne se produit entre nous à ce sujet. Notre vieux Parti a poussé un peu partout de fortes racines. Nous avons donc en de nombreuses localités des correspondants qu'il n'est pas besoin de rechercher. La base est, en général, restée saine; elle n'a pas approuvé la couardise de ses mandataires; elle a conservé, dans sa fraîcheur, l'amour de la Patrie et de la République. C'est donc auprès d'elle qu'il faudra agir, prospecter, et recruter. Du succès de nos démarches dépendra la diffusion de nos consignes, de nos papillons, de nos tracts et qui sait, peut-être aussi de nos journaux!

Un dernier problème retient plus longuement notre attention.



Daniel Mayer et Lucien Husser le posent avec netteté. Quelle attitude allons-nous prendre en ce qui concerne le mouvement de la France Libre, de Londres?

Ceux qui ont connu les vieilles traditions du Parti Socialiste comprendront facilement les appréhensions qui furent les nôtres, sur ce sujet terriblement délicat et non moins terriblement important.

Nul d'entre nous ne connaissait personnellement le général de Gaulle.

Nous ne savions de lui que ce que nous en avait appris la rumeur publique, qui brode toujours, autour de quelques réalités, des affabulations plus ou moins fantaisistes.

Certains le disaient d'accord avec Pétain, qui avait été le parrain de l'un de ses fils. D'autres, affirmant qu'il était d'Action-Française et, qu'aristocrate de naissance, il pourrait un jour, pour la famille royale française, jouer le rôle qu'avait joué ^{Moïck} pour la dynastie anglaise.

Quelles ^{créance} ~~créances~~ valaient ces affirmations, ces supputations? Ne fallait-il pas voir, au-delà de ces contingences, ce qui, à nos yeux, devait seulement compter: la révolte d'une âme fière et libre, contre l'hypocrite trahison de Vichy?

C'est cette trahison seule qui avait provoqué la capitulation de la France; c'est elle qui avait conduit à un armistice ignominieux; c'est elle, encore et toujours, qui, pierre à pierre, avait démantelé l'édifice républicain et implanté dans notre pays un nouveau régime totalement étranger au génie de notre race.

Un homme, seul, s'était, le premier de tous, dressé contre les

tenants de la honte et les avait marqués au front.

Grâce aux ondes de la BBC, qu'avaient pu capter des millions de Français, Charles de Gaulle s'était, certes, désigné et imposé lui-même comme chef de la France libre, mais nul ne pouvait le suspecter d'ambition personnelle.)

Des circonstances exceptionnelles l'avaient poussé au premier rang: il était ainsi devenu l'écho sonore et vivant des mille voix silencieuses que le Pays ne pouvait lui-même extérioriser.)

Semeur d'espoir, éveilleur d'énergies, c'est naturellement vers lui que se tournaient, d'instinct, tous ceux qui portaient en leur coeur la haine de l'Allemand et l'amour de la liberté. C'étaient là, et ce fut notre conclusion, deux idées-forces que nous ne pouvions ni ignorer, ni récuser.

Le Parti qui avait compté parmi les siens des patriotes comme Auguste Blanqui ou Jean Jaurès ne pouvait pas ne pas être aux côtés du général de Gaulle. Nous eûmes la joie d'avoir vu juste en recueillant ultérieurement l'adhésion de nombreux camarades qui pensaient exactement comme nous.

Avant notre séparation, on me demanda d'entrer en contact avec Léon Blum emprisonné depuis de longs mois. Dans la tourmente, chacun de nous sentait le besoin d'avoir un guide clairvoyant et courageux.)

Seul un homme comme Léon Blum, par sa culture, son expérience, sa noblesse d'âme, pourrait nous encourager, nous aider, nous conseiller; c'est dire que ce fut de grand coeur que j'acceptai la mission de le joindre aussi régulièrement que possible.

CHAPITRE V

Vers la renaissance du Parti

Certains évènements, lorsqu'ils se produisent, ne semblent pas comporter de grandes conséquences. Et cependant, on est surpris de constater les bouleversements profonds dont ils sont ensuite l'origine.

Il en fut ainsi de notre réunion de Nîmes, dont on n'aurait pu imaginer la réaction en chaîne qu'elle allait déclencher au sein de la masse française.

Dès mon retour à Marseille, je n'allai point tarder à en mesurer la force. Prévenus par les mille cheminements obscurs qu'emprunte

parfois la connaissance des menus incidents de la vie, je vois accourir à mon bureau de nombreux militants, émus et fiers de voir renaître le Parti, qu'ils croyaient abattu par la tempête.

Ils connaissent les hommes qui ont juré de se vouer à cette tâche de reconstruction, ils ont confiance en eux; ils savent qu'aucun obstacle ne les rebutera. Leurs hésitations, leurs craintes sont instantanément balayées et ils nous apportent ce qui fut toujours l'apanage des humbles ouvriers du socialisme: leur fidélité, leur foi, leur courage.

Qualités aussi précieuses que rares et sans le ciment desquelles on ne construit aucun édifice durable.

Certes, la besogne ne manque pas et il ne sera point trop de tous les concours qui viennent s'offrir pour en venir à bout. Notre préoccupation première, c'est de rechercher et d'assurer une liaison régulière avec Londres. L'écho discret qui a répandu dans Marseille le bruit de la renaissance du Parti et de son désir d'unir ses efforts à ceux que déploie la France Libre va faciliter notre tâche. Un opérateur de radio vient spontanément nous offrir ses services. Il s'agit d'un nommé Toile, qui connaît admirablement son métier et qui en possède l'instrument essentiel: un poste émetteur et récepteur.

Le problème qu'il nous demande de résoudre est simple: il lui faut un local grâce auquel, à l'abri de toute indiscretion, il pourra rechercher la liaison avec les gaullistes de Londres. Problème élémentaire, mais lourd de conséquences et de risques.

Il sait ce qu'il lui en coûtera s'il se fait prendre et nous savons comme lui que la justice de Vichy, désireuse de plaire au nouveau régime, saura, le cas échéant, avoir la main lourde.)

Mon bon camarade Manicacci, avec ce courage tranquille qui fit sans cesse notre admiration au cours de l'occupation, accepta de partager avec Toile les dangers que celui-ci acceptait d'affronter.)

Il hébergea notre opérateur dans une petite villa qu'il possède aux Caillols, dans la banlieue de Marseille et dont l'isolement se prête admirablement à la situation.

La France Libre apprend ainsi la création de notre Centre de Diffusion qui se prénommera le "Groupe Fleur", traduction française du patronyme de notre éminent camarade Blum.)

Pendant de longs mois, Toile assure la liaison, mais sera finalement arrêté dans les derniers jours de 1941.

L'homme était courageux. Le prisonnier fut discret. Nul ne soupçonna la complicité de notre Groupe, ce qui lui permit d'assurer le relai, vers 1943, grâce à un nouveau technicien, Bataille, qui, cette fois, installera ses appareils en plein coeur de Marseille, dans le propre domicile de Manicacci, 8 rue Halle-Delacroix. Tout effort, dit-on, comporte sa récompense. Pour une fois, le proverbe n'a pas menti et, à quelques semaines de distance, j'en constate les effets.

Deux émissaires de Londres viennent prendre un contact direct avec moi. C'est d'abord le capitaine Fourcaud et ensuite Yvon Morandat. Rencontre bénéfique, s'il en fut, car, avant même de rejoindre en personne les Résistants de Londres, elle me permet de comprendre la singulière conjonction de forces hétérogènes qui gravitent autour du général de Gaulle.)

Le capitaine Fourcaud m'apprend qu'il est officier de carrière. Sa famille habite Nice. Le général l'a chargé d'une mission délicate: jeter les bases d'une coordination des éléments gaullistes dispersés sur le territoire.)

Le messenger est plein de fougue, débordant d'assurance, quelque peu imprudent dans ses propos et naturellement enclin à un optimisme facile que les faits se chargeront souvent de démentir. Nous parlons longuement de la situation; de la guerre qui continue; de la personnalité du chef de la France Libre, de ses opinions sur l'aboutissement des espoirs qui nous sont communs.)

Sur une question précise que je lui pose et qui a trait au régime qui succèdera aux hitlérophiiles de Vichy, l'homme explose tout à coup.)

Je découvre en lui cette étrange mentalité commune à tant

d'officiers en 1940: une haine irraisonnée, quasi malade, envers la démocratie. La semence de Charles Maurras, une fois encore, a produit ses tristes effets. Je réplique vivement, violemment, même. Je ne mâche pas mes mots. J'avertis Fourcand ^{ad} qu'il fait fausse route. J'affirme avec force que les Socialistes que nous regroupons ne se prêteront pas au jeu qui paraît être le sien. Tout ce cliquetis d'idées s'apaisera, du reste, lorsque nous cesserons de scruter l'avenir pour n'envisager que les seules perspectives du moment: Chasser l'envahisseur; punir ses complices; faire revivre une France forte. Il y a là, pensons-nous l'un et l'autre, éléments suffisants pour rassembler, unir, organiser les patriotes. Le reste, c'est-à-dire la restauration de la Liberté et le moule dans lequel elle prendra forme, viendra de surcroît. C'est sur ces apaisantes conclusions que se termine notre entretien.

Fourcand me quitte avec la certitude d'avoir eu le meilleur. Je ne le reverrai qu'une année plus tard, lorsque je débarquerai à Londres, après un voyage riche d'incidents dont j'aurai occasion de parler.

Après le militaire fortement teinté d'Action Française, j'eus à accueillir Yvon Morandat, ^{simple pékin} civil, celui-là, et syndicaliste chrétien, à ce que j'en appris.

L'oeil vif et clair ^{derrière} ses lunettes, Morandat cache sous une frêle enveloppe, une âme enthousiaste de missionnaire. Il l'est, du reste, et à un double titre: d'abord, parce qu'il a voué au Chef de la France Libre un culte véritable, et ensuite parce qu'il a gardé de ses origines modestes l'amour des humbles. Fils du peuple, il sait bien,

lui, que la chute de Pétain provoquera en France et hors de France, un véritable raz de marée politique.)

La bataille qui se livre contre Hitler revêt l'aspect d'une croisade. Ce qui en constitue la trame solide, c'est la haine de la servitude, l'amour de la liberté.)

Il est inconcevable, pour lui comme pour nous, que ne jaillisse pas, de l'immense conflit qui ravage le monde, un renouveau d'idéal et de foi. Que pèseront les régimes totalitaires qui ont cru porter en terre l'esprit de démocratie, lorsque la tornade qui se prépare contre eux, en Amérique, éclatera sur leurs têtes?)

Entretien cordial et familial, qui suffit à sceller entre nous une bonne et solide amitié. Elle survivra à tous les accidents qui nous éloigneront plus tard de la route où pour l'instant nous cheminons /ensemble/

En prenant congé, Morandat, qui a mission d'aider matériellement la Résistance, me remet les premiers dix mille francs qui tombent dans notre caisse.)

Et, comme un bonheur ne vient jamais seul, à quelque temps de là, je recueille semblable obole des mains de Max Hymans qui avait dû fuir son département après avoir accueilli, aidé et guidé le premier parachutiste anglais tombé sur notre sol.)

Max Hymans ne fait point mystère de l'origine du don généreux qui accompagne sa venue. Il n'est qu'un intermédiaire. C'est Patenôtre, l'ancien ministre de Daladier, qui l'a chargé de me le remettre. Il entend ainsi, et à sa façon, manifester sa sympathie à la Résistance.

A l'époque - nous sommes en 1941- vingt mille francs, il convient de le souligner, constituent une somme appréciable.

Jean-François Lecca, Delagues, Manicacci, ^{au} Meunriat, d'autres encore, recueillent de leur côté de nombreuses participations financières aussitôt converties en tracts, libelles ou papillons.

Daniel se charge d'en assurer l'impression et Vincent Delpuech, c'est une justice à lui rendre, car le fait est peu connu, en assure la dispersion dans le Département, grâce aux voitures de livraison du Petit Provençal qui continue de paraître.

En même temps que nos ressources s'accroissent, notre rayon d'action s'élargit.

Des Parlementaires de plus en plus nombreux nous offrent leur concours. Un certain nombre d'entre eux ne se sont pas très bien conduits à Vichy: ils ont pris conscience de leur erreur et je note avec satisfaction qu'ils ne demandent qu'à la réparer.

Léon Bon, Sénateur des Bouches du Rhône, a compris, l'un des premiers, la lourde faute qu'il a commise. Il me demande de plaider sa cause auprès du C A S. Il est prêt à nous seconder de toute sa force et de son influence qui reste grande dans la région marseillaise.

Raymond Gernez, député du Nord, replié à Mouziès, tout près d'Istres, vient, lui aussi, m'exprimer ses regrets et son désir de faire oublier le vote fâcheux qu'il a émis à Vichy.

Dynamique, plein d'allant et de courage, je n'aurai pas à regretter de lui avoir prêté ^{une} l'oreille complaisante. Il rendra à notre jeune organisation les services les plus précieux, c'est lui qui m'amène un jour Eugène Thomas, son collègue, ^{du Nord} venu à bicyclette des environs de Toulouse où il résidait alors.

Dans le Var, nous enregistrons avec plaisir l'adhésion du

sénateur Sénès qui, malgré son grand âge, se dévouera à la propagande avec un zèle inlassable. Ardemment républicain, Sénès a fait partie à Vichy de la minorité d'opposition à Pétain. On comprend ce que nous vaut cet afflux de forces neuves, impatientes de servir, d'agir, de lutter de s'organiser.

L'odieux régime qui sévit à Vichy nous y aide inconsciemment, de son côté, par la multiplicité de ses bévues, de ses fautes et aussi, hélas, de ses crimes.

Le voile obscur, qui cachait aux yeux des Français la sujétion dans laquelle on s'efforçait de les tenir, se dissipe peu à peu.

On ne peut plus le dissimuler à l'opinion: Vichy prend de plus en plus figure de simple succursale du Reich hitlérien.

Et, pour complaire à celui-ci, -et aussi l'aider dans son effort de guerre épuisant- Pétain et Laval multiplient les mesures les plus impopulaires.

On réglemente la circulation ferroviaire et automobile; le rationnement alimentaire se hérisse, chaque jour, de nouvelles difficultés; le mouchardage, la délation sont encouragés; les arrestations arbitraires, les détentions administratives frappent élus et militants républicains; les persécutions ^{raciales} ~~sociales~~ se généralisent.

Tout cela crée en France une sourde effervescence dont tire parti notre propagande. A l'exception des traîtres, des vendus ou des lâches, accourent vers nous les cadres actifs que nous avions autrefois essaimés à travers nos villages et nos villes. Dès la fin de 1941, le Parti Socialiste a reconquis sa puissance d'attraction. Il se présente évidemment sous une forme inhabituelle: il est devenu un parti clandestin, fortement centralisé.

Clandestin, parce que les délateurs ne chôment pas et qu'il convient d'agir dans l'ombre et dans le silence.

Centralisé, parce que nous avons voulu faire de notre organisation, non pas un centre de libre discussion, mais une machine de guerre contre l'Allemand et ses suppôts vichyssois.

C'est dire qu'au premier rang des qualités que nous exigeons de nos nouveaux recrutés, figure une discipline stricte qui, seule, garantit l'efficacité de notre action. Pour tenir notre monde en haleine, nous organisons des réunions régionales, tantôt à Toulouse, tantôt à Lyon. A Lyon, c'est notre dévouée Suzanne Buisson qui nous héberge. Bonne et charmante Suzanne, toujours vibrante de foi et qui, victime du devoir, trouvera un jour une mort héroïque dans l'une des prisons d'Hitler!

C'est chez elle que se fait la liaison entre la zone libre et la zone occupée. Celle-ci délègue à chacune de nos réunions tantôt Jean Texcier, tantôt Augustin Laurent.

Nous profitons de notre première prise de contact pour désigner un Comité directeur, à la tête duquel nous plaçons, d'accord, ~~et~~ unanime, l'initiateur du renouveau socialiste, Daniel Mayer.

Nous définissons ensuite, en y apportant plus de précisions qu'à Nîmes, la position qui sera faite dans le Parti Réorganisé aux élus socialistes.

Sur ce point, chacun de nous estime que nous devons agir avec franchise et clarté. Nombreux, en effet, sont les Parlementaires qui regrettent le vote qu'ils ont émis à Vichy, et qui souhaitent se réhabiliter. Quelle attitude devons-nous prendre à leur égard? Alors

qu'à Nîmes nous avons décidé de n'accueillir que les opposants à Pétain?

Après discussion, parfois orageuse et toujours vive, nous acceptons

d'envisager d'éventuelles réintégrations à une triple condition:

La première: toute réintégration d'élus devra être proposée par la base.

Seule, celle-ci est au courant des faits et gestes de ceux qui la

représentent. La décision que le Comité Directeur sera appelé à

prendre, le sera donc en pleine connaissance de cause.

Deuxième condition: les décisions prises ne le seront qu'à titre pro-

visoire. Le Parti sera donc libre de les ratifier ou de les rejeter,

lorsque la victoire nous permettra d'en discuter au grand jour.

Troisième condition: aucun des élus réintégrés ne pourra occuper dans

le Parti clandestin une fonction de direction. Celle-ci ne peut

appartenir qu'à ceux qui, le 10 juillet 1940, eurent à la fois le

courage et clairvoyance.

A ces positions de principe à caractère interne, s'ajoutent, peu à peu, d'autres positions sur le plan extérieur, notamment sur les rapports que nous entendons nouer avec les diverses branches de la Résistance française.

Il, encore, nous nous efforçons d'être clairs et précis, afin de dissiper le trouble d'une opinion désorientée par le choc des propagandes antagonistes qu'elle subit.

Deux considérations essentielles devront constituer la base de notre action.

La première est d'ordre national: le C A S décide d'apporter soutien et appui inconditionnels à tous ceux qui veulent chasser et battre l'Allemand, préface nécessaire de la restauration de la patrie.

La deuxième considération est d'ordre politique: le C A S proclame que la renaissance de la France ne saurait se concevoir hors d'un cadre républicain.

Sous quelque forme qu'on l'envisage, il est farouchement hostile à tout pouvoir personnel.

Ce n'est que dans cette mesure, et sous cette condition expresse, qu'il entend lier son action avec celle que dirige à Londres le Général de Gaulle.

Telles sont les directives dont devront s'inspirer tous nos militants. Les répandre, les diffuser, les commenter par tous les moyens constitue leur devoir impérieux. Ils n'y manqueront pas, du reste, quels que soient les dangers et aussi les sacrifices!

Il est malaisé de brosser une vue d'ensemble, après nos réunions de Lyon, de ce que furent le rôle et l'action des socialistes regroupés autour de Daniel Mayer.

Loïn de moi la pensée d'établir ici une sorte de palmarès ou de tableau d'honneur. L'un et l'autre seraient forcément injustes parce qu'incomplets. Il suffit, pour s'en rendre compte, de connaître les difficultés d'une telle tâche en l'état de notre éloignement les uns des autres; ~~des~~ difficultés dues à cette dispersion, de la surveillance soupçonneuse de la police, de la nécessité d'une indispensable discrétion.

A ceux des nôtres qui ne se laissèrent pas aller lâchement au fil du courant, je dois cependant l'hommage que mérite le souffle patriotique qui les animait. Dans le grand silence qu'on a laissé tomber sur eux, comme une chape de plomb, j'ai l'impérieux devoir de rappeler le souvenir de ceux qui ont survécu et de saluer la mémoire de ceux dont la mort nous a séparés.

A l'heure où l'on semble oublier l'épopée que tant de fils de France ont écrite avec leur sang, il est bon que l'on dépouille de leur

anonymat ceux qu'un de nos martyrs avait si justement appelés "les soutiers de la gloire".

N'évoquant, du reste que ceux que j'ai connus, rassemblés ou conseillés, nul ne pourra s'offenser de paraître avoir été oublié.

Je le rappelle: je m'étais plus particulièrement réservé la prospection du département des Bouches-du-Rhône. Il constituait pour moi un centre d'action des plus favorables, puisque j'y avais été successivement élu, en 1911, Conseiller général; en 1923, Maire d'Istres; en 1924, Député.

L'équipe qui s'était spontanément rassemblée autour de moi, au lendemain de la trahison vichyssoise, s'était peu à peu gonflée d'éléments nouveaux et dynamiques. En accord avec Horace Manicacci, nous avons décidé de créer des groupes cantonnaux, à la tête desquels serait désigné un Responsable.

Dès le début de 1942, grâce aux efforts conjugués de Trompette, de Beveraggi et Jean-François Guérini, les groupes 5, 6, 7 et 12, correspondant à chacun des cantons ouvriers de la grande métropole méditerranéenne, étaient en place, prêts à remplir les missions dont nous les chargions.

Dès qu'il fut nécessaire de les orienter vers l'action armée, ils furent placés sous le commandement des capitaines Trouvet, Dary et Dussart, secondés par les lieutenants Ariès, Pélas et Mouchet.

Peu après mon départ pour Londres, notre responsable régional, ^{Paul} Trompette, magnifique organisateur, dirigeait cinq groupes réunissant environ 400 hommes résolus et convenablement armés.

Ayant ultérieurement pris contact avec un Capitaine anglais, René Firmin, et un Capitaine français, Gaston Cohen, notre ami devait créer en 1943 le Maquis de la Sainte-Baume, puis celui du *MM*

Plan d'Aups, en liaison avec Alger, grâce au Radio Julien, de la France Libre. Ce n'est pas sans fierté, je l'avoue, alors que je présidais l'Assemblée Consultative d'Alger, que je suivais, jour après jour, la magnifique odyssée de nos maquisards. Ils portèrent à l'ennemi des coups redoutables et dès la délivrance de Marseille, en août 1943, la plupart d'entre eux poursuivaient la libération de la patrie sous les drapeaux du 7^e R.T.A.

A côté de cet incomparable animateur qu'était Trompette, je dois rappeler l'audace et le courage d'un autre de nos amis, Charles Ariès. Modeste, dépourvu de toute ambition, ce rude combattant n'hésita jamais à prendre les plus grands risques.

Sa demeure, durant toute l'occupation, servit à la fois d'asile pour les officiers alliés évadés ou parachutés, et de poste de commandement pour les dirigeants marseillais de la Résistance.

S'est ainsi que s'y réunirent, tour à tour, le Colonel Buckmaster, dont tous les patriotes connaissent le nom; le Colonel Burdet, alias Circonférence; Veyrenc, qui devait être notre premier Préfet, à la Libération.

André, le fils d'Ariès, servait d'agent de liaison aux familiers de la maison.

C'est en grande partie grâce à leur dévouement qu'on put assurer le ravitaillement de nos maquis, ainsi que la réception et la distribution de nombreuses armes tombées du ciel.

Sur un autre plan, le C. A. S. entra en liaison avec un certain nombre de Résistants apolitiques dont nous avons appris l'activité. Deux d'entre eux m'étaient connus de longue date et méritent plus qu'une simple mention: j'ai nommé Charles Boyer et André Boyer.

J'avais lié amitié avec Charles Boyer alors qu'il dirigeait, à Marseille, l'Office du Maroc. Nous étions à peu près du même âge et nous avions sympathisé dès notre première rencontre. Timide, de santé délicate, ce rêveur, nonchalant et quelque peu distrait, ne paraissait avoir aucune des qualités qui font l'homme d'action. C'était assurément un lettré, un érudit que la politique avait un instant séduit et qui représentait un des cantons du Var, son département d'origine.)

La trahison de Vichy, la déroute de nos armées opérèrent en lui une mutation singulière. Le rêveur apathique se révéla héros véritable, accomplissant les missions les plus dangereuses avec un mépris total des risques virilement acceptés.)

Dénoncé et trahi, cet homme brave fut soumis à la torture avant d'être fusillé le 17 juillet 1944, avec tant et tant de valeureux camarades dont les corps furent retrouvés dans les charniers de Signes.

A côté de cette belle figure, se détache celle d'André Boyer, homonyme de Charles Boyer, auquel il n'était nullement apparenté. Il était mon confrère au barreau de Marseille, mais de très loin mon cadet; je ne le connaissais guère que de réputation.)

Ce fut Gaston Defferre, qui était alors un dirigeant d'une section du Parti, qui l'agrippa vers mon Cabinet. Gaulliste de la première heure, André Boyer s'était rapidement imposé auprès de ceux qui le connaissaient.)

Son courage tranquille, sa fraîcheur d'âme, forçaient le respect. J'ai bien souvent pensé au glorieux destin qu'il eût connu s'il avait pu survivre aux dangers sans nombre qu'il affrontait avec une détermination exemplaire!

Peu avant sa mort en déportation, il vint en mission à Londres.

J'appris à ce moment ce que valait cet homme d'élite et ce que pouvait cette âme d'apôtre.

Bien peu de camarades ont connu cet épisode ignoré de la vie d'André Boyer: j'aurai l'occasion, dans la suite de ce récit, d'en retracer l'histoire. Elle est tout à l'honneur de ce glorieux résistant!

Je me hâte de le dire, ce n'est pas seulement à Marseille que surgirent tant de dévouements insoupçonnés. Dans notre département aussi, mûrissaient chaque jour des moissons d'espérance. Deux des nôtres en furent, dès l'origine, les ouvriers infatigables: Henri Mauriat et Max Juvénal.

Instituteur à Aix-en-Provence, Mauriat avait adhéré, dès sa jeunesse, au Parti socialiste. Ardent, dévoué, sans cesse sur la brèche, c'est à des hommes tels que lui que le Socialisme est redevable de sa pénétration dans les masses.

Ses qualités civiques, ses ressources d'intelligence avaient très heureusement développé chez lui le sens des responsabilités et le goût de l'action.

C'est donc tout naturellement, -avant même que le C A S fût constitué- qu'il m'avait apporté son concours.

Concours précieux, s'il en fût, car c'est grâce aux multiples amitiés qu'il possédait un peu dans tous nos villages que nous pûmes diffuser nos brochures, nos tracts ou nos papillons.

Traduit pour cette action illégale devant le Tribunal Correctionnel d'Aix-en-Provence, je n'oublierai jamais que Mauriat se laissa condamner sans essayer de se couvrir de mon nom, puisque c'est de moi qu'il tenait la littérature subversive dont il assurait la distribution dans nos campagnes.

Inutile de le dire, après avoir purgé sa peine, Mauriat, que rien ne pouvait abattre ni décourager, continua son action avec plus d'ardeur que jamais, participant comme officier à tous les coups durs de la Résistance Rhodanienne.

Un autre militant d'Aix-en-Provence, allait également nous apporter son précieux concours: j'ai nommé Max Juvénal, l'un des plus talentueux avocats de nos Régions.

Mobilisé en 1939 en qualité de Lieutenant d'Infanterie au 341^e Régiment d'Infanterie, Juvénal était parti comme volontaire avec l'escadre chargée de débarquer un corps expéditionnaire à Flessingue.

Blessé et fait prisonnier, le jour même de l'armistice, il s'évade le 7 août 1940 et regagne en hâte son foyer. Il est l'un des premiers à m'accueillir lors d'une des tournées de propagande qui m'avait conduit dans la vieille cité du Roi René.

Je n'ai pas besoin de convaincre Juvénal de se joindre à notre mouvement. Il partage mon indignation contre les larves qui s'agitent à Vichy et, comme moi, il nourrit l'espoir que la France aura un jour sa revanche.

Dès mes premiers mots, il a compris la nécessité où se trouvent les patriotes de se concerter, de s'associer, de se rassembler, dans distinction d'origine ou de parti.

Max Juvénal se donnera tout entier à cette action et devient rapidement le chef local de l'armée secrète, puis Chef Départemental des Mouvements Unis de Résistance.

Après l'arrestation du général Bertin, livré aux Allemands par un traître, Juvénal et Martin-Bret réussissent un coup de maître: ils le font évader et, pour échapper aux recherches de la Gestapo,

ils vont désormais vivre au milieu des maquisards. Juvénal y déploiera de telles qualités d'audace et de sang-froid qu'il sera nommé Chef Régional dans les Basses et Hautes Alpes, dans le Var, le Vaucluse, les Bouches-du-Rhône et les Alpes Maritimes.

Il y commandera de très nombreux socialistes, tous adhérents de la première heure du C A S, tels Faraud, à Orgon, Corbessas, à Tarascon, Savine, à Gardanne, Joly, à Trestis, Delagnes, aux Saintes-Maries de la Mer, Remondin, à Lambesc, Plantier et Malacrida à Aix, les frères Pouly à Arles, Jean Roche à Istres, Martial Gautier, à Charleval, Albéric Chave à Martigues, Lazzarino à Port-de-Bouc, Franchi et Philibert au Puy-Ste-Réparate, Roger Carcassonne à Salon de Provence.

Dès ma rentrée en France, ma première visite fut pour Juvénal.

Je devais le trouver à la Préfecture, où il avait été transporté après avoir été grièvement blessé par les Allemands.

Il était alors -ce n'était que justice- Président du Comité Départemental de Libération et, de son lit de souffrance, il continuait ^{en} à assumer l'écrasante direction.

Ses qualités humaines n'étaient point inférieures à son courage physique. Il eut l'occasion de le manifester avec éclat dans l'accomplissement de ses fonctions. Il fut de ceux qui surent imposer la paix des coeurs et des esprits à ceux qui, dans l'ivresse de la liberté reconquise, se laissèrent aller quelquefois à de regrettables excès.

A ce titre, je lui dois le juste hommage que mérite un tel camarade, qui pendant de longues années fut mon loyal et fidèle second dans les batailles politiques qui suivirent la Libération.

X X X
X X X
X X X

Dans toutes les missions de recrutement et de propagande dont j'assumais la charge, une question, toujours la même, montait aux lèvres de mes interlocuteurs:

- Avez-vous des nouvelles de Léon Blum? Que devient-il? Où en est son procès? Que pense-t-il de la Libération?

Je ne pouvais évidemment répondre à ce flot d'interrogations, autrement que par des généralités. Retranché, en quelque sorte, du monde des vivants, Léon Blum, absorbé par la préparation de son procès, n'avait pu correspondre avec moi, pas plus qu'avec nos camarades de la Zone Libre.

Il devenait donc nécessaire d'entrer en liaison avec lui, ainsi que m'en avait chargé notre réunion constitutive de Nîmes. Le hasard, qui joue toujours son rôle dans les affaires humaines, allait faciliter ma tâche.

De passage à Marseille, dans la première quinzaine de Juillet 1941, je m'étais rendu chez Vincent Delpuech pour le remercier de l'aide discrète, mais efficace, qu'il m'apportait. J'ai déjà dit que la plupart de mes déplacements dans les Bouches-du-Rhône s'effectuaient grâce aux moyens de transports automobiles dont disposait le journal "Le ^{son} Petit Provençal".

Dans le bureau de Vincent Delpuech, se trouvaient ce jour-là deux ci-devant bien connus de moi: Frossard et Gounix^N. Ces messieurs,

repliés à Marseille, y avaient créé un petit brûlot "Le Mot d'Ordre" qui, sans prendre figure d'opposant au Régime, en critiquait cependant avec humour les aspects déplaisants.

~~Il était de la même nature que les autres brûlots politiques
qui pouvaient être considérés comme des journaux.~~

~~Il était de la même nature que les autres brûlots politiques~~ Tout naturellement nous en vîmes à parler des odieuses poursuites que le Maréchal avait décidé d'engager contre deux des principaux chefs républicains: Léon Blum et Edouard Daladier.

Dans le moment qui nous réunissait, on avait amorcé une violente campagne contre ceux que les larves de Vichy osaient appeler "les fauteurs de la guerre".

Une presse servile, particulièrement orchestrée par Marcel Déat, multipliait les injonctions les plus insolentes pour exiger que la Cour Suprême en finisse au plus tôt avec ceux qui avaient trahi les devoirs de leur charge.

On pouvait prévoir le pire et nous ne dissimulâmes point nos appréhensions. Nous savions bien, les uns et les autres, ce que pouvait être la Justice de Vichy. Le but qu'elle visait était parfaitement clair: il s'agissait de camoufler la coupable impéritie du Commandement français et d'accabler le Régime Républicain en la personne de ses éléments les plus représentatifs.

Bien que séparé de nous depuis quelques années, Frossard avait toujours manifesté le plus grand respect pour la personnalité de Léon Blum.

Ses sentiments à cet égard ne différaient point des miens.

Il admirait la souple intelligence, la vaste érudition, la sensibilité exquise qui faisaient du Chef de notre parti l'héritier le plus légitime et le plus authentique de notre grand Jean Jaurès.

Ayant conservé de nombreux amis dans les nouveaux milieux gouvernementaux, Frossard connaissait, dans le détail, l'odieuse comédie judiciaire qui allait se jouer à Riom.

Il ne cachait pas à cet égard sa réprobation car, avec cette vive clarté d'esprit qui était la marque de son grand talent, il discernait à merveille où voulait en venir le sinistre Alibert, exécuteur des basses-œuvres de l'Action Française. Enhardi par cette communion de sentiments, je fais part à Frossard de mon vif désir de revoir Léon Blum.

-Penses-tu qu'on m'accordera l'autorisation de lui faire visite?

Sais-tu quelles démarches il me faut accomplir pour cela? lui dis-je.

- On ne te refusera pas cette faveur, me répond-il aussitôt. Tu n'as qu'à en faire la demande à Monsieur Lesueur, Conseiller Rapporteur à la Cour de Riom. C'est lui qui est chargé du dossier Léon Blum.

Je suis, je l'avoue, quelque peu sceptique sur l'issue d'une telle supplique, mais le jour-même, et après ~~avoir~~ l'avoir rédigée, je la confie aux bons soins de la Poste.

Frossard avait été bon prophète: dans la semaine qui suit, mon envoi, je reçois la réponse ardemment attendue.

Monsieur Lesueur, Conseiller Rapporteur près la Cour Suprême de Riom m'informait que j'étais autorisé à visiter le sieur Léon Blum, détenu au château de Bourrassol, près Riom.

Quarante-huit heures après, je quittais Istres avec l'émotion que l'on devine.

Je revois encore comme si c'était hier mon arrivée à Riom,

où commençait alors à s'instruire le Procès des Cinq inculpés, considérés par MM. Pétain et consorts comme les responsables de la défaite.)

Le château de Bourrassol, où Léon Blum, Daladier, Gamelin, Guy La Chambre et Jacomet étaient détenus, est situé à quatre kilomètres de Riom, sur la route nationale qui conduit à Clermont-Ferrand.

Que l'on n'imagine pas, surtout, ^{que} l'expression Château de Bourrassol correspondait au sens habituel de ce terme.

En fait, Bourrassol n'est qu'une assez médiocre gentilhommière, datant du 16^e siècle, bâtie sur le flanc d'un des nombreux vallonnements de la région et entourée d'un parc clos de murs, d'une superficie d'un hectare environ.

La L'aspect de la bâtisse, construite en pierres lavigues, est plutôt sévère, avec ses deux étages rectangulaires, les communs vétustes qui la cernent, et les quelques arbres de haute futaie plantés sans ordre, qui piquent çà et là de taches sombres les abords immédiats du bâtiment.

Une porte charretière fort simple commande l'accès du parc et s'ouvre sur une allée cavalière d'une cinquantaine de mètres, conduisant au perron du château, un peu en retrait de la grande route.

Tout autour du mur de clôture, de dix mètres en dix mètres, on a placé des guérites en bois mal équarri où se tiennent en permanence des piquets de garde-mobiles, casqués et armés de mousqueton.

L'ensemble est plutôt terne et ne s'égaie ^{un peu} que lorsque le pâle soleil d'Auvergne éclaire les grandes plaines ondulées qui entourent le château et où alternent, selon la saison, tantôt les beaux blés dorés, tantôt les pommiers en fleurs.

C'est, je l'avoue, le coeur battant, que j'avais exhibé au Poste de Garde, mon laissez-passer et gravi les quelques marches conduisant aux deux petites pièces occupées par Léon Blum, au premier étage de sa résidence forcée.

Le gardien qui m'accompagne frappe à la porte et l'ouvre ensuite, en s'effaçant courtoisement pour me permettre d'entrer.

Léon Blum qui m'attend, est là, debout, les yeux vifs sous ses lorgnons, souriant sous sa moustache grise, me tendant fraternellement les bras.

Je ne l'avais plus revu depuis les jours sombres de Vichy, lors de la réunion de l'Assemblée Nationale, en juillet 1940. Le rapprochement subit de ce passé, déjà si lourd, et du présent chargé d'angoisse, est pour moi quelque chose de si poignant que les larmes jaillissent de mes yeux, pendant que Blum me donne l'accolade.

Durant un long moment, je suis sans voix, la gorge sèche, la poitrine opprimee, incapable d'ordonner le flot tumultueux des idées qui traversent mon esprit.

Et puis, peu à peu, le calme, la sérénité souriante de Léon Blum, l'exquise bonne grâce qu'il met en chacun de ses gestes, apaisent mon amertume et diluent mon chagrin.

Je reprends mon sang-froid et je peux examiner à loisir le lieu où je me trouve.

Qu'on imagine une petite pièce, toute en longueur, éclairée

par deux fenêtres grillagées, s'ouvrant directement sur la campagne.)

Aux murs, dans un désordre charmant, sont accrochées quelques belles reproductions photographiques de la statuaire antique.)

Çà et là, quelques portraits de famille: celui de notre si regrettée camarade Thérèse Léon-Blum, qui fut la compagne de sa vie; celui aussi du capitaine Robert Blum, fils de l'ancien Président du Conseil, alors prisonnier de guerre en Allemagne.)

Dans un coin de la pièce, une étagère bourrée de livres anciens et modernes. Tout à côté, un bureau et un fauteuil. Le dossier du Procès est là, largement étalé, avec de grandes feuilles de papier-cloche où se détache l'écriture fine, et en quelque sorte spirituelle, de mon éminent camarade.)

Un poêle à bois, minuscule, a été installé à la hâte et raccordé par des tuyaux de fer à une cheminée voisine. Des bûches ~~cutées~~ coupées à la dimension sont disposées en petits tas réguliers.)

Une porte d'angle donne accès, de ce simulacre de bureau, dans la chambre même de Léon Blum, toute menue, car il n'y a guère place que pour un lit en bois de gabarit ancien, flanqué d'une table vétuste et boiteuse, sur laquelle reposent la cuvette et le broc d'eau pour la toilette.)

Ici, aucun moyen de chauffage, si ce n'est un radiateur branché à la diable sur une prise de courant et qui est de si faible puissance que l'eau du broc gèlera souvent, durant certaines journées d'hiver, toujours particulièrement dur en Auvergne.)

Tel est le cadre, mi-monacal, mi-campagnard, dans lequel Léon

Blum a vécu près de trois ans, sans que jamais son courage et sa bonne humeur aient été altérés si peu que ce soit!

• • • • •
• • • • •
• • • • •

Quelle vie menait-on à Bourrassol? Et comment s'était ^{organisée} organisée l'existence des pensionnaires de la maison?

Le château n'ayant aucune installation de cuisine appropriée, chaque inculpé avait le droit de faire venir sa nourriture de l'extérieur.

Pour Léon Blum, le problème était résolu grâce au dévouement de son admirable belle-fille, Mme Robert Blum, qui avait tout abandonné pour se consacrer à lui et qui s'était fixée, pour cela, à Riom même, à l'Hôtel des Voyageurs.

C'est l'hôtel qui préparait le frugal ordinaire quotidien de Léon Blum et c'est Mme Robert Blum qui, par tous les temps, hiver comme été, l'apportait chaque jour à bicyclette à son beau-père, s'occupant sur place à le faire réchauffer sur un appareil électrique portatif.

Imutile de dire que toutes sortes d'amis, connus et inconnus, rivalisaient de zèle vis à vis de l'ancien Président du Conseil, et lui faisaient parvenir toutes les gâteries compatibles avec la situation alimentaire difficile du pays.

C'est ainsi qu'à partir du moment où j'ai été l'avocat de Léon Blum et où j'allais lui rendre régulièrement visite tous les quinze jours, j'ai servi de courrier convoyeur aux mille cadeaux dont me

chargeaient pour lui les rudes travailleurs de Marseille, se privant eux-mêmes de tabac, de sucre, de café ou de thé pour le réserver à leur cher emprisonné!

Bien entendu, les pensionnaires de Bourrassol ne pouvaient réglementairement communiquer entre eux... Dura lex, sed lex...

Disons tout de suite qu'il y avait cependant quelques accommodements avec la règle et voici dans quelles conditions.

Toutes les chambres des inculpés, sauf celle de M. Jacomet, qui était au rez-de-chaussée et dans une aile distincte, donnaient sur une petite cour intérieure qui servait à la promenade des détenus.

Chacun d'eux avait le droit d'y tourner en rond pendant une heure chaque jour, sans aucune surveillance, du reste, ladite cour étant bordée par les communs du château ou par des murailles élevées.

Il suffisait donc aux pensionnaires de Bourrassol de se mettre à leur fenêtre pour pouvoir bavarder à tour de rôle les uns avec les autres, avec la complicité bienveillante des gardiens qui fermaient les yeux sur cet accroc au règlement.

C'est de cette façon qu'au cours de mes visites, j'ai pu avoir des entretiens parfois animés tantôt avec le Général Gamelin, tantôt avec le Président Daladier ou avec M. Jacomet, son ancien Secrétaire général du Ministère.

Pendant les premiers mois de leur détention à Bourrassol, les hôtes forcés du Château recevaient assez librement des visites de parents ou d'amis. Mais les journaux embochés de Paris ayant attaqué violemment Vichy, à ce propos, celui-ci s'empressa de rapporter

cette mesure de simple humanité et seuls ^{ne} furent admis, par la suite, que les ~~avocats~~ et les parents directs des ~~détenus~~?

Au moment du procès, pour éviter le transfert quotidien des prisonniers du château de Bourrassol au Palais de Justice de Riom, on avait aménagé quelques cellules dans la maison d'arrêt de Riom, fort sale et misérablement tenue.

Ces cellules presque sans jour direct, sans air et sans hygiène, étaient simplement infectes et furent la cause de diverses indispositions qui frappèrent indistinctement tous les inculpés. On allait renoncer à s'en servir, lorsque se produisit le coup de théâtre que l'on sait: le renvoi sine die du procès, d'ordre du sieur Barthélemy, l'ex-Garde des Sceaux, que les Boches devaient plus tard casser aux gages comme un quelconque valet...

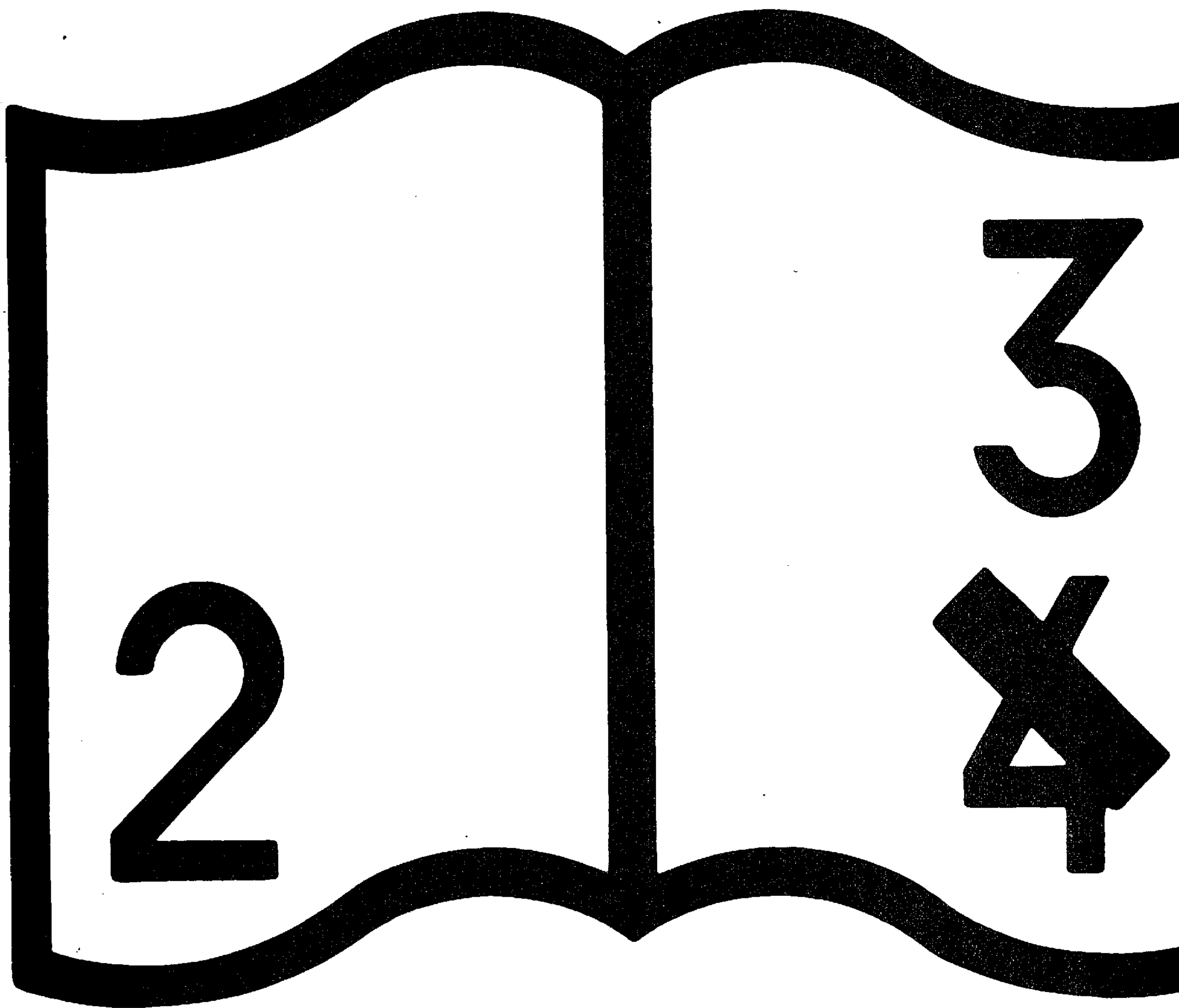
Mais ceci, comme dirait Kipling, est une autre histoire que j'aurai l'occasion de reprendre en détail dans la suite de ce récit.

cette mesure de simple humanité et seuls/^{ne}furent admis, par la suite,
que les ^davocats et les parents directs des ^détenus?

Au moment du procès, pour éviter le transfert quotidien des prisonniers du château de Bourrasol au Palais de Justice de Riom, on avait aménagé quelques cellules dans la maison d'arrêt de Riom, fort sale et misérablement tenu.

Ces cellules presque sans jour direct, sans air et sans hygiène, étaient simplement infectes et furent la cause de diverses indispositions qui frappèrent indistinctement tous les inculpés. On allait renoncer à s'en servir, lorsque se produisit le coup de théâtre que l'on sait: le renvoi sine die du procès, d'ordre du sieur Barthélemy, l'ex-Garde des Sceaux, que les Boches devaient plus tard casser aux gages comme un quelconque valet...

Mais ceci, comme dirait Kipling, est une autre histoire que j'aurai l'occasion de reprendre en détail dans la suite de ce récit.



Pagination incorrecte — date incorrecte

NF Z 43-120-12

CHAPITRE VI

Avocat de Léon Blum

L'action, pour être tenacement poursuivie, doit être la soeur de l'espérance. Telle est la conclusion que dégageront, avec une force chaque jour grandissante, les conversations, désormais régulières que je vais entretenir pendant près d'une année avec ce noble esprit qu'était Léon Blum. Dès notre première prise de contact, alors que Spanien et Le Troquer, ses avocats, sont venus le rejoindre, j'évoque devant notre grand camarade le torrent d'évènements qui a emporté le Parti bien loin des rives familières.

Des cendres de ce passé, encore toutes chaudes, s'échappent, çà et là, au hasard de mes souvenirs, de brusques flammes. Il n'en faut pas plus pour que l'aventure du présent se fasse plus légère et pour que nos pensées imaginent un meilleur avenir.

Une foi tenace dans un juste retour des choses s'en dégage et tisse entre nous une solidarité de cœur et d'âme qui chasse, bien loin du lieu sévère qui nous rassemble, l'écume que roule le flot vichyssois.

Notre maître et notre guide écoute avec une intensité de passion qui le transfigure le récit détaillé de la résurrection de notre parti. Nous sommes fiers de lui car il est devenu le refuge et aussi la consolation de milliers de braves gens qui, sans lui, eussent désespéré du destin de la France.

Nos décisions de Nîmes, celles plus complètes de Lyon, recueillent l'approbation de Léon Blum.

Je passe ensuite en revue les divers éléments qui constituent la chair et le sang du nouvel appareil que nous venons de forger.

Blum connaît évidemment beaucoup mieux que moi ceux des Parlementaires qui nous ont apporté leur adhésion. Par contre, il ignore la plupart des camarades de la base, avec lesquels j'ai commencé à Marseille mon travail de sape contre le régime. Leur courage, leur dévouement, la fidélité de leur attachement à sa personne, l'émeuvent profondément.

Son fin visage, si mobile, s'anime d'une vie singulière lorsque j'en arrive aux entretiens que m'avaient réservés Fourcaud et Morandat, envoyés spéciaux de de Gaulle.

A cette phase de mon récit, il m'interrompt, se rapproche de moi et d'une voix grave me confie, sur ce point, ce qui fait le fond de sa pensée:

- J'attache, me dit-il, la plus haute importance à l'établissement

d'une liaison régulière et suivie avec de Gaulle et avec Londres.

Savez-vous, mon cher Gouin, que nous avons là-bas, autour de la France-Libre, bon nombre de nos camarades, et des meilleurs?)

(Georges Boris, mon ancien Chef de Cabinet a été l'un des premiers à rallier de Gaulle.)

(Louis Lévy et sa femme, la bonne Marthe, sont également à Londres, aux côtés de Pierre Comert, de Georges Gombault et de son fils Charles, de Henry Hauck."

Je note mentalement tous ces détails pour en informer plus tard nos amis du CAS dont certains sont encore réticents à la pensée que notre mouvement a partie liée avec un général qui, de surcroît, est un aristocrate.

J'apprends aussi de la bouche de Léon Blum que le porte-parole de la France-Libre, dont nous écoutons chaque soir les accents passionnés n'est autre que Maurice Schuman, autrefois membre d'une de nos sections parisiennes.

Nous avons donc auprès de de Gaulle une équipe, certes peu nombreuse, mais solide comme un roc.

Nous pouvons, nous devons avoir pleine confiance en elle, comme nous avons confiance dans le noyau de camarades accourus à notre appel. Parmi ceux-ci, j'ai le devoir d'en informer Léon Blum, figurent un certain nombre de collègues qui s'étaient détachés de nous à Vichy. Les erreurs, les fautes, les crimes de la bande à Laval ont fait tomber les écailles qui obscurcissaient leur vue. Ils sont revenus frapper à notre porte.

Elle s'est entr'ouverte devant eux. C'est le cas notamment de Fabien Albertin et de Léon Bon qui sont, l'un député, l'autre sénateur des Bouches-du-Rhône.

C'est le cas aussi de Raymond Gernez, député du Nord; de Max Hymans, qui, bien qu'ayant donné son adhésion au groupe d'Union Socialiste et Républicaine, a toujours conservé avec nous des rapports confiants. Léon Blum comprend la sagesse de notre décision, il approuve le caractère provisoire que nous avons voulu donner à la réadmission de ceux des nôtres qui, s'étant trompés, en ont fait franchement l'aveu.

Complétant le tour d'horizon auquel nous venons de nous livrer, il m'entretient, à son tour, de ceux qui furent ses collaborateurs ou ses familiers, lorsqu'il était au Gouvernement. Les uns sont en prison comme Pierre-Bloch; d'autres astreints à résidence forcée, comme André Blumel, Grunbach, Marx Dormoy.

Certains de nos emprisonnés ont été relâchés, tels Vincent Auriol et Jules Moch. D'autres, enfin, ont pu échapper aux griffes de la police, tel Marius Moutet, qui a trouvé refuge en Suisse, alors que son fils Gustave est à Londres.

Ayant eu la joie d'entrer en rapports personnels avec deux des camarades dont le nom vient d'être prononcé, je complète les informations que Léon Blum vient de me donner.

J'ai reçu à Marseille André Blumel qui avait obtenu l'autorisation de s'y rendre pour embrasser sa vieille mère. Peu auparavant, instruit du dénuement dans lequel il se trouvait, je lui avais fait parvenir, à Formiguères, à titre personnel, un secours que j'eusse désiré plus substantiel.

FORMIGUÈRES

Il tenait à m'en remercier, ce qu'il fit avec une sincère émotion. Il m'avait conté ses aventures en Espagne. Elles faillirent dégénérer en tragédie. Reconnu par les sbires de Franco, il avait subi, de leur part, les pires traitements, avant d'être extradé et livré aux autorités françaises.

Malgré ses privations et ses souffrances morales, j'avais trouvé devant moi un André Blumel en pleine forme physique, et tout à fait optimiste quant à l'issue finale du duel anglo-allemand. Si je n'avais pu m'entretenir que quelques instants avec l'ancien chef de Cabinet de Blum, il en avait été autrement pour Dormoy, que j'étais allé voir assez souvent à Montélimar, sa résidence forcée.

Comme Léon Blum avait marqué quelque étonnement, j'expliquais à notre ami les raisons de ces multiples visites.

Après le vote d'abdication de Vichy, les services de la Chambre des Députés avaient continué à fonctionner dans les locaux de l'Hôtel Majestic. Le sieur Berthelot, ex-chef de Cabinet de de Monzie, promu ministre par la grâce de Pétain, n'avait pas jugé opportun, pendant les quelques mois qui avaient suivi son accession au pouvoir, d'enlever aux Parlementaires la carte de circulation grâce à laquelle ils pouvaient se déplacer par voie ferrée.

J'en avais usé et abusé -sans vergogne- pour mes tournées de propagande, et aussi pour revenir de loin en loin à Vichy, capitale provisoire de la France. De nombreux Parlementaires, plus ou moins opposants au régime s'y rendaient de leur côté assez régulièrement. Au hasard de ces voyages, j'avais pu ainsi échanger mes impressions avec ~~elles~~ celles de quelques uns de nos collègues: Louis Marin, Frédéric Dupont, Tinguy du Pouet, Laniel, Philippe

Serre. Pendant de brèves heures, nous retrouvions ainsi, avec quelque nostalgie, l'atmosphère des couloirs du Palais-Bourbon, aujourd'hui hantés par la soldatesque allemande.

Je ne manquais jamais, en quittant Vichy de m'arrêter à Montélimar où j'étais assuré de retrouver Marx Dormoy.

Rien de plus réconfortant que ces prises de contact avec l'ancien Ministre de l'Intérieur du Front Populaire. Sólide comme un chêne, débordant de vitalité et de dynamisme, Marx, comme nous l'appelions familièrement, était l'image même de la France que nous aimions: ouverte aux grands courants de la pensée; ardente à la lutte contre le despotisme, généreuse et tendre pour les déshérités du sort.

Nous avions rapidement transformé en fraternelle amitié notre bonne camaraderie, et tandis qu'il tirait de son expérience les sages conseils qu'exigeait la situation, je ne manquais jamais de l'instruire de l'essor rapide de notre mouvement. Loin des siens, coupé de sa chère cité de *Montluçon*, berceau de sa famille, il avait eu la joie de nouer à Montélimar une franche et solide amitié avec la digne compagne de Georges Mandel, Béatrice Bretty, la pensionnaire bien connue de la Comédie Française.

Je ne connaissais pas personnellement cette femme de coeur et de tête, mais je savais combien elle était fidèlement attachée à celui qui fut le plus précieux des collaborateurs de Georges Clémenceau.

Ce n'était pas là mince mérite, car Vichy poursuivait l'homme de sa haine, depuis qu'il s'était farouchement dressé contre le défaitisme forcené de Weygand.

De son côté, le Maréchal Pétain n'avait pas oublié la terrible

humiliation que Mandel lui avait infligée à Bordeaux, lorsque, arrêté sur son ordre avec le général Buhner, on avait dû, en l'absence de toute preuve, les remettre tous deux en liberté. Dès sa sortie de prison, Mandel avait littéralement forcé la porte de chef de l'Etat, et, avec cette hauteur glaciale qui n'appartenait qu'à lui, il avait exigé et finalement obtenu de celui-ci une lettre d'humbles excuses.

L'orgueil de Pétain en avait cruellement souffert et il n'avait point pardonné à l'homme qui, en quelques phrases tranchantes comme un glaive, ne lui avait ménagé, ni l'expression de son dégoût, ni l'assurance de son mépris. En suite de quoi, Mandel, arrêté derechef, avait été emprisonné, à Vals-les-Bains, sous une vague inculpation de complot contre la sûreté de l'Etat.

Béatrice Bretty n'avait par hésité devant son devoir et pour apporter à celui qu'elle aimait le réconfort de sa présence, elle avait élu domicile au Relais^S de l'Empereur, à Montélimar, d'où elle pouvait gagner facilement la ville de Vals, toute proche.

Charmante et vaillante femme! Elle n'avait donné les meilleures nouvelles de son prisonnier. Malgré sa santé délicate, il supportait sans fléchir sa détention et n'avait rien perdu de son imperturbable optimisme.

Sa fille, âgée à l'époque d'une dizaine d'années, avait été confiée à la vigilante affection de Bretty. J'avais eu un jour la surprise, lors d'une de mes haltes à Montélimar, d'assister avec Dormoy, au modeste repas de Première Communion organisé en son honneur.

Léon Blum avait été ravi des mille petits détails qui avaient

émaillé mon récit.

A la fin de celui-ci, son visage s'était cependant assombri et, d'une voix où perçait une émotion contenue, je l'entends me dire:

- Etes-vous sûr, mon cher Félix, que Marx s'inquiète de sa sécurité? Prend-il au moins quelques précautions? A-t-on songé à exercer auprès de lui une surveillance discrète?

Je m'étonne et j'interroge:

- Pensez-vous vraiment, lui dis-je, que la vie de Dormoy puisse être menacée?

Croyez-vous qu'on oserait aller jusqu'au crime?

- Tout est devenu possible, me répond Léon Blum, dans le climat au milieu duquel nous vivons. N'oubliez pas que Marx a attiré sur lui la haine inexpiable de la Cagoule.)

(Il s'est courageusement attaqué à cette "maffia". Il a fait avorter ses préparatifs de guerre civile. Il a démantelé son organisation de combat.)

(Or la Cagoule a trouvé appui et assistance dans les sentines de Vichy. On peut tout craindre et tout attendre des tueurs à gages qui pullulent.)

(Il a, du reste, bien d'autres ennemis, aussi redoutables.)

(Rappelez-vous, poursuit mon maître et ami, les menaces proférées publiquement à Vichy par le triste déchet d'humanité qu'est devenu Doriot. Il a juré d'avoir "la peau" de Dormoy: l'homme est capable de tout, même d'un assassinat. Suppliez Dormoy, lorsque vous le verrez, de prendre garde."

Et Léon Blum termine en me disant:

- Voyez-vous, bien que cela vous paraisse incroyable, je serais infiniment plus tranquille si Marx était à l'abri derrière les murs d'une solide prison."

Etonnante prescience: nous devions avoir la douleur, quelques mois après cette conversation, de constater combien Léon Blum avait vu juste et loin...

Je n'étais pas au bout de mes étonnements. La fin de ce premier entretien avec notre chef allait me réserver une autre surprise, que nous étions, l'un et l'autre bien loins de prévoir. J'avais indiqué à Léon Blum, en lui parlant du C A S, combien celui-ci souhaitait avoir avec lui une liaison sûre et continue. Du fond de sa prison, il était, plus que jamais, le chef incontesté du socialisme français. Nul ne pouvait suppléer à son autorité, nul n'avait autant de prestige. Pour l'ensemble de nos résistants, il était plus qu'un guide, mais un drapeau que l'on respecte et que l'on défend jusqu'à la mort. Les attaques dont il faisait quotidiennement l'objet dans la presse infâme qui avait poussé sur le fumier de Vichy avaient consolidé et élargi sa popularité.

Le peuple de France, dont le coeur fut toujours bien placé, avait douloureusement souffert à l'annonce de son incarcération.

La stature d'un Léon Blum dominait de haut le flot de médisances, de mensonges et de calomnies dont on essayait de l'accabler. Pour la France socialiste, il était vraiment le symbole même de la République que les hitlérophiiles voulaient déshonorer pour mieux l'abattre.

On conçoit dès lors l'importance que nous attachions à avoir auprès de nous, à notre tête, un tel guide.

On ne pouvait songer à une liaison épistolaire: toutes les lettres qu'il recevait à Bourrassol étaient ouvertes et lues avant de lui être remises.

On ne pouvait davantage le tenir au courant de notre action par personne interposée, ^{car} Blum tenait à prendre une connaissance directe des choses et des gens. Une seule solution s'offrait donc à nous: seuls les avocats de Léon Blum pouvaient avoir, en tout temps, libre accès auprès de lui.)

J'étais moi-même avocat, déjà ancien dans la carrière. Mon temps était à l'entière disposition du Parti, d'autant que ma clientèle, apeurée, ne songeait nullement à confier ses intérêts au réprouvé que j'étais devenu. Il suffisait donc d'être adjoint à mes confrères Spanien et Le Troquer pour avoir le droit d'entrer en rapport avec Léon Blum, chaque fois que cela serait nécessaire. Une telle solution comportait évidemment - ne serait-ce que par correction- l'assentiment des deux hommes que Léon Blum avait chargés de sa défense. C'eût été mal connaître nos camarades que de douter d'eux et de leur acquiescement. Ce fut ainsi que Maître Félix Gouin, avocat au barreau de Marseille, fut autorisé à communiquer librement et à sa volonté avec le nommé Léon Blum, détenu dans la maison d'arrêt de Bourrassol, à la charge de se conformer aux règlements.

Cel est le libellé exact du permis que m'adressa, le 4 septembre 1941 Monsieur Lesueur, Conseiller à la Cour Suprême de Riom.)

Entré en visiteur et en ami de Léon Blum dans la prison qui était la sienne, j'en sortais nanti de ce qui restera l'honneur de

ma carrière: son avocat, certes pour la forme, mais en réalité, son agent de liaison permanente avec la Résistance Socialiste.

Une telle mission comportait, j'en avais conscience, de graves responsabilités. J'en acceptai la charge en pleine connaissance de cause. Et, je puis le dire, jamais avocat ne fut aussi satisfait de la tâche qu'on venait de lui confier ni aussi fier de la confiance que mon éminent et nouveau client, Léon Blum venait de placer en moi!

CHAPITRE VII

Le Socialisme retrouve son âme

C'est Bernanos, je crois, qui affirme dans l'un de ses ouvrages, que "la plus haute forme de l'espérance, c'est le désespoir surmonté."

Jamais pensée ne m'apparut plus profondément vraie qu'au retour de Riom, lorsque je repris contact avec nos camarades résistants.

Dès qu'ils apprirent, en effet, ma désignation comme avocat de Léon Blum, et surtout sa détermination de demeurer le coeur et le cerveau de notre cher Parti, le combat qui était le nôtre s'anima d'une flamme singulière.

Il faut avoir mesuré de près, au lendemain de notre défaite, l'étendue de la désespérance des patriotes pour comprendre la prodigieuse évolution qui allait transformer dès ce moment le comportement de nos militants.

Jour après jour, nous fûmes à même de dénoncer l'ignominie

des poursuites engagées contre Léon Blum et d'exalter le magnifique courage dont notre maître faisait preuve dans sa bataille pour la République. Cléta et Daniel Mayer, Suzanne Buisson, Eugène Thomas, H^Ussel, Froment, Raymond G^Ner^Nyez, Louis Sénès, ^{Juvénal, MAURIAT} diffusaient par tous les moyens en leur pouvoir la documentation que j'allais recueillir, presque chaque semaine, auprès du prisonnier de Bourrassol.

Nous n'avions jamais eu, avant mes visites, que des informations tendancieuses sur les poursuites en cours. Nous ignorions également que, grâce au procès décidé par les Hitlériens, Riom était devenu un centre d'agitation politique qui, en profondeur, lentement, mais irrésistiblement, bouleversait la masse française.

Les familles des principaux inculpés avaient établi leur quartier général dans un établissement modeste de la ville: l'Hôtel des Voyageurs.

On y rencontrait donc tout naturellement les parents, les amis, les partisans politiques, voire même les ennemis des prisonniers de Bourrassol. Il n'en fallait pas plus pour alimenter et élargir le cercle de sympathies que chacun d'eux avait ~~conservé~~ conservé dans les provinces de France qui les avaient autrefois connus dans toute leur gloire.

Comment pourrais-je oublier, quant à moi, les heures exaltantes que me valut la mission que Léon Blum m'avait confiée? Deux vaillantes femmes entretenaient autour de lui ce foyer d'affection et de dévouement aussi nécessaire à la vie de l'âme que peut l'être la nourriture pour la vie du corps.

Je fis avec elles ample connaissance et elles me permirent,

par leur bonne grâce et leur amitié souriante, d'entrer, plus avant que je ne l'avais fait jusqu'alors, dans l'intimité familiale de notre chef.

Que de fois n'ai-je pas surpris, dans les yeux de celui-ci, se refléter la chaude tendresse qu'il portait à Jeannot, qui devait, plus tard, devenir sa femme et à Renée, qui était l'épouse de son fils Robert, prisonnier des Allemands. Il y avait plaisir à voir leur joie lorsque, dès mon arrivée à l'hôtel, je remettais entre leurs mains les mille petites gâteries que les camarades de Marseille avaient collectées à l'intention de leur cher prisonnier. Ces modestes offrandes étaient pour elles le signe tangible de la gratitude des humbles qui, eux, au moins, n'avaient point oublié tout ce qu'ils devaient à l'ancien Président du Conseil du Front Populaire!

Mais ce qui était infiniment plus réconfortant pour notre Maître que ces attentions d'ordre matériel, c'étaient les messages divers que je lui apportais et qui, tous, attestaient l'unité de pensée, la volonté de lutte, la communauté d'espairs qui animaient de plus en plus nos groupes réorganisés. J'en étais devenu le lien organique grâce aux déplacements fréquents que m'imposait leur ~~rapide~~ ^{rapide} croissance. Léon Blum était ainsi tenu minutieusement au courant de tout ce qui constituait leur vie, leurs préoccupations, leur action souterraine.

Grâce à Eugène Thomas, qui avait dû se replier en Gascogne, nous avons pu organiser vers la mi-juin 1941, un véritable congrès clandestin, en plein cœur de la ville de Toulouse. Nous eûmes la joie d'y retrouver, dans une atmosphère de chaude cordialité

les représentants de dix-sept départements du Sud-Ouest. Parmi eux, je note au hasard de mes souvenirs la présence de nos amis Béche et Malroux, tous deux députés, et d'Achille Auban, qui devait être plus tard un de nos ministres. Le fils Camel, dont le père, qui avait été notre collègue à la Chambre, avait été probablement assassiné par les fascistes, avait tenu à être des nôtres également.

Ainsi que nous en avons été chargés par Daniel Mayer, nous dûmes expliquer et commenter, Thomas et moi, les décisions que nous avions adoptées dans les réunions de Nîmes et de Lyon. Nous avons ensuite sollicité l'adhésion de ceux de nos camarades désireux, de concert avec nous, de mener la lutte contre les collaborateurs vichyssois. Il y eut sur ce point, à notre grande satisfaction accord unanime.

En fin de discussion, l'un des délégués présents souleva le cas de Paul Faure. Il désirait savoir quelle place serait réservée dans le C A S à l'ancien Secrétaire Général du Parti.

- Absolument aucune, répondîmes-nous. Ceci pour les deux raisons que voici.

"La première, c'est que Paul Faure, absent de Vichy lors de la réunion de l'Assemblée Nationale, n'a, à aucun moment, manifesté le désir de participer à notre mouvement. La seconde, c'est le silence dans lequel il s'est volontairement enfermé après l'arrestation de Léon Blum. Cela seul suffit à le disqualifier définitivement à nos yeux.

L'approbation unanime de l'assistance témoigna que le C A S avait eu pleinement raison de considérer Paul Faure comme

un corps désormais étranger au Parti.

A l'issue de ces réconfortantes assises de Toulouse, j'eus loisir d'accomplir les deux missions dont l'une m'avait été confiée par Léon Blum et l'autre par le Comité Directeur du C A S. Léon Blum m'avait prié de faire visite à Vincent Auriol qui, chacun le sait, était l'un de ses plus fervents amis. Emprisonné durant quelques mois, Vincent Auriol, contre lequel aucun grief sérieux n'avait pu être retenu, avait dû finalement être relâché. Il avait aussitôt gagné Muret, en compagnie de sa femme Michelle, et de son fils Paul. Ils y menaient une existence modeste et digne dans une petite propriété où je n'eus aucune peine à les retrouver.

L'accueil de cette famille si tendrement unie, fut particulièrement affectueux. Nous avions tant de choses à nous raconter, tant d'espoirs communs à évoquer! Il fut naturellement question de Bourges, de l'illustre prisonnier qui y était détenu et des deux bons génies qui veillaient sur lui, avec une sollicitude sans cesse en éveil. Les nouvelles vécues que j'en apportais aux Auriol, touchant aussi bien à sa condition physique qu'à sa santé morale, remplirent d'une joie profonde le cœur de mes hôtes.)

Je ne manquai point de leur signaler combien l'incarcération de Léon Blum avait provoqué l'indignation et la colère de nos militants.

Ils avaient compris, d'instinct, la manœuvre de la valetaille à Laval s'efforçant, d'abord, de déshonorer les chefs républicains pour assassiner plus facilement ensuite la République.

- Ces gens-là, m'interrompt Vincent Auriol, sont franchement odieux.

et comme Léon Blum je peux en porter témoignage.

"Sais-tu, mon cher Gouin, que, malgré ma libération, ils continuent à me poursuivre de leur haine? Quelque abominable que soit la chose, ils tentent, en ce moment, de monter contre moi la plus révoltante des comédies judiciaires. Ils pensent ainsi me discréditer, dans l'espoir de m'interdire toute action.)

Quand tu reverras Léon Blum, poursuit Auriol, avec un frémissement de colère dans la voix, tu pourras lui dire que je saurai, comme lui, faire face à l'imposture et casser les reins à la calomnie.

J'assurai à Vincent Auriol que nous serions tous à ses côtés, dans sa bataille, comme nous étions aux côtés de Léon Blum. C'est sur ces paroles que je quittai Muret, pleinement réconforté d'avoir retrouvé un Vincent Auriol vibrant et combatif, tel que nous l'avions connu au temps du Front Populaire. Peu de semaines après, du reste, nous devions apprendre, avec quel soulagement, on le devine, que la singulière justice de Vichy avait dû battre misérablement en retraite et reconnaître publiquement la haute probité de celui qui n'avait commis d'autre crime que d'être resté indéfectiblement fidèle à la personne de Léon Blum.

Avant de regagner Istres, j'avais, je me rappelle, une seconde mission à accomplir au nom du Comité directeur du C A S.)

Ce n'était assurément pas la plus facile, ainsi qu'il est ~~sur~~ aisé d'en juger. Au cours d'une de nos réunions de Lyon, l'un de nos dirigeants s'était inquiété de la position de Jules Moch. Arrêté en même temps que Vincent Auriol et Salomon Grunbach, nous avions appris qu'il avait été relâché, peu après, et qu'il était allé se fixer à Toulouse.

Or, depuis cette époque, Jules Moch n'avait point manifesté le désir de se joindre à nous. La chose était d'autant plus incompréhensible qu'il avait fait preuve, à Vichy, d'une inflexible détermination dans la lutte menée contre l'abandon.

Le C A S m'avait chargé de tirer la chose au clair et de prier instamment notre camarade de nous apporter l'appui de son nom et de son talent. Ce fut dans ce but que j'eus, à deux reprises différentes, un entretien prolongé avec lui dans le petit appartement qu'il occupait dans un des quartiers de Toulouse.

J'avais trouvé devant moi un Jules Moch amer et quelque peu désenchanté. La lâcheté des Parlementaires, la trahison d'un trop grand nombre de nos collègues socialistes, l'atonie générale de l'opinion, l'avaient conduit à un pessimisme que je trouvais quelque peu exagéré. D'autant que, malgré ce scepticisme affligeant, Jules Moch n'avait pas hésité à mettre sur pied un petit réseau de résistance connu sous le nom de Groupe Quatre Vingt Treize.

Sans appui, sans organisation, sans liaison avec les mouvements voisins, il était chimérique de penser qu'un tel groupe puisse un jour jouer un rôle véritablement utile.

J'insistai avec force sur cet argument qui visiblement avait retenu l'attention de mon interlocuteur. "Seul notre Parti, avais-je ajouté, avec ses sections renaissantes et ses militants éprouvés, pouvait constituer une caisse de résonance efficace pour le succès de nos idées."

En demeurer absent, c'était se condamner à l'impuissance. Il me fallut revenir à la charge une deuxième fois pour convaincre Jules Moch de cette vérité d'évidence.

← Son frère Paul, qui assistait à notre dernier entretien, m'aida grandement de son affectueuse autorité. Finalement, j'obtins gain de cause et je pus apporter à Léon Blum et à Daniel Mayer l'heureuse nouvelle. Elle fut accueillie avec enthousiasme dans nos milieux, qui, plus que d'autres, étaient à même d'en apprécier l'incomparable portée.

o o o

L'entrée en lice de Jules Moch chemina bientôt, dans la zone libre, par les mille canaux invisibles qui alimentent la rumeur publique.

Nos militants, tenus d'autre part au courant du ^{magnifique} ~~magnifique~~ congrès clandestin de Toulouse, y puisèrent confiance et espoirs nouveaux. Ils redoublèrent d'efforts et de zèle pour élargir leur champ d'action.

Daniel Mayer, pour sa part, ne restait pas inactif.

Après de multiples démarches, il avait enfin découvert un imprimeur assez ~~brave~~ courageux pour nous prêter son concours.

Des tracts, des brochures, des papillons ^{purent} ~~purent~~ dès ce moment être livrés en quantités appréciables à nos distributeurs bénévoles. Ils parachevaient, sur le plan politique, l'admirable propagande anti-hitlérienne diffusée grâce à la B B C par les talentueux orateurs de la France Libre.

L'instant approchait où Daniel pourrait enfin doter le C A S de ce qui lui faisait si cruellement défaut, un journal tiré à des milliers d'exemplaires et qui serait un lien organique entre nos valeureux résistants.

Nos réunions de Lyon, plus fréquentes, nous permettaient, aussi bien en zone libre qu'en zone occupée, de jalonner le terrain que, morceau par morceau, nous arrachions à l'indifférence et à l'apathie qui avaient paralysé si longtemps la fierté française.)

Nos organisations prenaient de leur côté une forme nous permettant de garder un contact étroit avec les masses sans nuire, pour autant, aux nécessités d'une direction administrative fermement établie.

Un Comité Exécutif National avait pouvoir de direction politique. Les décisions qu'il était appelé à prendre étaient soumises aux Comités Directeurs des zones Nord et Sud qui avaient seuls qualité pour en assurer l'application. Chaque zone avait été divisée en Régions à la tête desquelles était placé un Responsable Régional qui, dans chaque département, avait sous ses ordres, un Responsable Départemental.)

C'est finalement celui-ci qui avait vocation pour créer, animer et multiplier nos C A S locaux.)

Grâce à cette hiérarchie, quelque peu touffue, nos mots d'ordre pouvaient facilement être diffusés à travers villes et campagnes avec le minimum de risques. Des délégués permanents assuraient du reste une liaison directe et rapide entre les organisations de base et les divers Comités Directeurs.

La sélection rigoureuse que nous avons décidé de pratiquer

dès notre première réunion constitutive de Nîmes, avait créé dans nos rangs une mentalité toute nouvelle. Dans nos réunions, il n'était plus question de discussions oiseuses, de délibérations interminables, de motions type nègre-blanc, ou de votes plus ou moins laborieux.)

Le Parti, en son entier, tendu comme un arc, avait vraiment substitué l'acte au verbe.

Bien entendu, en application des directives arrêtées à Lyon, nous avons pris langue avec les mouvements de résistance d'inspiration gaulliste.)

Nos premiers rapports avec eux furent assez difficiles. Un grand nombre de leurs adhérents, dont la culture politique était évidemment sommaire, croyaient que les Partis politiques, déconsidérés dans l'opinion, par la lâcheté de leur attitude à Vichy, ne survivraient pas à la chute de Pétain.)

De très bonne foi, ces braves gens méconnaissaient la force de la tradition démocratique qui animait le peuple de France, résolument et profondément attaché à la République.)

La défaite avait, certes, pour un temps aboli son sens critique, paralysé son habituelle clarté d'esprit, mais il s'était finalement ressaisi et il avait pris une conscience aiguë des causes réelles de nos revers.)

unes
Les ~~uns~~ tenaient assurément à des défauts certains de nos institutions politiques, mais d'autres, et les plus nombreuses, étaient le fait de la défaillance de quelques individus que nous avions rejetés loin de nous.

Nos propagandistes surent intelligemment faire comprendre ces notions élémentaires aux organisations et aux résistants qui se voulaient a - politiques. Leur tâche, je me hâte de le dire, fut grandement facilitée grâce à la souple intelligence d'un grand nombre d'animateurs gaullistes de la première heure qui, bien avant leurs troupes, prirent nettement conscience de la psychologie des masses françaises.

Mais c'est surtout après mon départ pour Londres, en mai 1942, que put enfin s'établir une fusion de plus en plus étroite, parmi les divers éléments de la résistance.

Dans la Zone-Nord, s'unirent ainsi, pour un même combat et un même idéal, des syndicalistes chrétiens et des syndicalistes socialistes. Ils y furent poussés et aidés par la foi agissante de Louis Saillant, de Charles Laurent, de Ribière, de Texier, d'Augustin Laurent et de bien d'autres encore dont je m'excuse de ne pouvoir citer tous les noms.

Dans la Zone-Sud, un effort semblable de rassemblement et d'union était poursuivi par des hommes tels que Daniel Mayer, André Philip, Cavallès, Eugène Thomas, Froment, Lucien Hussel, Max Juvéval ou Louis Sénès.

Il me souvient de l'enthousiasme qui fut le nôtre, certain jour où Augustin Laurent nous apporta les résultats de l'admirable effort de nos vaillantes populations nordiques.

Lors de la déclaration de guerre, en 1939, la Fédération du Nord, qui fut toujours la plus puissante, de France, groupait environ 12.000 adhérents. Or, en 1941, malgré la défaite, malgré ses morts ou ses prisonniers, elle en totalisant encore 11.000, sous la direction de 22 chefs de secteurs! Avant la guerre également, nous avions conquis dans ce département 70 municipalités. Pétain en avait dissous une dizaine, mais il n'avait pas osé toucher à une conquantaine d'autres, de peur de susciter les réactions violentes d'une population frondeuse et toujours ardente à la bataille. J'en ai conscience, le tableau que je viens de dresser ne correspond qu'à l'époque où je résidais encore en France. Il a subi, après mon départ pour Londres, en 1942, de multiples transformations, car la Résistance a grandi et évolué normalement comme un véritable corps humain.

Mais ce n'est pas sans fierté que j'ai pu mesurer, plus tard, le développement de l'action dont, dès 1940, nous fûmes, Daniel Mayer et moi, les initiateurs.

Une lettre d'Eugène Thomas, que je reçus à Londres quelques mois après mon arrivée dans cette ville, m'en apporta la confirmation. Le bon grain semé par le petit noyau des laboureurs rassemblés à Nîmes avait magnifiquement germé. Les moissons d'annonçaient heureuses et à ce titre le prose de Thomas mérite d'être connue.

Je la livre sans commentaire aux patriotes qui me liront, car elle témoigne qu'après l'avoir peut-être un instant perdu le Socialisme avait vraiment retrouvé son âme!

Marseille, le 11 janvier 1943.

Bien cher Ami,

J'ai une occasion de t'envoyer un mot. A différentes reprises, j'ai pensé aller te voir, mais le voyage a toujours été remis.

J'ai lu tes lettres chez Manicacci, qui est véritablement un frère pour moi. J'ai mangé chez lui avec ta femme. Ca va. Je n'insiste pas. Nous vivons d'une vie dangereuse, exténuante souvent pour nous, mais véritablement prenante.

Ce que je veux te dire en quelques mots, c'est l'admirable travail effectué pour la reconstitution de notre cher Parti. Tu peux être content, l'oeuvre que tu as commencée te donnerait aujourd'hui satisfaction.

Je dois cela à nos amis, ils ont été charmants pour nous. Grâce à eux, j'ai pu tout rétablir.

La zone dite libre est partagée en onze régions: Marseille, Valence, Lyon, Montluçon, Clermont, Limoges, Périgueux, Agen, Toulouze, Pau, Montpellier. A la tête de chaque région se trouve un responsable politique commandant l'action dans les quelques départements de la Région. Pour cela, il a à sa disposition un permanent appointé par moi. Il lui sert d'agent de liaison et c'est cet agent qui prend chaque mois le Popu à Marseille et le porte dans les chefs-lieux

de ses départements. Toutes les fédérations sont rétablies. Je te donne de mémoire quelques chiffres: la Fédération des ^(Pyrénées Orientales) r.v.o. compte 3.758 membres, les Basses-Pyrénées: 650, etc. Ton département se porte aussi très bien.

Notre Popu, lui, tire à 10.000, mais il m'en faudrait 100.000 (je te laisse à deviner les difficultés et les risques du travail.)

Nous avons tenu un Congrès National avec les onze secrétaires régionaux.

Nous terminons la série de nos congrès régionaux; dans chaque chef-lieu, sous la présidence du secrétaire régional, se réunissent les secrétaires fédéraux des départements de la région. Le Congrès est présidé par un membre du Comité Directeur, Froment, Laurent ou moi.

Nous allons commencer la série des Congrès départementaux, réunion des secrétaires des grosses sections du département.

Bref, ça gaze. Nous sommes le seul Parti reconstitué.

Je viens de Paris. Je pense obtenir bientôt des moyens financiers et je vais aller passer une quinzaine là-bas pour tout dépanner.

Mais tu sais, si je n'avais pas rencontré les amis... Songe qu'il me faut 150 billets par mois pour l'appareil et le Popu. En Z.O. il va me falloir 150 billets.

Dis bien là-bas à nos amis que le Parti se porte admirablement. Mais dis-le aussi à ceux à qui les choses ne plaisent pas.

Je t'embrasse, mon cher vieux.

Eugène Thomas.

o o o

Me voici de retour à Istres.

J'y retrouve mes fidèles compagnons, sympathisants de la première heure qui, jamais, ne se laissèrent gagner par la lâche résignation de tant des nôtres.

Autheman, Bertoria^a, les frère Loubière, Jean Roche, ^{Tonie et} Louise^e Aymes viennent aux nouvelles. Ma demeure, assez isolée, est de plus éloignée du centre de la ville: nos amis peuvent y écouter en toute quiétude les émissions de la France Libre. Ils y sont assidus. Ce sont tous des gens simples. Ils vivent au milieu du peuple. Ils en font partie intégrante, et à travers leurs observations, leurs remarques, leurs colères même, je prends un contact direct et familier avec les sentiments profonds de nos populations.

Grâce aux mille propos qui montent à leurs lèvres, sans recherche et sans artifice, je mesure mieux le chemin parcouru par l'opinion, entre l'effondrement de Vichy et le redressement français qui s'affirme magnifiquement sous l'égide du général de Gaulle.

Nul, parmi mes chers compagnons n'ignore mes activités clandestines. Sans souci du danger que constitue pour eux la fréquentation du réprouvé que je suis devenu, ils accomplissent, avec célérité et discrétion, toutes les tâches que je leur confie.

Dans les semaines qui suivent ~~la~~ tenue de notre Congrès clandestin de Toulouse, ils rendront à notre cause les services les plus précieux en véhiculant à travers le département les nombreux messages destinés à nos C A S locaux.

En cette fin du mois de juin, si lourde d'évènements variés, une étonnante nouvelle qui nous parvient de Londres va transformer en véritable bourrasque le friselis d'espérance qui agitait nos coeurs.

Aux premières lueurs de l'aube, ce 21 juin 1941, Hitler, claironne la B B C , vient de commettre la seule faute qui pouvait

sceller son destin! De la Baltique à la Mer noire, il a pris l'offensive contre l'U R S S sur laquelle il escompte prendre sa revanche du piteux échec que lui inflige l'indomptable résistance anglaise. L'attaque allemande se développe sur un front de plusieurs milliers de kilomètres.

Appuyée par les forces de tous les ^{pays} fascistes d'Europe, la Roumanie, la Hongrie, l'Italie, l'Espagne, la Wehrmacht livre un assaut sauvage, et qu'elle prétend décisif, à la première patrie communiste du monde. La joie des Français, qui n'avaient pas perdu confiance dans l'avenir, déferle en houle ~~ix~~ à travers nos villes et campagnes.

Je vois accourir à Istres, à Marseille, à Aix, des délégations de camarades venus m'interroger et me demander mon opinion sur ce prodigieux évènement. La plupart d'entre eux savent qu'à la veille de la guerre, j'avais accompli un voyage fort instructif en Russie. J'en avais même rendu compte, en quelques réunions d'infor-

mation dans ma circonscription.

C'est donc tout naturellement que nos amis résistants se tournaient vers moi. Ils pensaient que je pourrais les munir d'arguments et de ripostes pour contrebattre les mensonges de la presse pétainiste, enfoncée plus que jamais dans l'hitlérophilie. la plus nauséuse.

Je m'efforce de rassurer ceux qui sont inquiets, de dissiper les appréhensions de ceux qui doutent. Ce n'est certes pas en quelques brèves journées vécues à Stalingrad ou à Moscou que l'on peut avoir la prétention de connaître une nation et de juger un peuple.

J'ai cependant rapporté de mon voyage en Russie des souvenirs singulièrement précis et vivants.

Si minces qu'ils soient, ils sont aux antipodes des opinions tranchantes de tel ou tel de nos stratèges jugeant méprisable la force de l'armée rouge.

J'avais eu, à Moscou même, de longs entretiens avec notre Ambassadeur, M. Coulondre, dont je connaissais bien le père, juge d'instruction au Tribunal de Marseille. En poste depuis déjà quelques années dans la capitale de l'U R S S, notre représentant diplomatique m'avait affirmé que celle-ci disposait d'une armée qui était loin d'être négligeable. "Le soldat russe, m'avait-il dit, est profondément attaché à sa patrie. Courageux, discipliné, rompu à la fatigue et aux privations, il était susceptible de constituer un instrument de combat redoutable, à la seule condition d'être bien commandé.

Il a, de plus, un puissant allié: le terrible froid

nordique qu'il est, le seul, en mesure de pouvoir supporter.)

La Russie, avait ajouté Coulondre, serait pour Hitler un morceau plutôt coriace, si le Fuhrer commettait un jour l'erreur de s'engager dans une guerre l'obligeant à lutter sur deux fronts à la fois. Cette crainte, on le sait, n'avait cessé de hanter la pensée de Bismark, le créateur de la Grande Allemagne.)

Il en avait coûté son empire, au dernier des Hohenzollern, pour l'avoir méprisée, lorsqu'en 1914, il avait déclenché la première guerre mondiale. Il était donc douteux, pensait notre Ambassadeur, qu'instruit par cette lamentable expérience, Hitler se laisse aller à commettre une semblable faute. "

Un an après mon séjour en Russie, l'évènement devait démentir ces prévisions cependant raisonnables et des milliers de Français de ~~réjouissaient~~ réjouissaient au fond de leur coeur, tant il leur paraissait impensable qu'un mauvais caporal autrichien puisse réussir, là, où un grand capitaine comme Napoléon avait échoué.

Je pense comme eux, je le dis et le répète à nos amis. J'ai la conviction que le fascisme paiera cher la guerre qu'il vient de déchaîner sur un peuple qui, tout au long de son histoire a su témoigner de son farouche courage dans la défense de ses foyers menacés.

Peu de jours après, je rencontre à Vichy quelques uns de mes anciens collègues qui, non sans nostalgie, hantent toujours les salons de l'hôtel Majestic. Ils sont unanimes à proclamer que la guerre vient de prendre un nouveau tournant dont le Reich

pourrait bien, un jour, faire les frais.

Léon Blum, que je vais visiter à Bourrassol, est, de son côté, plus confiant dans l'avenir. Je le trouve souriant, détendu, frémissant d'espoir.

Les hautes fonctions qu'il a remplies dans la République lui permettent de mieux juger de la capacité de résistance de l'immense Russie. Sa grande expérience, si rarement en défaut, l'incline à penser qu'un seul pays, si puissant soit-il, ne peut imposer sa loi au reste du monde. Comment le fascisme pourrait-il triompher, en effet, alors qu'il a contre lui l'Angleterre, appuyée de ses dominions, et l'U R S S qui dispose de ressources humaines illimitées? A quoi vient s'ajouter l'énorme potentiel industriel que les Etats-Unis d'Amérique mettent de plus en plus à la disposition de ces deux grands pays!

A l'Hôtel des Voyageurs, de Riom, où je retrouve dans la soirée bon nombre de Parlementaires résistants, Philippe Serre, Jacquinot, Le Troquer, Mazé, Mabrut, André Philip, ce sont les mêmes sentiments qui se dégagent d'une conversation qui devient rapidement générale. Peu après, c'est la même euphorie que je constate auprès de Marx Dormoy avec qui je passe une grande journée avant de regagner mon "Midi".

Marx éclate, il exulte littéralement de joie

Plus optimiste que ne l'est Léon Blum, et que moi-même, il croit que la défaite allemande et la fin de la guerre sont maintenant toutes proches de nous.

Il ébauche même des projets d'avenir et je l'entends encore me dire; tandis que son poing solide martelle la table:

- Crois-tu qu'ils vont avoir bonne mine, les Laval, les Déat, les Marquet?

Je m'efforce de modérer ces transports. Je rappelle à Marx les conseils de prudence que Léon Blum m'a chargé de lui transmettre. Plus que jamais il doit se garder, car à quels excès peuvent se porter les fanatiques qu'il a démasqués autrefois et qui doivent songer à se venger...avant qu'il ne soit trop tard.

Dormoy hausse les épaules et éclate d'un bon rire:
- Ne t'inquiète pas de moi, mon cher Félix, ^{ces} ~~des~~ Messieurs doivent avoir maintenant d'autres chats à fouetter!

Pauvre et malheureux ami, qui ne se doutait ~~pas~~ en rien des périls obscurs qui, au moment-même, où il parlait, cheminaient vers lui. Je ne devais plus, en effet, revoir vivant ce magnifique ^{luttteur} ~~bretteur~~. Insoucieux de sa sécurité personnelle, incapable de croire au mal, courageux jusqu'à la témérité, un trio ^{n'} gredins/allait point tarder à trancher le fil de cette existence. - -

Je n'ai jamais oublié la nuit, la nuit profonde, qui descendit sur nous tous, ses camarades, ses amis, ses frères de combat, lorsque nous en apprîmes la nouvelle. Il m'en souvient comme si l'horrible chose venait seulement de prendre corps devant mes yeux. Avec ma femme qu'accompagnaient deux de nos

courageuses résistantes d'Istres, Tonie et Louissette Aymès, nous sommes venus passer quelques journées dans la charmante station balnéaire de Sausset-les-Pins.

La ville est proche de Marseille et d'Aix, et ne m'éloigne point du centre de mes activités *clandestines*.

Cette fin du mois de juillet 1941 est, cette année-là, particulièrement torride.

Le sommeil me fuit et, levé tôt, je recherche un peu d'humide fraîcheur au bord de l'eau. Autour de moi, le village s'éveille et j'observe la renaissance de la vie qui accompagne la lente éclosion du jour.

Les cafés ont ouvert leurs portes les premiers. Debout, accoudés aux comptoirs métallisés, des groupes de pêcheurs boivent sans hâte leur café, bourrent leur pipe et gagnent ensuite leur barque avec ce balancement rythmé des hanches propre aux marins. Dès qu'ils sont en mer, les rues s'animent d'une vie nouvelle. Des ouvriers, des employés, des artisans se pressent vers le lieu habituel de leur travail. Des femmes, des enfants, des vieillards stationnent longuement aux abords des boutiques en quête de victuailles.

Tableau paisible et charmant dont les premiers rais de soleil burinent les détails comme le ferait le ciseau d'un sculpteur.

Je m'achemine vers l'hôtel qui nous héberge, pour fuir la chaleur qui dissipe la brume dont l'écharpe légère flotte au loin sur les flots.

Dès que j'ai poussé la porte, l'hôtelier, -un ami et un résistant- me fait signe de le suivre dans la minuscule pièce qui lui sert de bureau. Tandis que je m'apprête à l'écouter, je note dans ses traits je ne sais quelle contraction nerveuse. Quelques minutes s'écoulent dans un silence qui, par avance, m'émeut et m'opprime. Il se décide enfin à parler à voix basse, comme on en use dans une chambre mortuaire:

- Un grand malheur est arrivé, me dit-il, la Radio vient d'annoncer que notre ami Dormoy a été assassiné cette nuit même, à Montélimar!

Le silence prend à nouveau possession des lieux. Pendant de longs instants, je suis sans voix, éperdu d'angoisse et de douleur.

Je dois faire effort pour me reprendre, pour questionner:
- Comment la chose s'est-elle produite? Qui a osé ce forfait? A-t-on arrêté le meurtrier?

L'hôtelier hausse les épaules avec accablement, mais il ne sait rien de plus que ce qu'il vient de me dire. La Radio a seulement annoncé l'évènement, sans autre explication.

Reprenant mes esprits, je me précipite au-devant de ma femme et des amies qui sont à ses côtés. Nous sommes en larmes, écrasés de chagrin, nous efforçant ^{vainement} d'imaginer le déroulement de la tragédie qui vient d'emporter l'un des nôtres. En désespoir de cause, je pris Raymond Gernez, que j'alerte par téléphone, de partir sans délai pour Montélimar d'où il me rapportera les informations les plus complètes.

Le lendemain, ce vaillant compagnon est ^{auprès} ~~marx~~ de moi, mission remplie.

Une bombe à retardement a été placée sous l'oreiller de Marx dans la soirée du 25 juillet. Elle a fait explosion le lendemain, vers deux heures du matin, et a déchiqueté notre malheureux camarade.

La police a ouvert une enquête. Celle-ci n'a donné pour l'instant aucun résultat.

Mais Vichy s'est aussitôt manifesté. La soeur de notre martyr avait exprimé le souhait de ramener à Montluçon le corps de son frère pour qu'il y repose auprès de son père dont la mémoire est révérée par toute la population.

Ordre a été donné d'inhumer Marx Dormoy à Montélimar même. Sans percevoir l'odieuse de leur conduite, nos tristes gouvernants feront arrêter tous les télégrammes, toutes les lettres, tous les faire-part annonçant le jour et l'heure des obsèques. Et, au dernier instant, alors que celles-ci avaient été fixées à 10 heures du matin, la police nous avise qu'elles devront avoir lieu à 7 heures; qu'il ne devra se former aucun cortège, et qu'il ne sera toléré aucun discours, quel qu'il soit!

de haine, Malgré ce luxe de précautions et ce ~~insane~~ débordement nous fûmes cependant quelques uns ^à accompagner Marx Dormoy à sa dernière demeure.

Jeanne Dormoy et quelques Montluçonnais étaient là et autour d'eux, ceux des nôtres, que nous avions pu aviser: Edouard Froment, Lucien Hussel, Gernez, Thivrier, Rivière,

députés; Michelle Auriol, Béatrice Bretty, Renée Blum, Henri et René Ribière, le beau-frère de Marius Moutet, et quelques camarades de la Section Socialiste Locale, au total une trentaine de personnes à peine, parmi lesquelles une dizaine de policiers, notant soigneusement les noms et qualités des assistants.

Ce pauvre cortège se recueille pendant quelques minutes devant la fosse provisoire qui accueillit les restes mortels de Marx Dormoy.

L'hommage que nous lui rendîmes, silencieusement, en nos coeurs, était à la mesure du grand mort que nous pleurions.

Car nul de nous ne pouvait en douter: l'assassinat de Marx Dormoy était l'éclatant témoignage des services éminents qu'il avait rendus à la République, et des fureurs meurtrières que l'accomplissement de son devoir avait dressées contre lui!

Les événements qui allaient suivre ne devaient pas tarder à nous en apporter l'irrécusable confirmation.

CHAPITRE VIII

Tel était mon Ami DORMOY

Voici près de vingt ans que Dormoy nous a quittés et les évènements qui se sont insérés dans cette longue suite de ~~mois~~^{mois} ont été si importants et si graves que le Parti Socialiste semble en avoir oublié celui qui, avec tant d'autres, fut l'un de nos plus authentiques martyrs.

Je veux réparer cet oubli dont, bien souvent, j'ai ressenti l'amère injustice. Ainsi éloignerai-je de ma bouche ce goût de cendres qui accompagne si souvent ce qui fut clair foyer et flamme pure.

Secouons donc le rideau de silence qu'on a laissé tomber sur la vie du grand républicain que fut Dormoy et sur les fanatiques qui l'ont sauvagement assassiné.

Marx était né à Montluçon le 1er août 1888 et appartenait

à une famille qui avait conquis de haute lutte ses quartiers de noblesse socialiste.

Son père, Jean Dormoy, n'était qu'un modeste ouvrier métallurgiste. Intelligence vive et coeur généreux, il avait osé, l'un des premiers, venir écouter et applaudir une conférence donnée à Montluçon par cet apôtre du relèvement de la condition ouvrière que fut Jules Guesde.

Conquis par la rude éloquence de ce merveilleux propagandiste,, Jean Dormoy n'hésite pas. Il apporte son adhésion au Parti Socialiste et, dès ce moment, lui consacre chaque instant de sa vie.

C'est Jean Dormoy qui fondera, en 1880, le premier syndicat prolétarien de Montluçon.

Pourchassé par le patronat, poursuivi en justice et condamné, il organise, en 1883, une grande journée de protestation et de revendication ouvrière qui, en 1888, deviendra la fête du Premier-Mai, célébrée dorénavant chaque année par les peuples du monde entier.

Quand il meurt, en 1898, épuisé par un labeur écrasant, la population de Montluçon tout entière vient rendre ^{l'}hommage qui est dû à cet infatigable lutteur.

Hommage amplement mérité par l'homme qui avait enseigné à la classe ouvrière les vertus de la révolte et la puissance de l'organisation!

Ses deux enfants vont continuer son oeuvre: une fille, Jeanne Dormoy, qui enseignera les humbles, et Marx Dormoy qui s'attellera au sillon que la mort du père avait un instant interrompu.

« Bon sang ne peut mentir » dit un de nos vieux proverbes, et cela suffit à comprendre pourquoi, dès qu'il est sorti de l'enfance,

Marx se donne tout entier à l'action corporative et politique.

Les jeunes militants qui accourent à nous, aujourd'hui, ne peuvent imaginer ce qu'était, il y a cinquante ans, la vie d'un propagandiste du Parti.

Les meneurs, comme on les appelait, devaient avoir beaucoup de courage. Ils avaient une incessante et dure lutte à affronter contre l'hostilité, l'indifférence, la raillerie, la méchanceté humaines.

Après le labour harrassant de la journée, sans trêve ni repos, il fallait courir les réunions du Parti ou porter la contradiction à celles des adversaires.

De conférences en controverses, c'est cette vie ardente qui va absorber tous les instants de Marx.

Il y déploie l'activité, la ténacité, la bonne humeur nuancée d'ironie, qui sont la marque de sa forte personnalité.

Il ne se contente pas, du reste, de la parole, il écrit aussi dans le Combat Socialiste d'Ernest Montusés; il collabore à l'Encyclopédie Socialiste que dirige Compère-Morel; il est en relations suivies avec les vieux amis de son père: Jules Guesde, Paul et Laura Laforgue, ces deux enfants terribles du Parti!

A l'issue de la première guerre mondiale, à laquelle il a courageusement pris part, il figure dans la Liste Socialiste qui en 1919, s'opposera à celle du Bloc National, alors tout puissant.

Avec des camarades, il y recueille presque la moitié des votants: 37443 voix sur 89972 suffrages.

L'échec est plus qu'honorable et laisse présager de prochains succès. Et en effet, un mois après cette première bataille électorale, Marx est triomphalement élu Conseiller d'Arrondissement de Montluçon-Ouest.

La tragique scission de Tours en 1920, stimule son ardeur, décuple son activité. Pour recréer la vieille maison de JAURES, vidée de ses occupants, il parcourt les communes et les hameaux de l'Allier, regroupant les militants, réorganisant les sections, insufflant aux uns et aux autres la dévorante ardeur qui le possède.

Il n'oublie pas pour autant la lutte qui dresse le Parti contre l'insane Bloc National auquel il assène des coups chaque jour plus redoutables.

Son ardeur, sa combativité porteront leurs fruits, assurant quatre victoires socialistes aux élections de 1924. Si Marx n'est pas du nombre des vainqueurs, à ce moment, il prendra une éclatante revanche aux élections municipales du 3 mai 1925, qui vont faire de lui le Premier Magistrat de sa Cité Natale.

Mon bon ami Rougeron, Président du Conseil Général et aujourd'hui Sénateur de l'Allier a consacré une excellente plaquette à l'oeuvre municipale de celui qui fut son prédécesseur dans les fonctions qui sont les siennes.

En quelques lignes, finement ciselées, il fait revivre la belle figure de son compatriote et ami.

"Dormoy, écrit-il, possédait toutes les qualités de l'administrateur: initiative hardie et sagesse prévoyante, goût du beau, sens du possible, vues sur l'avenir, amour de la Cité qui lui faisait confiance.

"Il voudra faire pénétrer partout l'air, la lumière, le confort; la santé; de vieux ilôts sordides sont rasés; des rues s'ouvrent, des places sont aménagées, des jardins publics,

parés de fleurs et de verdure, voient le jour; des écoles modernes, claires et nettes poussent dans les différents quartiers. Pour les enfants, il crée colonies de vacances, écoles de plein air, maternités, consultations médicales, organisation médico-sportive.

"Pour la famille: les habitations à bon marché, des consultations prénatales; pour ceux qui souffrent; réorganisation des hôpitaux, pavillons pour tuberculeux, bloc chirurgical.

"Pour l'hygiène publique, le tout-à-l'égout, enfin un plan d'urbanisme si judicieusement conçu, qu'il suscitera l'admiration d'Herriot, lors d'un de ces brefs passages en Bourbonnais. En très peu d'années, conclut fort justement Rougeron, Marx-Dormoy a fait ses preuves, même pour ceux qui ne se contentent pas des apparences; il est désormais imbattable."

Il suffit d'énumérer la suite ininterrompue de ses succès pour se convaincre de la valeur et de la justesse de cette appréciation.

En 1928, Marx, depuis longtemps Conseiller Général, est nommé Rapporteur Général du budget de son Département. A la mort du regretté Paul Constans, député de l'Allier, il lui succède à la fois comme président du Conseil Général et comme député. Il sera élu, à cette fonction, au premier tour de scrutin de 1931, en devançant de loin ses deux concurrents communiste et radical.

Les élections législatives de 1932 consolident et accentuent son triomphe. Il est dès lors en pleine possession de ses moyens et sa notoriété lui confère un véritable ascendant sur les populations qu'il

représente. On s'en rendra compte le 12 février 1934, journée durant laquelle il groupe, autour de lui, dans la seule ville de Montluçon, plus de 15.000 républicains décidés à la lutte contre le fascisme larvé qui vient de s'installer provisoirement à l'Elysée, sous les espèces de Gaston Doumergue.

Quelques mois plus tard, il est appelé à présider la première manifestation qui suit la conclusion du Pacte d'Unité d'Action signé entre Socialistes, Radicaux et Communistes. Léon Blum ^{et} Jacques Duclos s'y font entendre, dans un magnifique concert d'acclamations populaires.

Les élections de 1936 allaient permettre à Léon Blum de faire de lui, d'abord un ^{sous}-secrétaire d'Etat à la Présidence du Conseil, et ensuite, après la mort tragique de Roger Salengro, un ministre de l'Intérieur.

Marx Dormoy y déploie toutes les ressources de son intelligence.

Il a le goût de l'autorité, le sens de l'Etat, un talent réel de négociateur et - chose plus rare - un courage civique qu'aucun obstacle ne saurait arrêter.

Le pays pourra, au reste, en juger, le 23 novembre 1937, lorsqu'il apprend, par un communiqué spécial de son nouveau Ministre de l'Intérieur, qu'un véritable complot contre les institutions républicaines vient d'être découvert.

Marx Dormoy s'engagera à fond dans cette bataille contre les factieux qu'il va traquer avec une farouche énergie. Il suscitera ainsi contre sa personne des haines inexpiables: le forfait de Montélimar n'a pas d'autre cause. Léon Blum - hélas - ne s'y était pas trompé.

Qu'était donc au juste le complot dénoncé par Marx Dormoy dans son communiqué Spécial ?

Ni plus ni moins que celui de la Cagoule dont on a beaucoup parlé, mais sur lequel ce qui est convenu d'appeler la Grande Presse s'est soigneusement gardée d'épiloguer.

Je n'ai dû d'en connaître, moi-même, que grâce aux confidences que me fit à différentes reprises Marx Dormoy lorsque je lui faisais visite à Montélimar.

Notre camarade avait conservé sur cette organisation obscure, compliquée et rocambolesque à souhait, une documentation fort complète, qui seule permettait d'en saisir les tenants et les aboutissants.

A l'origine les Cagoulards que Maurice Pujo s'efforcera de ridiculiser sous cette dénomination, sont presque tous des transfuges de l'Action Française, ou ce qui resté des trublions constituant, avant leur dissolution, les Groupes de Croix de Feu ou ^{du} ~~de~~ Francisme.

Le créateur de l'organisation nouvelle est un certain Eugène Deloncle qui, le 18 mai 1936, après la victoire du Front Populaire, déclare à la Préfecture de la Seine, qu'il vient de fonder le Parti National Révolutionnaire et Social (P.N.R.S.).

Le but assigné à ce parti ne peut manquer de susciter l'intérêt de toutes les cervelles creuses qui adorent les complots et qui ne demandent qu'à se camper en sauveurs de l'ordre ^{établi}, menacé par la subversion communiste.

Deloncle ne se paie pas de mots: ce n'est point un "révolutionnaire de la phrase" et s'il entend opposer l'idée à l'idée, il veut davantage encore, et surtout, opposer l'action à l'action.

C'est dans ce but qu'à l'intérieur de l'organisation légale qu'il a mise sur pied, il institue un Comité Secret d'Action Révolution-

naire: le C.S.A.R., qui va s'entourer de tout l'appareil rituel des organisations occultes: prestation de serment sur un drapeau tricolore; fidélité jurée à peine de mort; obéissance absolue aux ordres des chefs; utilisation de pseudonymes et de mots de passe; transmission de messages chiffrés. Il y a là de quoi séduire aventuriers et têtes brûlées. Le succès de l'entreprise témoigne que Deloncle est fin psychologue. Il a bientôt auprès de lui une troupe nombreuse mais disparate. Cette cohue demande à être organisée. Elle le sera en prenant modèle sur l'armée et c'est ainsi que sont créés, à l'instar de celle-ci, quatre bureaux centralisateurs.

Le premier bureau est chargé de la direction. Il a évidemment un chef, Eugène Deloncle, dit Marie.

Le deuxième bureau, sous la direction du Docteur Félix Martin s'occupe des renseignements.

Le troisième bureau concerne le secteur opération et instruction. Il a à sa tête Georges Cachier.

Le quatrième bureau dirige les opérations de transport de matériel et de ravitaillement. Il est sous les ordres de Jean Moreau, dit de la Meuse.

Cette organisation est complétée par un certain nombre de brigades. Un sieur Corréze, dit la Bûche, responsable pour l'armement, assurait les liaisons avec les quatrième, cinquième et sixième brigades. Un certain Doudeville-Maillefeu, secrétaire du général Duseigneur, opiomane notoire s'il en fut, tenait la liaison avec les première, deuxième et troisième brigades.

Tout ce curieux monde de comploteurs et de fascistes était réparti en cellules légères comportant un chef, un chef-adjoint et une douzaine

d'hommes; en cellules lourdes, avec chef, chef-adjoint et seize hommes; et en unités, rassemblant trois cellules, dont chacune disposait d'un agent de liaison.

L'ensemble se complétait par des bataillons, des régiments, des brigades et des divisions, parfaitement équipées et dotées d'un armement abondant et moderne.

Dormoy évaluait l'ensemble de cette armée occulte à environ douze mille hommes, placés sous le commandement de Deloncle, secondé par le général Duseigneur et assisté d'un Comité Directeur, où figurait notamment Henri, le frère de Deloncle, ayant à ses côtés les nommés Filiol et Corrèze dit La Bûche.

Comme je m'étonnais qu'on ait pu pourvoir à l'armement nécessaire à une organisation d'une telle ampleur, Marx Dormoy étala devant moi tout un dossier contenant la nomenclature des dépôts découverts par la police et des armes saisies par elle.

Il y avait là un invraisemblable, mais véritable arsenal, constitué par des fusils-mitrailleurs Schmeisser, des carabines Beretta, des sachets de dynamite et de cheddite, des détonateurs à fulminate, des revolvers Walter munis de silencieux, des caisses de grenade, des mitrailleuses Hotchkiss, des fusils de guerre et des pistolets allemands, marque Mauser; des centaines de milliers de cartouches dont un certain nombre étaient des cartouches aveuglantes.

Dans quelques uns des dépôts visités, les enquêteurs découvrirent des centaines d'équipements aussi variés qu'imprévus. Casques métalliques; musettes en toile; serre-tête; projecteurs à main pour signalisation

voisinaient avec des tenues militaires, des képis et des bâtons blancs de gardiens de la paix de Paris, sans compter des brancards pour le transport des blessés.

Une maison forestière à Echouboulains avait été convertie en lieu de rendez-vous et servait également aux Cagouleurs d'atelier de chargement de grenades.

Il y avait là, on le conçoit, de quoi me surprendre, car un tel amoncellement d'armes et de matériel postulait des ressources financières considérables.

Celles-ci, m'expliqua Marx, n'ont jamais fait défaut à la Cagoule, subventionnée en sous-main par une bourgeoisie apeurée par les progrès communistes, et par d'importantes organisations patronales, qui pensaient contracter ainsi une sorte d'assurance, en vue de la conservation de leurs capitaux et de leurs privilèges.

La peur des bien-pensants, si ridicule et si absurde qu'elle soit, avait suffi pour délier les cordons de nombreuses bourses bien garnies.

Il convient d'ajouter à la décharge de la plupart des argentiers de la Cagoule que, s'ils ne soupçonnaient aucunement les activités occultes de celle-ci, ils ignoraient bien davantage encore le redoutable personnage qui en était l'animateur. La documentation saisie dans le bureau de Deloncle, 78 rue de Provence à Paris, ne laisse aucun doute sur les préparatifs de guerre civile que l'homme avait minutieusement mis au point.

Marx, qui en avait apporté l'essentiel à Montélimar, avait fait ainsi défiler devant mes yeux quelques copies des pièces accablantes sur lesquelles la police avait mis la main.

Besogne de conspirateurs rompus à toutes les ficelles du métier:

c'est ce qui résultait à l'évidence des documents que j'eus loisir de compulsier.

Ils contenaient, entre autres, une liste d'otages à arrêter avec leur nom et adresse et plan de leur habitation. Une carte soigneusement dressée et mise à jour situait l'emplacement de l'armature technique qui commande la vie d'une collectivité: centrales électriques; usines à gaz; canalisations d'eau; centraux téléphoniques et télégraphiques; casernes de la Garde Républicaine; plan détaillé de tous les ministères et du Gouvernement Militaire de Paris.

Des notes claires et précises indiquaient les possibilités d'accès par les égouts à l'Elysée et aux principaux ministères; elles contenaient également les instructions utiles pour bloquer les voies ferrées et paralyser les gares de Paris; pour occuper et utiliser les postes officiels de T.S.F.

A mesure que Marx Dormoy démontait devant moi l'agencement complexe de cette puissante machine de guerre civile, je comprenais mieux que je ne l'avais fait jusqu'alors l'incroyable succession d'attentats, d'exécutions et de crimes sur lesquels la lumière n'avait pu être faite complètement.

C'était la Cagoule qui avait fait assassiner, dans un bois des environs de Paris, en septembre 1936 Jean Baptiste, trafiquant d'armes, qui avait escroqué ses bailleurs de fonds. C'est la Cagoule qui, le 8 février 1937, avait ordonné l'exécution d'un autre affilié infidèle dénommé Juif, dont on trouva le cadavre à Cesio (Italie).

C'est encore la Cagoule qui, le 10 juin 1937, à Juvigny, dans l'Orne, fit cribler de coups de poignard les frères Carlo et Sabatino Rosselli, sujets italiens, coupables d'avoir édité à Paris un journal antifasciste italien : *Justizia e Liberta*.

C'est toujours la Cagoule qui, le 24 janvier 1937, fait larder de coups de baïonnette le malheureux Navachine, sous le prétexte d'éliminer un espion bolchevick, mais en réalité parce qu'il avait percé le secret du financement du C.S.A.R.

C'est encore et toujours la Cagoule qui, dans une action contre-terroriste qu'elle tentera d'imputer au parti communiste, fera sauter à Paris les immeubles de l'Etoile, siège de la Confédération du Patronat et du Groupe des Usines Métallurgiques.

Série hallucinante de crimes que la Justice, sous l'énergique impulsion de Marx Dormoy, s'efforcera d'élucider et qui aboutira, après deux années d'informations particulièrement ardues, à une ordonnance de renvoi en Cour d'Assises. Celle-ci ne visait pas moins de 71 inculpés, parmi lesquels une vingtaine seulement avaient été placés sous mandat de dépôt.

Lorsque la guerre d'Hitler se déclenche, en 1939, la Cagoule agonise sous les coups que lui ont portés successivement d'abord Dormoy et ensuite Georges Mandel. L'organisation criminelle était en passe d'être décapitée... L'agression hitlérienne allait malheureusement en ressusciter les pires éléments.

Au lendemain de la mobilisation, certaines autorités militaires qui n'avaient point caché les sympathies que leur inspirait le C.S.A.R. demandent, en effet, et obtiennent la mise en liberté provisoire

des principaux Cagoularis détenus.

Quelques uns d'entre eux sont même investis de fonctions officielles, tel Deloncle promu ingénieur du Génie Maritime dès que s'ouvrent les portes de sa prison.

L'armistice et la nomination de Pétain comme chef de l'Etat vont porter aux entours du Pouvoir, sinon tous les dirigeants, du moins les idées-forces de la Cagoule.

Alibert, dans certaines de ses conversations, ne faisait pas mystère de son appartenance à la Cagoule. Dans une liste d'adhérents à l'organisation, découverte chez un nommé Corre, il figure au deuxième rang, sous le numéro matricule 231, avec l'indication de son domicile: 215 bd Saint-Germain, à Paris.

Y figurait également Darnand, Joseph, domicilié 24 rue de l'Escarène, à Nice, dont on connaît la triste carrière sous Vichy et qui paya de sa mort en octobre 1945 les crimes dont il fut l'inspirateur et l'ordonnateur.

Telle fut l'activité démentielle que Marx Dormoy avait démasquée et qui, en liaison avec le fascisme italien et allemand nourrissait l'espoir d'étrangler la République.

« Les coupables, avait proclamé ^M Marx dans son Communiqué du 24 novembre 1937, seront châtiés. »

Et il avait ajouté: "Le Gouvernement mettra tout en oeuvre pour réduire l'action criminelle dirigée contre la République. Il en donne l'assurance à la démocratie française".

En apportant son paraphe à ce Communiqué, il ne se doutait pas qu'il venait de signer son arrêt de mort et que, quatre ans après, la Cagoule prendrait sur lui la plus sauvage des revanches!

CHAPITRE IX

La Revanche de la Cagoule

Dans le train qui me ramène à Bourrassol, je songe longuement à l'ami disparu, aux confidences qui éclairent - pour moi qui sais - les dessous possibles de l'attentat dont il vient d'être la pitoyable victime.

J'ai sous les yeux l'un des derniers numéros du Pilori (celui du 31 juillet 1941) dont le directeur politique, un certain Robert Pierret, n'a pas craint de faire l'apologie de l'odieux assassinat de Montélimar.)

Le fiel et le sang ^{nt}suivent à chaque ligne de cet article abominable.

Triste époque que celle où les chiens du fanatisme peuvent donner à pleine voix et où se réveillent les bêtes immondes qui, prudemment,

peu moins de Révolution Nationale, et faites-la avec toute l'implacable rigueur qui s'impose."

Et ce flot bourbeux s'intitule: Et d'un! A qui le tour? Du plomb dans la tête!!

Quand Léon Blum en a fini de sa lecture, sans qu'un muscle de son visage trahisse son dégoût, mille questions se pressent sur ses lèvres. Il veut tout connaître du détail des dernières heures que j'ai passées à Montélimar. Il me demande ce qu'on pense de l'attentat, dans nos milieux et aussi dans l'opinion. Il m'interroge longuement sur les conditions dans lesquelles se sont déroulées les obsèques de Dormoy.

L'émotion des camarades du Parti n'a pas besoin d'être longuement commentée par moi: elle est intense, ainsi que leur colère.

Par contre, peu de commentaires dans la population; Vichy a réduit au minimum les informations à l'usage de la presse.

Léon Blum, de son côté, a pu avoir de larges échos de la manifestation populaire qui s'est spontanément organisée à Montluçon, le dimanche qui a suivi les obsèques de Dormoy.

Un ^{grand} portrait de notre malheureux ami avait été placé, par des mains pieuses, sur la tombe de son père.

Durant toute la journée, ce fut un incessant défilé de tous ceux qui avaient connu et aimé le Premier Magistrat de leur Cité.

Femmes, enfants, vieillards, adultes, qui durant tant d'années accouraient auprès de lui comme auprès d'un grand frère aussi accueillant qu'affectueux, fleurirent magnifiquement la tombe.

La masse des humbles dont il fut sans cesse le vigilant protec-

teur, avaient ainsi traduit, de façon touchante, l'indignation qui emplissait son coeur et la pure affection qu'elle avait vouée à celui qui avait été son bienfaiteur.

Comme nous échangeions, Blum et moi, nos impressions sur les auteurs possibles de l'attentat, mon maître et ami me rappela les craintes qui n'avaient cessé de l'obséder.

- "Croyez-moi, me dit-il, le crime est signé. Il m'étonnerait beaucoup que la Cagoule y soit étrangère. Elle est aujourd'hui aux environs du Pouvoir. Le moment a été bien choisi par elle pour se venger de celui qui l'a démasquée et livrée à la Justice! "

Curieuse prescience: le hasard devait permettre, peu après, d'en vérifier l'étonnante exactitude. Et grâce à lui, la police allait pouvoir percer le mystère qui avait jusqu'alors déjoué les recherches les plus minutieuses.

Dans la nuit du 14 au 15 août, en effet, une violente explosion s'était produite à Nice, dans le square Albert 1er, face à l'hôtel Ruhl. Une bombe de forte puissance avait éclaté et déchiqueté trois individus assis sur l'un des bancs de ce jardin public.

Les trois victimes furent assez rapidement identifiées: il s'agissait de trois agitateurs d'extrême-droite, les nommés Lucien Guyon, Maurice Vaillant et Eugène Marbach.

Un rapprochement s'imposait: l'attentat de Montélimar avait été un attentat à la bombe. Il était donc possible qu'il y eût un lien entre l'explosion de Nice, et celle dont le Relais de l'Empereur avait été le théâtre. L'hypothèse devait se vérifier exacte, ainsi que

l'apprit à la police une perquisition opérée au domicile d'Eugène Marbach.

Militant d'Action Française, puis du Parti Populaire Français de Doriot, l'homme était l'un des lieutenants du fameux Simon Sabiani de Marseille. Ses liaisons avec des Cagoularés notoires purent être rapidement décelées grâce à des carnets de notes, fort bien tenus, contenant toutes précisions utiles. La police parvint de cette façon à arrêter les meurtriers de Marx Dormoy, ^{les} nommés Yves Moynier, Roger Mouraille et Annie Mouraille. Je n'allais pas tarder à faire ample connaissance avec ces ^{trois} ~~trois~~ tueurs détenus à la prison de Valence; et voici dans quelles conditions.

J'avais lié amitié avec la soeur de Dormoy, lors des obsèques de celui-ci. Après son retour à Montluçon, nous étions restés en relations épistolaires, car un même sentiment avait fait de nous des amis; le désir de livrer à la Justice celui ou ceux qui avaient lâchement assassiné le pauvre Marx.

C'est pourquoi, dès l'arrestation des auteurs de l'attentat, Jeanne Dormoy me supplia d'accepter de suivre l'instruction et de la représenter au banc de la Partie Civile. Elle redoutait, en effet, les lenteurs, plus ou moins dirigées, de la justice de Vichy et n'ignorait rien des complicités occultes qui s'efforceraient d'en entraver le cours. Il pouvait être utile, dans ces conditions, de participer à l'instruction, aussi bien pour en orienter la marche, que pour en hâter les diverses phases.

Nous en discutâmes avec Léon Blum, acquis par avance à cette idée, mais qui en redoutait pour moi, les conséquences possibles.

- "C'est une nouvelle et lourde responsabilité que vous allez affronter,

me dit-il. Vous agrandissez la cible que vous êtes devenu pour tous nos ennemis. Je redoute pour vous cette accumulation de charges et de périls."

"Si j'eusse hésité, répondis-je, ce que vous venez de me dire aurait suffi à me décider. Pour la mémoire de Dormoy, pour nos camarades du Parti, pour tous ceux qui croient encore aux fausses vertus de ce régime, il importe d'arracher le masque d'hypocrisie qui dissimule la hideur de la Révolution Nationale."

Et, le jour-même, j'acceptai la mission que l'amitié de Jeanne Dormoy m'avait prié de remplir.

Elle devait me permettre d'entrer de plein-pied dans l'horrible machination qui avait abouti à la mort de son frère.

Bien entendu, Léon Blum m'avait demandé de le tenir au courant de l'instruction, ce que je fis régulièrement.

Je retrouve dans mes dossiers une courte note de lui qui témoigne à quel point il s'intéressait à cette malheureuse affaire.

Soucieux de faire éclater au grand jour la responsabilité du gouvernement de Vichy, qui avait négligé d'assurer la sécurité d'un homme qu'il savait cependant menacé, Léon Blum avait songé, avant que ne vienne le procès au pénal, à faire admettre par le Conseil d'Etat le principe d'une faute lourde de nos provisoires dirigeants. Cette note mérite d'être ~~reproduite~~ reproduite, car elle porte éclatant témoignage de l'admirable sérénité de ce grand esprit qui savait oublier ses lourds soucis personnels, pour penser à ceux des autres.

"NOTE POUR FELIX GOUIN.

"Il n'existait, avant l'Acte Constitutionnel n° 7 aucune procédure permettant d'engager la responsabilité pénale d'un ministre ou d'un fonctionnaire public pour une faute administrative, même lourde.

"Les Tribunaux n'étaient compétents que dans le cas d'une faute ayant le caractère d'une faute personnelle (c'est-à-dire, suivant la jurisprudence du Tribunal des Conflits, se détachant de l'exécution du Service Public.)

"Le seul recours laissé aux particuliers était donc le recours fondé sur la responsabilité du Service Public en faute.

"Cette responsabilité quasi-délictuelle du Service Public est une création jurisprudentielle, ou plutôt, prétorienne du Conseil d'Etat. Elle a depuis longtemps un caractère tout à fait incontesté.

"Ces recours sont des recours de plein contentieux. Le ministère d'un Avocat au Conseil d'Etat est donc nécessaire. Le délai est le délai de Droit commun pour les actions civiles et non le délai très court de Recours pour excès de Pouvoir.

"Comme, à la base de la procédure, doit se trouver un acte administratif déféré au Conseil d'Etat, le Ministre compétent doit d'abord être saisi de la demande en indemnité (comme l'est, par exemple, un Conseil Municipal par un Secrétaire de Mairie qui se prétend révoqué à tort.) On peut exiger un

récépissé de la demande (loi de juillet 1900, je crois bien) et l'on défère au Conseil d'Etat, soit la décision explicite de rejet, soit la décision implicite résultat d'un silence de plus de quatre mois comptés de la délivrance du récépissé.

"Voilà mes souvenirs: On peut se demander si depuis l'Acte Constitutionnel n° 7 ce recours pour réparation de la faute du Service Public ne peut pas se heurter à des fins de non-recevoir du type ^{WMO} une via electa. La question n'est certainement pas tranchée par la jurisprudence, et pour cause. Mais la négative ne fait aucun doute pour moi. L'Acte n° 7 crée une juridiction de caractère disciplinaire que l'intéressé ne peut mettre directement en mouvement. D'autre part, l'Acte n° 7 est d'ordre pénal, alors que la compétence du Conseil d'Etat est d'ordre quasi-délictuel, donc civile et concerne la collectivité d'un Service Public.

"Il est possible que cette note ne ^{doit} plus tout à fait au point.

Si vous demandiez à Barthélemy?"

Bien entendu, Barthélemy, que je fis toucher par l'un de ses amis, fit la sourde oreille.

C'est pourquoi Léon Blum et moi fûmes d'accord pour mettre à l'épreuve la sincérité du nouveau régime par le biais du fameux Acte Constitutionnel n° 7. On en connaît le principe, exorbitant aussi bien du droit coutumier français que du droit commun, puisque cet Acte faisait du Maréchal Pétain le juge unique et sans recours des responsabilités

pouvant être encourues par l'un de ses ministres. A cet égard, on peut affirmer que l'assassinat de Marx Dormoy ne se fût certainement pas produit si le Ministre de l'Intérieur qui l'avait fait placer en résidence forcée à Montélimar avait eu souci de sa sécurité.)

Or, aussi bien dans la préparation que dans l'exécution de l'attentat, tout démontrait la carence totale de l'autorité.)

Mauvais vouloir, impéritie ou négligence: peu importait la qualification d'une aussi grave désinvolture.)

La réalité témoignait, à elle seule, des responsabilités encourues.

Un régime qui se prévalait d'avoir mis un point final aux déficiences reprochées par lui, à celui qui l'avait précédé avait donc un impérieux devoir: faire bonne et prompte justice des fautes de ses commettants, si haut placés qu'ils fussent! L'Acte Constitutionnel n° 7 avait été promulgué, au dire des^{des} auteurs, dans ces buts exclusifs.)

C'est donc fort légitimement qu'après y avoir mûtement réfléchi Léon Blum et moi décidâmes d'en appeler au Maréchal qui, seul, avait pouvoir d'en assurer l'application.)

La lettre que nous rédigeâmes était, certes, sobre de détails, mais elle était cependant suffisamment explicite, s'agissant d'un crime particulièrement odieux, pour retenir l'attention de Pétain. La copie qui suit témoigne que dans un premier temps ce que je désirais obtenir c'était la possibilité d'expliquer oralement au Chef de l'Etat les circonstances qui, à mon sens, engageaient la responsabilité d'un de ses suppôts.

Voici donc ce que je lui avais écrit.

"Marseille, le 8 août 1941 .

Monsieur le Maréchal Pétain,
Chef de l'Etat Français
Vichy (Allier).

"Monsieur le Maréchal,

"Chargé par Mlle Jeanne Dormoy de défendre ses intérêts
et la mémoire de son frère lâchement assassiné à Montélimar,
j'ai l'honneur de solliciter de votre bienveillance une audience
particulière au cours de laquelle je me propose de vous remettre
une supplique ^{Cou} sachant cette affaire, supplique que je désire
vous apporter personnellement.

"Je me tiendrai, Monsieur le Maréchal, à votre disposition,
pour les jour, lieu et heure, que vous voudrez bien me fixer.

"Dans cette attente, et avec mes remerciements anticipés,
je vous prie de croire, Monsieur le Maréchal, à l'assurance de
mes civilités.

Signé: Félix Guin."

Six jours après, j'étais en possession de la ^{réponse} réponse suivante:

...

"Le Maréchal Pétain
Chef de l'Etat

Vichy, le 14 août 1941.

Secrétariat Général

"Monsieur,

"par lettre du 8 de ce mois, vous avez demandé au Chef de l'Etat de vous accorder quelques instants d'entretien.

"Le Maréchal Pétain souhaiterait pouvoir vous recevoir; mais il est si pris par les multiples devoirs de sa charge et les négociations en cours qu'il n'en voit pas la possibilité, et il vous en exprime ses regrets.

"D'autre part, la Justice étant saisie de l'affaire que vous désiriez exposer au Chef de l'Etat, il vous appartient de vous adresser directement au Garde des Sceaux, Ministre, Secrétaire d'Etat à la Justice.

"Veuillez agréer, Monsieur, l'assurance de ma considération.

Le Général d'Armée, Secrétaire
général du Chef de l'Etat,
Président du Conseil,

p.p. Le Chef du Cabinet Militaire
(signé illisible)

Une seule voie nous restait donc ouverte: saisir le Maréchal d'une requête en bonne et due forme, dans l'espoir qu'elle pourrait aboutir à une enquête, suivie, pensions-nous, de sanctions appropriées.)

Cette lettre, dont nous discutâmes longuement les termes, fut adressée à Vichy le 18 août 1941, sous pli recommandé.)

J'en avais fait tirer un assez grand nombre d'exemplaires que je mis ultérieurement en circulation, lorsqu'il fut avéré que la justice du Maréchal ne prenait aucun intérêt à la Justice.)

En voici, pour l'édification de mes lecteurs, la reproduction:

"Marseille, le 18 août 1941

"Monsieur le Maréchal,

"Mlle Jeanne Dormoy m'a chargé de ses intérêts et j'ai accepté d'être son avocat à la suite de l'abominable attentat dont son frère, ancien ministre de l'Intérieur vient d'être victime.

"Si je me permets, en son nom, de vous adresser à ce sujet la présente supplique, c'est qu'il apparaît que la responsabilité personnelle de votre Secrétaire d'Etat à l'Intérieur est gravement engagée en la circonstance.

"En voici, du reste, la brève démonstration que je sou mets à votre haute impartialité:

"Lorsque M. Marx Dormoy a été libéré de la prison de Vals-les-

Bains et placé sous le régime de la Résidence Forcée, il avait la ferme intention de solliciter son retour parmi les siens, à Montluçon.

"C'est, en effet, dans cette ville, cela tombe sous le sens, que M. Marx Dormoy aurait pu, au mieux, assurer sa sécurité personnelle. Or, on ne lui a permis de choisir pour y séjourner aucune des villes du Département qu'il a représenté, soit à la Chambre, soit au Sénat, durant de longues années.

"S'inclinant par force devant cette décision, il a alors soumis au choix du Secrétaire d'Etat à l'Intérieur un certain nombre de résidences possibles: Marseille, Lyon, Toulouse, Clermont-Ferrand, Montpellier, Aix-en-Provence, en vain, d'ailleurs puisque toutes ces demandes ont été successivement rejetées.

"C'est donc, en définitive, par ordre impératif ministériel qu'on lui a assigné comme résidence la ville de Montélimar.

"Cet ordre impératif devait nécessairement comporter une série de précautions élémentaires rentrant dans les obligations et attributions du Secrétaire d'Etat à l'Intérieur.

"Nous affirmons avec force que ces précautions n'ont jamais été prises et que tout s'est passé comme si jamais on n'avait pensé qu'elles dussent être mises en action.

"C'est un fait, en effet, que la police sous les ordres de M. le Secrétaire d'Etat à l'Intérieur, s'est uniquement occupée des faits et gestes de M. Marx Dormoy, sans jamais s'inquiéter

de veiller à sa sécurité personnelle.

"Certes, on ne manquait pas d'enquêter sur les lettres, correspondances ou visites amicales que l'ancien Ministre de l'Intérieur pouvait recevoir, mais on n'a jamais songé à assurer un service de garde à l'hôtel du Relais de l'Empereur, pas plus qu'on n'a pensé à organiser un service de surveillance sur le mouvement des voyageurs fréquentant l'hôtel.

"Le Secrétaire d'Etat à l'Intérieur ne pouvait ignorer cependant les menaces de mort nombreuses et répétées que, depuis une année, et malgré la censure officielle, certaine presse laissait chaque jour imprimer, aussi bien contre M. Marx Dormoy que contre MM. Léon Blum, Daladier, Paul-Reynaud, Georges Mandel ou Vincent Auriol. Il les ignorait si peu que tout le monde en France sait que des mesures de sécurité exceptionnelles ont été prises, bien avant l'attentat de Montélimar, aussi bien à Bourrassol qu'à Vals-Les Bains.

"Il est extraordinaire, dans ces conditions, que l'on n'ait pas songé à prendre des mesures identiques à l'égard de tous les hommes politiques que l'Administration a placés sous le régime de la résidence forcée.

"Rien d'étonnant, ceci connu, si, profitant de la lourde carence de l'Administration, les lâches assassins de Montélimar ont pu, en toute quiétude, concevoir, préparer et réussir leur abominable forfait.

"Tous ces faits précis et indiscutables, dans un régime qui postule la Responsabilité, doivent nécessairement comporter

des sanctions.

"Ces sanctions, c'est vous-même, Monsieur le Maréchal, qui en avez conçu le principe et organisé l'application, en édictant l'Acte Constitutionnel n° 7, qui vous donne tous pouvoirs de les faire jouer.

"Mlle Jeanne Dormoy, dont je suis l'avocat, vient donc vous demander solennellement, au nom de la mémoire de son malheureux frère, de faire vérifier toutes ces allégations et si, comme nous le pensons, elles sont fondées, vous prie fermement, et respectueusement de mettre en application l'Acte Constitutionnel n° 7 contre qui il appartiendra.

"Confiant en votre esprit d'équité, et dans l'espoir que justice sera faite, j'ai l'honneur, Monsieur le Maréchal, de vous prier de croire, à l'assurance de mes civilités."

J'attendis vainement: le silence du Maréchal était un aveu. Nos amis de la Résistance eurent beau jeu à dénoncer les vertus imaginaires dont essayait de se parer la Révolution Nationale.

Ils n'allaient pas tarder à apprendre, sinon les complicités, du moins les louches complaisances dont elle entourait la Cagoule, dont certains affidés, et non des moindres, occupaient à Vichy des situations aussi officielles ^{que} ~~et~~ grassement rémunérées.

• • • •
• • • •

Quand la tempête souffle sur le corps social, les remous qu'elle déchaîne font toujours remonter à la surface une large traînée d'écume: c'est ce flot fangeux qui charrie tantôt des exaltés, des égarés, des fanatiques et tantôt aussi des tueurs.

En ces périodes troubles l'égarément des esprits est tel que l'assassin se ^{campe} campe volontiers en justicier et le bandit en authentique martyr. Telle était la mentalité sommaire des pauvres êtres qui abusés par une propagande délirante, acceptèrent froidement de jouer le rôle de bourreaux.

L'affaire avait commencé à Marseille par une manifestation inoffensive, mais tout à fait symptomatique.

Le 7 avril 1941, les nommés Guyon et Vaillant avaient été surpris par la police en compagnie d'un sieur Yves Moynier. Le trio badigeonnait sur les trottoirs des inscriptions anti-juives.

Peu de temps après, enhardis sans doute par l'impunité, ces mêmes personnages s'attaquent à la synagogue marseillaise de la rue Breteuil.

Un artificier à la Pyrotechnie de Toulon, Marbach, a préparé une bombe et l'a fait exploser pendant que Moynier fait le guet.

Dès ce moment, tels chiens courant vers l'hallali, les baddits se préparent à de nouveaux exploits. Ils rêvent plus glorieuse besogne: attaquer et occire l'un des princes de la République défunte!

Depuis des mois, une presse de meurtre et de sang ameutée, en ce sens, l'opinion publique. Elle réclame chaque jour le châtiment immédiat

et exemplaire de ceux qu'elle accuse d'avoir voulu la guerre et qui et qui sont, à l'en croire, responsable^s du désastre subi par la France.

L'Action Française ; Candide ; Je Suis Partout ; Gringoire ; Le Pilon ; désignent ainsi et tour à tour aux coups des assassins tantôt Paul Reynaud, tantôt Georges Mandel, tantôt Léon Blum, tantôt Marx Dormoy.

Parmi ces hommes, promis à l'holocauste, Marx Dormoy, seul a le funeste privilège de disposer d'une certaine liberté de mouvement et de résider à proximité de Marseille, où les émules de Doriot font la loi, sous la haute direction de Sabiani.

Il n'en faut pas plus, pour qu'en de faibles cervelles, germe tout naturellement l'idée du crime que les rufians de plume qui l'ont suggéré, présentent, par avance, comme un acte de haute justice !

C'est Moynier qui songea le premier à ce qui lui apparaît acte méritoire et qui en dresse le plan d'action.

Il en règle minutieusement le déroulement : on établira d'abord une surveillance attentive des faits et gestes du futur assassiné.

Le complice qui s'en charge se rend à Montélimar. Lorsqu'il en revient, il renseigne Moynier. Si l'on veut pénétrer dans l'intimité de Marx Dormoy, endormir sa méfiance, minuter son emploi du temps, il convient dit-il de faire appel à une femme, avenante et habile, et suffisamment intelligente pour le circonvenir.

Une demoiselle de petite vertu qui prendra le nom de Florence Géraudias s'offre à jouer les Circé.

Elle accourt à Montélimar et lors d'un premier séjour au

Relais de l'Empereur, vers le 15 Juin, y prend connaissance des êtres et des lieux. Quand elle rejoint Moynier, Guyon, Vaillant et Guichard, elle en sait assez pour que ses complices passent à la préparation de l'attentat. On prend rendez-vous à Marseille pour le 25 Juillet.

C'est le lendemain, dans la matinée, que les affidés rejoindront Montélimar. L'artificier Marbach a préparé l'engin meurtrier, dissimulé dans une boîte de jeu de construction pour enfants.

Dès sa descente du train, Florence Géraudias s'empresse, à nouveau de louer une chambre au Relai de l'Empereur et en obtient, une, située au même étage que celle occupée par Marx Dormoy. Ses acolytes se sont bien gardé de l'y accompagner.

L'un d'eux est simplement descendu dans un autre hotel de la ville, où tout ce joli monde se réunira pour mettre au point le scénario de l'attentat projeté.

Marbach règle le mouvement d'horlogerie qui doit provoquer l'explosion de la bombe.

Un bouquet de fleurs sera acheté et on ira l'offrir à Florence Géraudias qui prend son repas à une table proche de celle de sa future victime.

La demoiselle aura donc un prétexte plausible pour aller déposer l'offrande chez elle, en y attirant ses complices.

C'est à ce moment que le drame se nouera.

Yves Moynier s'est complaisamment étendu sur les détails de la scène lors du premier interrogatoire que lui fit subir Monsieur Tudesq, Commissaire de la Police Mobile. Écoutons parler le tueur.

« Dès notre arrivée à Montélimar, vers 20 h.30, nous nous sommes présentés, dit-il, au Relai de l'Empereur, Vaillant a demandé "...

"Mlle Florence". Un employé est allé la chercher dans la salle à manger. Dès son arrivée près de nous, comme il était convenu, Vaillant s'adressant à moi, m'a présenté celle que nous appelions Florence. Nous avons simulé la joie de nous revoir, nous nous sommes embrassés et toujours selon les plans établis, Florence a manifesté, après la remise du bouquet, le désir de nous offrir un petit cadeau. Cela nous a permis d'avoir un motif d'aller dans les étages. En sa compagnie, Vaillant et moi, sommes donc montés au second, alors que nous avons vu M. Dormoy demeurer dans la salle du restaurant où il prenait son repas.

A l'entrée du palier du deuxième étage, nous nous sommes dirigés vers la chambre de M. Dormoy que Florence nous a indiquée. La clef étant sur la porte, nous n'avons eu aucune difficulté pour y pénétrer.

Pendant que Florence guettait, Vaillant et moi nous sommes mis en devoir de placer l'engin. Pour cela, j'ai éventré le matelas à hauteur de la tête du lit et j'y ai introduit la boîte à explosif que Marbach avait préalablement réglée pour qu'elle explose vers deux heures du matin. Nous n'avons opéré que durant quelques secondes, après quoi nous sommes allés dans la chambre de Florence. Après y être restés à peine vingt minutes, nous sommes redescendus et lui avons fait nos adieux dans le hall de l'hôtel. Ayant rejoint Marbach qui nous attendait dans le parc, nous avons tous pris le train de 22h 30 à destination de Valence. Pendant que Florence continuait sur Lyon, nous avons repris le train à Valence pour retourner à Marseille et c'est ainsi qu'en repassant à Montélimar, vers deux heures du matin, nous avons appris la réussite de notre exécution."

On connaît la suite. A quelque temps de là, curieux retour des choses, trois des tueurs de Montélimar étaient déchiquetés à Nice par

l'explosion d'une bombe.

L'engin préparé par Marbach, moins bien réglé sans doute que celui qui avait été utilisé contre Marx Dormoy, en même temps qu'il faisait justice de quelques uns de ses assassins, devait éclairer d'un jour cru les complicités occultes dont avaient bénéficié les survivants.

Un juge courageux, M. Marion, mit en oeuvre, pour les découvrir, tous les moyens qu'il avait à sa disposition.

Le dossier constitué par cet intègre magistrat est particulièrement édifiant: il suffit à comprendre l'inaction criminelle des autorités de Vichy qui, après avoir fait traîner le procès en longueur, n'hésitèrent pas à favoriser l'évasion des coupables qu'on avait fait jeter en prison. Le peuple de France, dans ce qu'il a de sain et d'honnête, mérite à cet égard d'être enfin documenté. Il a le droit de connaître toutes les sanies que recouvraient les grands mots de Révolution Nationale.



Qu'étaient donc, au juste, les tueurs de Montélimar? Qui, dans l'ombre, avait armé leur bras et financé leur criminelle entreprise? C'est à ces questions que répond la longue procédure diligentée par M. Marion et sur laquelle on fit le silence. Comment les hommes de la trahison, nouveaux maîtres de la France, eussent-ils pu, en effet, mettre en cause ceux qui étaient l'armature du régime, les Doriot, les Simon Sabiani, les Eugène Deloncle?

Car c'est de ces édifiants personnages que se réclamaient hautement les assassins de Dormoy. Qu'on en juge plutôt.

Tous les tueurs interrogés ont fait partie, soit des organisations doriotistes, soit des fameux groupes de protection, dont les liaisons avec la Cagoule étaient notoires.

Non seulement, ils n'ont pas cherché à s'en cacher, mais c'est avec une franchise qui confine à l'inconscience qu'ils s'en glorifient.

Un sieur Guichard, interrogé le 19 août par Tudesq, Commissaire de Police Mobile, déclare froidement ce qui suit sur Mouraille, qui a caché chez lui Moynier et a tenté de favoriser sa fuite.

- "Je connais Mouraille depuis onze ans. Nous avons les mêmes idées politiques. Nous étions tous deux Camelots du Roy. Mes sympathies allaient aux patriotes qu'on appelait Cagouleurs. Ils avaient souffert sous le Front Populaire dans l'intérêt de leur patrie."

Le même Guichard était en correspondance suivie avec Simon Sabiani dont il admirait le courage. Une de ses lettres s'exprimait en ces termes:

"Dans l'affaire des Cagouleurs, où de bons Français payent de longs jours de prison le fait d'avoir osé, seul le P.P.F. a mené une campagne vraiment digne."

Questionné à son tour le même jour, Mouraille ne fera pas mystère de ses sentiments politiques ni de ses fréquentations particulières

- "Par la radio, dit-il, j'ai appris l'attentat contre Marx Dormoy.

"J'ai pensé: cela fait un salaud de moins. Moynier, qui était venu me voir vers le 10 août, m'a accompagné à Paris, où il désirait

Car c'est de ces édifiants personnages que se réclamaient hautement les assassins de Dormoy. Qu'on en juge plutôt.)

Tous les tueurs interrogés ont fait partie, soit des organisations doriotistes, soit des fameux groupes de protection, dont les liaisons avec la Cagoule étaient notoires.

Non seulement, ils n'ont pas cherché à s'en cacher, mais c'est avec une franchise qui confine à l'inconscience qu'ils s'en glorifient.)

Un sieur Guichard, interrogé le 19 août par Tudesq, Commissaire de Police Mobile, déclare froidement ce qui suit sur Mouraille, qui a caché chez lui Moynier et a tenté de favoriser sa fuite.

- "Je connais Mouraille depuis onze ans. Nous avons les mêmes idées politiques. Nous étions tous deux Camelots du Roy. Mes sympathies allaient aux patriotes qu'on appelait Cagoulards. Ils avaient souffert sous le Front Populaire dans l'intérêt de leur patrie."

Le même Guichard était en correspondance suivie avec Simon Sabiani dont il admirait le courage. Une de ses lettres s'exprimait en ces termes:

"Dans l'affaire des Cagoulards, où de bons Français payent de longs jours de prison le fait d'avoir osé, seul le P.P.F. a mené une campagne vraiment digne."

Questionné à son tour le même jour, Mouraille ne fera pas mystère de ses sentiments politiques ni de ses fréquentations particulières.

- "Par la radio, dit-il, j'ai appris l'attentat contre Marx Dormoy.

"J'ai pensé: cela fait un salaud de moins. Moynier, qui était venu me voir vers le 10 août, m'a accompagné à Paris, où il désirait

contracter un engagement dans la Légion antibolchevique. Comme il avait besoin, pour cela, d'une pièce d'identité, je lui ai offert de lui fournir celle qu'il désirerait. Sur sa demande, je lui ai donné ma propre carte, qui me servait à pénétrer dans l'enceinte du port de Marseille et sur laquelle il a placé sa photographie."

Un sieur Durant Henri, qui connaissait Mouraille depuis près de vingt ans, a confirmé de façon formelle l'appartenance de celui-ci à la Cagoule. Interrogé le 22 août, il a déclaré:

- "Six mois avant la guerre, Mouraille m'avait demandé si je voulais adhérer aux Cagouleurs, c'est-à-dire au Comité Secret d'Action Révolutionnaire (C.S.A.R.). Je ne suis allé qu'à une seule réunion de cette organisation, 8 ou 10 rue Pavillon, au 3^e étage. Nous étions une dizaine d'assistants, dont Mouraille, qui m'a présenté à un homme grand et fort qui paraissait être le chef. Celui-ci nous a dit que l'organisation avait pour but la lutte contre le Communisme et que des armes nous seraient ultérieurement confiées. Comme je jugeais cette action dangereuse, ayant trois enfants à ma charge, j'ai fait connaître à Mouraille que je ne voulais plus faire partie du C.S.A.R."

Curieux et inquiétant personnage que ce Mouraille, si l'on en juge par ce que révéla à son tour un honorable commerçant de Marseille, questionné le 6 septembre 1941, par le Commissaire de Police Judiciaire Rebel.

- "Vers le milieu de la guerre d'Espagne, Mouraille, qu'il connaissait déjà comme un royaliste convaincu, lui exprima, à ce moment-là, le désir de se rendre en Espagne, pour y servir la cause des nationalistes. Les chefs du Parti Royaliste à Marseille facilitèrent l'opération et Mouraille put

ainsi monter à Barcelone une entreprise de transports. Sous le couvert de son activité commerciale, il put travailler au profit des nationalistes, en Espagne Rouge. Il faisait de fréquents voyages, entre Barcelone et Perpignan et, au cours de ces déplacements, il apportait aux franquistes habitant la France des renseignements sur l'Espagne gouvernementale. Inversement, il transmettait aux franquistes de Barcelone les instructions des chefs nationalistes. Pour faciliter son installation en Espagne Rouge, Mouraille, avec l'accord de ses chefs royalistes, s'était fait inscrire à divers partis de gauche. Il possédait notamment des cartes d'adhérent au Parti Socialiste S.F.I.O. Après la guerre, il aurait été félicité par les franquistes des services rendus à leur cause."

Annie Mouraille, dont je note ici qu'elle n'avait aucun lien de parenté avec l'espion, a apporté des précisions accablantes sur les complicités obscures dont les tueurs ont bénéficié.

Interrogée le 25 août par M. Victor Chauvin, Commissaire Divisionnaire de Police Judiciaire, elle n'hésita pas à faire les importantes déclarations qui suivent:

- Mes amis Moynier, Guyon, Vaillant, Guichard et Marbach étaient de grands patriotes, très anti-juifs et très anti-Front Populaire. Ils estimaient que c'étaient les gens d'extrême-gauche qui étaient la cause de la guerre et de notre défaite.

"Je ne crois pas que Moynier ait été l'instigateur de l'attentat contre Marx Dormoy, car, à plusieurs reprises, il m'a laissé entendre que lui et ses amis étaient commandés par un chef habitant Vichy ou recevant ses directives de Vichy. Ils ne m'ont jamais dit le nom de cet homme

qu'ils appelaient dans l'intimité d'un prénom ou d'un diminutif d'une consonnance se terminant en "oine".

"J'ai, d'ailleurs, vu cet homme à Lyon. Je me trouvais avec Moynier, lorsque, au mois de juin, dans cette ville, Nous assistions à un congrès P.P.F. Après nous avoir quittés, mes amis m'ont dit que c'était là le chef dont ils m'avaient souvent parlé. A mots couverts, j'avais compris que c'était cet homme qui leur transmettait les ordres et leur apportait de l'argent afin de couvrir leurs frais. J'ai entendu parler d'une somme de 40.000 F. C'est d'ailleurs lui qui, d'après ce que m'a dit Moynier, m'a fait délivrer une carte d'identité au nom de Florence Giraudias

"Il s'agissait d'une carte d'identité cartonnée, se pliant en deux, sur laquelle était collée une photographie de femme qui me ressemblait. J'ai examiné ce document d'assez près et j'ai constaté qu'il était revêtu d'un cachet noir portant la mention "Sûreté Nationale de Vichy".

Après de tels aveux, comment douter que les acteurs principaux du drame de Montélimar n'aient été des exécuteurs de la Cagoule?

Commis-voyageurs, salariés de ce ramassis de fanatiques et de tueurs, c'est sur ses instructions, et vraisemblablement sur ses ordres, qu'ils se sont livrés à la propagande par le fait qui fut autrefois l'un des moyens d'action des anarchistes. L'assassinat de Marx Dormoy fut loin de mettre fin à leurs criminelles activités et l'une des pièces de la procédure instruite contre eux en apporte un témoignage qui confirme et renforce les révélations accablantes d'Annie Mouraille.

Le 14 août 1941, quelques jours après l'attentat de Montélimar, le Préfet de la Saône-et-Loire informait, en effet, le Ministre Secrétaire d'Etat à l'Intérieur que M. Poissat, , Inspecteur de Police Spéciale,

avait interpellé à Louhans deux individus d'allure suspecte porteurs de valises, qui se prétendirent d'abord prisonniers évadés d'Allemagne.

Le Préfet indique en son rapport que: "conduits à la gendarmerie, leur identité fut reconnue. Il s'agissait des nommés Mouraille Roger et Yves Moynier revenant de Paris, où ils s'étaient clandestinement rendus "dans un but privé". Dans leurs valises, se trouvaient une vingtaine d'exemplaires de la brochure intitulée "Les Idées et l'Action", par Eugène Deloncle, éditée par le Rassemblement National Révolutionnaire."

La gendarmerie du lieu commit à ce moment-là une faute regrettable, car, si elle avait compulsé les ordres de recherches lancés par la police au lendemain de l'assassinat de Marx Dormoy, elle eût permis l'arrestation plus ~~rapid~~ rapide des assassins.

On devine aisément ce que les deux personnages interpellés à Louhans voulaient dire lorsqu'ils avaient affirmé s'être rendus à Paris "dans un but privé".

Ils allaient vraisemblablement rendre compte, touch^{er} le salaire dû à leur forfait, et surtout quémander aide et protection auprès de ceux à dont ils furent les instruments. Car, malgré leurs dénégations, - trop intéressées pour être véridiques, - il n'y a pas de doute: derrière le bras des sicaires, il y avait le cerveau d'un chef dont on devine la présence qui se détache comme un filigrane au travers de la procédure instruite par M. Marion. On n'en percera pas le mystère, car le milieu sait observer la loi de silence qui, seule, peut devenir profitable.

Les inculpés garderont donc bouche close sur la personnalité des instigateurs de leur acte, mais leur détention se prolongeant un peu trop au gré de leurs désirs, et aussi, sans doute, en dépit des promesses qui leur ont été faites, ils se laisseront aller à quelques imprudences

épistolaires.

Elles achèveront d'édifier ceux de mes lecteurs qui pourraient conserver un soupçon de scepticisme sur ce point.

Voici, par exemple, ce qu'écrit de sa prison de Val^eance, la dénommée Mouraille à l'un de ses corréligionnaires politiques de Nice:

"Cher Ami, me voilà dans une situation peu enviable car ici il n'y a pas de régime politique. Pouvez-vous joindre des gens sympathisants qui pourraient étouffer l'affaire? Essayez de voir de que peuvent faire Buchard, Deloncle, que mes camarades de détention ont pu joindre à Paris peu avant leur arrestation. L'un d'eux s'appelle Mouraille, comme moi, et je crois qu'Eugène Deloncle le connaît bien."

Et plus loin, Annie poursuit en ces termes combien révélateurs
- Il est question d'un Ministère Pierre Laval. Cela peut présenter un intérêt pour nous.

"Les Allemands ne peuvent-ils rien?

Le moral est bon. A bientôt et vive la Révolution Nationale.

Annie."

Une lettre de Mouraille, plus démonstrative et, cette fois, véritablement révélatrice des complicités qui ont concourru à l'assassinat de Marx Dormoy, mérite d'être intégralement reproduite. Le style en est volontairement brutal. Sa crudité malodorante, sa vulgarité ordurière, témoignent que le personnage qui écrit sait bien de quoi et de qui il parle.

La missive était adressée à Yves Moynier et devait lui être subrepticement remise. J'en ai retranché simplement le nom de celui qui

fut probablement le trait d'union entre la Cagoule et ses tueurs, mais qui, couvert sans doute par de hautes protections, sut habilement se tirer d'un fort mauvais pas.

Voici le témoignage. Il est de ceux dont la rude franchise ne saurait être récusée.

"Ce 9.2.42

"Mon vieux Yves,

Je te fais passer ce mot pour que tu sois avisé avant l'instruction. Tu comprends bien que j'en ai marre de cette situation équivoque dans laquelle je suis; aussi je n'ai à ménager personne et ferai le récit exact de notre voyage, sinon je vais passer pour un complice et serai bon comme un melon. Je ne veux pas pousser mon dévouement à faire injustement de la prison pour une faute que je n'ai pas commise. Je paie déjà assez cher un élan de ma conscience, dans lequel tu m'as foutu dans la merde, pour des histoires que j'ignorais. Je me souviendrai de tes ennuis pour ton action anti-juive. Je me suis rendu compte de son étendue. De toutes façons, il aurait fallu que je sois un salaud ou un Juif pour ne pas t'aider. Quoique je doive te dire que je regrette mon attitude et surtout d'avoir passé sous silence la présence de X... Ne crois pas que c'est par lâcheté, loin de là, mais parce que la situation me semble être celle-là. Après son arrestation et sa libération, X... fuit. C'est sûrement par ordre de ceux de Vichy, car il y était toujours fourré; il le disait assez. (Tu dois sûrement les connaître et si tu les connais, tu aurais tort de ne pas t'en servir.) Pris de panique,

ils ont coupé le trait d'union car X... était notre chef, ou l'homme de liaison officieux du Cabinet du Maréchal, ou quelque chose de ce goût-là; c'est pour ces raisons que je regrette mon attitude et de payer pour ainsi dire pour lui, car c'est lâche de laisser des amis dans la merde, surtout pour moi, sachant que je n'y suis pour rien (ça devait faire son jeu). Je n'ai pas de conseil à te donner, c'est trop grave: ces Cocos que je ne connais malheureusement pas, qui auraient été aux premières loges pour les lauriers, te laissent assassiner, ainsi que nous tous en prison, ceci pour se couvrir. Médite cela.

"On voudrait nous faire disparaître, qu'on ne s'y prendrait pas autrement. Quand Israel était roi en France, les patriotes ont eu le régime politique, et le Gouvernement de la Révolution Nationale nous considère et nous traite pire que ce qu'il y a de plus bas et vil, au même rang que les pouilleux, alors que tous les autres détenus se chauffent, moi, j'ai récolté plein de rhumatismes, reconnus par le docteur, avec ma bronchite, souvenir de la guerre. C'est un miracle que je ne sois pas sorti entre les planches. Si je n'avais pas pu recevoir ma nourriture du dehors, j'étais foutu. Jamais je ne croirai que le Maréchal est au courant de la façon dont on est traité, nous patriotes, d'avoir commis (c'est pour moi que je parle) et pour nous tous, le crime d'aimer notre pays. C'est parce que j'étais et suis de coeur avec vous et tous les patriotes. Il doit l'ignorer ou être trompé sur notre sort.

"De l'autre côté, tu constates que le Gouvernement de la

Révolution Nationale laisse faire une publicité sur le Portalet, forteresse terrible, hivers rigoureux, nid d'aigles, tant de stères de bois y sont entreposées, mesures énergiques, etc. puis, sans doute, pris de remords, ayant sûrement peur que le Juif Blum s'enrhume ou un de ses complices, on les transfère au chaud. Ça m'arrache le coeur de penser que toi, tes amis (et moi aussi, puisque je suis dans la bagarre, je peux dire volontairement) ~~vous~~ vous étiez de vrais révolutionnaires et de bons Français et être traités comme cela, de constater les deux poids et mesures.

"Dans mes écrits, je n'ai pas cessé de crier que je suis de coeur avec toi, j'ai trop vu votre matériel en Espagne et je pense trop au charnier où des milliers de nos frères sont étendus, froids et sanglants dans notre sol mal défendu par la faute de ces fripons qui ont assassiné la France et les Français; c'est nous, les jeunes, qui payons toujours. Ce n'est pas un, mais cent de ces salauds qui méritent le poteau. Et ils ont tous les égards, pendant que les patriotes meurent, je dirai presque lagalement. Tout me porte tort. Même de penser Français et d'avoir le courage de le proclamer. Il y a un mystère que je n'arrive pas à comprendre, c'est que l'instruction n'ait pas révélé mon innocence. A moins que ce ne soit la fuite de X... qui ait empêché ma liberté. Poursuoi ne m'^{-t-}ai/on pas interrogé et confronté, ^{avec lui} malgré mes réclamations?

"Je me demande si, comme le traître Dormoy était le pilier des loges, elles ne travaillent pas en dessous. Ces bordilles sont partout et surtout dans les administrations. Nous

verrons bien. Quoique le juge paraît correct. Ce n'est pas lui qui a refusé le régime politique. On a intercepté du courrier à la Mouraille; mon avocat me dit que c'est sûrement à cause de cela que je suis maintenu; çà me paraît plus que bizarre, ne la connaissant pas. Mardi dernier, mon avocat m'a demandé si je n'avais pas vu de personnage politique (sauf le bonhomme du Négresco). J'ai l'impression qu'il n'en est pas bien convaincu; il a fallu que je l'affirme pour qu'il me croie; bientôt il le savait mieux que moi. Tout est contre moi.

"Je ne compte pas mes souffrances: voilà le pétrin où tu m'as foutu. Aussi, je me permets, et je me juge presque en droit de te donner un conseil. Tu es un con (sic) de ménager des salauds qui te laissent crever car tu es gênant. Ne vois-tu pas que tu sers de pâture et paye pour des lâches? Tu ne vois les choses qu'avec ton coeur, regarde-les avec la raison, çà vaut mieux.

"Je t'ai entrevu à la messe. Tu as l'air de bien te porter çà m'a fait plaisir. J'ai rouspété à ce Légionnaire qui est ^{venu} ~~ven~~, je crois que c'est le docteur de l'hygiène; somme toute, nous sommes au régime spécial de la mort lente. Le chef a tellement compris notre situation qu'à une demande pour le chauffage, il me répond: "Je n'ai pas attendu votre demande, de moi-même, j'ai fait le nécessaire. Je crois qu'en janvier, il y a eu six décès. ^{Tout} cela ne vaut pas les belles journées où on se levait la peau avec le Gazo, et Ludo qui chialait pour ses nerfs doit aussi les regretter. Je l'ai aperçu, on dirait un vrai bandit. Il a une barbe X

terrible; il a dû beaucoup souffrir.

"Malgré cette boue, je ne perds pas confiance, j'ai toujours foi en le Maréchal qui est au-dessus de toute cette pourriture et de cette boue. Je relève la tête et crie avec toi "Vive la France", Vive la Révolution Nationale, vive le Maréchal. A bas tous les pourris et que payent les responsables de notre défaite, espérons qu'ils soient châtiés en conséquence; faisons confiance au Maréchal, il ne ment pas.

Je ne t'en veux pas, je tends vers toi ma main et, malgré le froid, brûle toujours dans mon coeur l'amour de la Patrie.

Ton ami toujours et toujours. Roger.

"Je languis. Samedi, tu es averti, je ne te prends pas en lâche, d'ailleurs, c'est pour ton bien, je n'ai pas envie de me suicider.

"Déchire cette lettre. A Samedi."

Tel fut l'un des derniers éléments de procédure que j'eux à connaître et qui pouvait orienter la Justice vers la recherche des complicités obscures que l'on devine à travers les propos compromettants du sieur Mouraille comme de la fille Annie Mouraille.

La tourbe de Vichy avait ^{tout} à craindre de celui-ci surtout qui, exaspéré par sa longue détention, se préparait, comme on dit en argot policier, à "manger le morceau".

Alerté et mis au courant des risques qu'elle pouvait encourir, elle fit intervenir en haut lieu auprès du Petit Grand Maître de la Justice de Pétain, M. ^{Joseph} Barthélemy.

Je devais, à cette époque, rejoindre la France-Libre: ce n'est donc qu'à Londres que je connus la suite qui fut donnée aux démarches de la bande.

~~Elle obtint de la complaisance de son...~~

M. de Menthon fit diligence car, quelques jours plus tard, je recevais de lui la réponse suivante, qui faisait droit à ma demande:

"Ministère de la Justice

Paris, le 30 janvier 1945.

Direction Criminelle

1er Bureau

n° 4205- A 41/B

"Monsieur le Président,

"Vous avez bien voulu appeler mon attention, par lettre du 22 janvier 1945, sur l'information suivie au Parquet de Montélimar contre les nommés Mouraille, Moynier et Guichard, inculpés de l'assassinat de M. Marx Dormoy.

"J'ai l'honneur de vous faire connaître que l'instruction de cette affaire a été reprise au Parquet de Montélimar.

"J'invite, par ce même courrier, M. le Procureur général près la Cour d'Appel de Grenoble à veiller à ce qu'elle ne subisse aucun retard injustifié.

Veillez agréer, Monsieur le Président, l'assurance de ma haute considération.

signé: de Menthon.

Monsieur Félix Gouán

Président de l'Assemblée Consultative,

Provisoire,

Palais du Luxembourg."

26°
- 252 / 252

Je ne pus, comme je l'eusse souhaité, prendre part au dernier acte du drame.

Président de l'Assemblée Consultative Provisoire, au moment où comparurent en Assises les tueurs de Montélimar, je remis en d'autres mains le soin de veiller aux intérêts de Mlle Jeanne Dormoy.

L'affaire était ancienne, le vent de l'oubli avait soufflé sur l'histoire, les passions s'étaient, sinon éteintes, du moins quelque peu assoupies. Le châtement qui fut infligé aux coupables ne fut pas à la mesure de leur abominable forfait.

Puissent cependant les générations nouvelles ne pas oublier tout ce qu'elles doivent à mon bon camarade, à mon très cher ami Marx Dormoy!

Il avait vu loin et clair quand il s'était courageusement dressé contre la Cagoule, repaire de bêtes malfaisantes au service de l'ennemi. En s'efforçant de le mettre dans l'impossibilité de nuire, Marx défendait à la fois la Patrie et la République.

C'est pourquoi au-delà des mensonges et de la haine, son nom mérite d'être impérissablement lié au souvenir de tous les hommes de devoir qui, dans les sombres heures de notre défaite, surent se sacrifier pour leur idéal et pour leur pays!

CHAPITRE X

Les Fruits amers du Pétainisme

Pendant que se poursuivait l'instruction de l'attentat de Montélimar, un autre drame se nouait non loin de là. La Cour Suprême de Riom, que venait de créer Pétain, multipliait ses efforts pour rassembler charges et témoignages contre les chefs républicains que Vichy avait décrété d'accusation.

Incroyable procédure inspirée par le non moins incroyable Garde des Sceaux du Maréchal! Agent de liaison entre Léon Blum et le Parti, j'eusse manqué à mon devoir le plus élémentaire si je n'avais pas rassemblé à ce sujet une documentation aussi abondante que possible.

Nos groupes locaux du C A S attendaient avec angoisse le déroulement du procès qui allait s'ouvrir. Ils étaient avides de connaître les péripéties, les dessous, les entr'actes divers qui constituent la trame

de toute procédure.

Nos bons camarades Spanien et Le Troquer, chargés de la défense de Léon Blum, facilitèrent ma tâche en m'ouvrant largement leurs dossiers.

Léon Blum, dont la science juridique était inégalable, compléta par de longs entretiens la documentation destinée à nos militants. L'opinion avait besoin d'être renseignée et souhaitait comprendre les raisons d'une procédure aussi insolite: c'est à son intention que j'ai tenu à jour, pour en divulguer ensuite l'essentiel, une sorte de chronique de cet unique et inique procès!

Confié à ma femme lors de mon départ pour Londres, peu avant la fin des débats de Riom, celle-ci put la soustraire aux investigations des autorités allemandes qui avaient réquisitionné ma demeure à Istres.

Quelle ne fut pas ma joie, on le devine, lorsque ma femme put gagner l'Angleterre en avion, un an après mon arrivée en ce pays, et me rapporter ces précieux manuscrits confiés à sa garde. Je n'eus qu'à les compléter par la documentation que les services secrets de la France Libre avaient rassemblée pour en faire un ensemble à peu près complet d'une des pages les plus tristes de la triste histoire de Vichy.

L'étude vécue que j'en ai tirée, vaut la peine d'être reproduite en un moment où certains gaullistes de la première heure sont assez oublieux du passé pour songer à instruire contre la IV^e République le même stupide procès que Pétain intenta jadis à la III^e!

On le sait déjà, c'est le 30 juillet 1940, par l'Acte Constitutionnel n° 5 que le Maréchal Pétain, réunissant en sa personne le triple pouvoir législatif, exécutif et judiciaire, institua la Cour Suprême de Riom.

L'accession à la dictature du Maréchal date du 11 juillet 1940: c'est donc, en moins de vingt jours, que son Gouvernement substitue à la Haute Cour, autrefois chargée de juger les crimes d'Etat, une juridiction nouvelle, de caractère et de composition extraordinaires, chargée de punir à la fois - c'est la propagande de Vichy qui le proclame du moins - les mauvais Français, responsables du désastre.

Pourquoi cette juridiction nouvelle?

Et pourquoi tant de hâte à instruire un semblable procès, sous l'oeil de l'ennemi et, par voie de conséquence, sous son contrôle, sa direction possibles?

La réponse à ces questions troublantes est indispensable à connaître si l'on veut pénétrer la psychologie des débats et comprendre l'influence profonde qu'ils ont exercée sur la conscience publique en France.

Vichy, malgré les promesses prodiguées par Laval devant l'Assemblée Nationale, le 11 juillet 1940, ne pouvait point maintenir en vigueur la Constitution de 1875.

Pour juger les hommes d'Etat de la IIIe République, seuls responsables de nos désastres, s'il faut en croire le Maréchal promu dictateur, on ne pouvait donc songer à réunir la Haute Cour, transposition pure et simple, sur le plan juridique, de l'Assemblée politique qu'est le Sénat.

C'est été, on le conçoit, jouer avec le feu et saboter à l'avance le procès que l'on voulait instituer pour la plus grande gloire des généraux et amiraux usagés, principaux bénéficiaires et profiteurs du nouveau régime.

Il fallait donc faire du neuf, créer de l'inédit, et s'assurer d'une juridiction docile qui, selon l'expression fameuse, serait à même, non pas de rendre la justice, mais plus simplement des services.

C'est là ce qui explique l'institution de la Cour Suprême, dans laquelle figureront, à côté de magistrats savamment triés sur le volet, deux officiers généraux et un professeur de faculté de Droit dont l'esprit ^{sectaire} ~~sectaire~~ et partisan était bien connu.

C'est là ce qui explique également pourquoi on donnera licence à la Cour Suprême d'organiser elle-même la procédure et de mener les débats comme il lui plaira.

Juridiction exorbitante du droit commun, la Cour Suprême pourra de cette façon épouser étroitement la courbe de la politique sinieuse et trouble de Vichy. Nous verrons plus tard jusqu'où elle s'est engagée à cet égard, lorsque nous serons appelés à examiner son rôle et à juger son action.

Quant aux raisons profondes du procès, elles apparaissent aux yeux d'un observateur impartial comme la vivante démonstration des vérités mises à jour par l'un des penseurs les plus vigoureux de notre époque, le grand historien italien Guglielmo Ferrero. Dans l'un de ses ouvrages intitulé "Pouvoir", dans lequel sont analysées les causes profondes de la grande insomnie qui accable l'Europe depuis plus d'un siècle, Ferrero établit, avec la précision d'un clinicien, l'influence dominante exercée dans l'univers par la peur.

La peur, selon lui, est l'âme du monde vivant et l'univers ~~X~~ n'entre dans la sphère de la vie ~~X~~ que pour se faire peur à lui-même.

L'homme est l'être qui, placé aux sommets supérieurs de la nature et de la vie, a le plus peur et fait le plus peur aux autres, car il

~~l'homme~~ est à la fois le seul être vivant qui ait la notion et l'obsession de la mort , et le seul aussi , qui ait inventé et fabriqué des instruments capables de donner la mort .

Le Pouvoir, selon Ferrero , ne serait , dans ces conditions et à l'origine , qu'un moyen de défense contre les deux grandes frayeurs de l'humanité : la guerre , d'où sortent des torrents mortels , l'anarchie , d'où sort le désordre, redoutable et virtuel instrument de mort .

Tant que le Pouvoir est accepté comme légitime par la grande majorité des hommes qui l'ont péniblement construit , ce Pouvoir , sûr de lui , et sûr des êtres auxquels il commande , n'a pas besoin pour se faire obéir , d'employer la force , c'est à dire , en dernière analyse, de faire peur .

Il n'en est plus de même , dès que la légitimité de ce pouvoir vient à s'altérer ou à disparaître .

A partir de cet instant , le Pouvoir sait que la révolte peut éclater d'un moment à l'autre contre lui . La précarité même à laquelle il comprend qu'il est voué , le pousse à des mesures coercitives de plus en plus graves .

Et alors surgit le phénomène qui depuis plus d'un siècle a crucifié l'Europe : dès que les menaces et les rigueurs qui les suivent , apparaissent et se multiplient , les hommes ont peur du Pouvoir qui les frappe , et le Pouvoir a peur des hommes que ses persécutions jettent dans les voies de la révolte.

C'est cette double peur , réfractée en quelque sorte , et passant tout à tour et inversement des Pouvoirs Publics , chargés de gouverner , aux individus ^{contraints} chargés d'obéir , qui conduit aux actes de violence de plus en plus graves et de plus en plus généralisés.

Ces violences augmentent la peur, et celle-ci exaspère, de plus en plus, la férocité des esprits.

C'est ainsi que l'on en arrive peu à peu aux proscriptions, aux ~~banissements~~ ; aux déportations, et puis, à tout ce cortège odieux qui accompagne les dictatures dont la légitimité est mise en doute ; les persécutions de la pensée et du corps ; les meurtres individuels, les massacres collectifs.

Or, c'est bien là, en raccourci, l'explication-clef permettant de comprendre la tragique expérience qui se poursuivait en France, sous le couvert du Maréchal Pétain ?

Le Pouvoir établi avant lui et qui fondait sa légitimité, non seulement sur la durée, mais sur le consentement de la grande majorité des Français, s'est effondré à la suite du grand ~~seisme~~ base militaire de juin 1940.

Un raz de marée de peur, dès cet instant, a submergé la France : peur de l'occupation étrangère, peur de la famine, peur des désordres et de la guerre civile ...

C'est cet amas de peurs confuses, réfléchies et agrandies par ce miroir fidèle du pays que constituait le Parlement, qui, à l'origine, a permis et frayé l'accession au pouvoir du Maréchal, et c'est là, la tare fondamentale qui éclaire la suite des événements d'une lumière prodigieuse.

Construit dans une heure de démençance générale, directement issu d'une peur collective et irraisonnées, le nouveau Régime ne pouvait pas tarder à comprendre combien sa légitimité était précaire et fragile à la fois.

abdication

L'abdication du Parlement, devant lui, n'avait pu fonder sa légitimité, puisque cette abdication était au premier chef

inconstitutionnelle, et qu'il y manquait, au surplus, la liberté du choix, qui est l'âme même de tout contrat.

La peur s'est à ce moment emparée des sphères dirigeantes et le cycle infernal de cette peur réfractée, dont nous parlions tout à l'heure, s'est ouvert...

Les tenants du pouvoir, ceux qui, par leur trahison inconsciente ou avouée, avaient poussé le pays à la défaite, ont été la proie de cette sorte de delirium tremens qui est la marque de toutes les dictatures.

C'est pour cela que le thème des conciliabules de tous les hommes nouveaux de Vichy, le leit-motiv de ^{la presse serve} tous les journaux qui les soutenaient^{ent}, tournaient uniquement autour de cet objectif: empêcher, à tout prix et par tous les moyens, le regroupement des forces républicaines.

Ayant peur lui-même de sa précarité, le Pouvoir va donc chercher à faire peur aux hommes dont il exige obéissance et soumission.

Les moyens de tous les dictateurs sont les mêmes, à travers les âges et les civilisations les plus diverses: proscriptions de toute critique, d'abord, par la suppression des moyens d'expression de la pensée de l'homme; renforcement ensuite, des moyens de contrainte de tous ordres, magistrature ou police; enfin mesures de coercition contre les individus ou les groupes réputés dangereux..

C'est ce processus qui a très rapidement poussé les Gouvernements^{ants} nouveaux dont le Pouvoir était à la fois précaire et illégitime, à multiplier les persécutions, les poursuites, les juridictions d'exception, les condamnations impitoyables.

La peur, une fois de plus, a engendré mille excès et ceux-ci vont amplifier sans cesse l'esprit de révolte qui souffle parmi les masses.

C'est cette logique implacable des choses qui a fait de la France - après l'Italie, après l'Allemagne - le champ clos des mêmes batailles et des mêmes luttes qui se sont produites dans ces deux pays.

Le procès de Riom acquiert ainsi sa pleine signification et, à la lueur de cette philosophie de l'Histoire, il n'est plus possible de douter qu'il a été l'indice et le point culminant de la peur secrète des gouvernants de Vichy qui, pour défendre et, pensent-ils, consolider leur pouvoir s'efforce^{nt} de terroriser leurs adversaires présents et à venir et, parmi ceux-ci, les centres de polarisation possible de la Résistance.

La Cour Suprême créée dans ce but, les principaux inculpés, dont on a peur, arrêtés, dans quel sens va-t-on orienter le procès?

C'est le problème qu'il convient maintenant de poser, car il est la clef de tous le drame de Riom.

C'est ici le moment d'examiner de près la précarité, la faiblesse du Gouvernement de Vichy.

Malgré les apparences, jamais, peut-être, un régime ne fut aussi fragile que celui que la défaite a apporté aux Français. Il n'est point paradoxal de soutenir que, de tous les régimes qui se sont succédés en France depuis 1789, c'est assurément celui qui a le moins de solidité, le moins d'assise profonde.

En voici les preuves:

Avant que ne se manifeste en France la grande commotion révolutionnaire, notre pays a été dirigé par une monarchie dont la légitimité n'a été mise en doute par personne durant de longs siècles, et qui constituait par conséquent, et à cause de cela, un pouvoir fort.

Peu à peu , sous la poussée des événements , sous l'action des écrivains et des penseurs , sous ^{les effets} la ~~pression~~ aussi de certaine sclérose interne , le système monarchique , miné par une érosion invisible , s'est écroulé subitement pour faire place à la Révolution en 1789 !

On connaît la lutte qui , à ce moment s'est instituée en France entre les tenants de l'ancien régime et les protagonistes de la Souveraineté populaire . On sait aussi comment les divisions et les luttes fratricides de la Convention ont rapidement abouti à la dictature napoléonienne .

Celle-ci a constitué ^{à son tour} aussi un pouvoir fort , se soutenant à la fois par l'immense prestige militaire de son chef, et aussi par le ralliement , à son autorité , d'une grande partie de l'opposition royaliste , ce qui ne devait pas l'empêcher du reste , après avoir brillé d'un vif éclat, durant quinze ans , de trébucher à Waterloo...

Depuis cette époque , la France a été tout à tour gouvernée , soit par des descendants de l'ancienne famille régnante , soit par des descendants de Napoléon Ier lui même .

Ce n'est qu'en 1871 , après la chute du 2^o Empire , glissant dans la boue de Sedan , que l'on ^{re}vient à la forme républicaine , dont la base fondamentale est la souveraineté populaire , s'exprimant par le Suffrage Universel .

Chacun de ces régimes , il faut le reconnaître , comportait en lui , à des degrés différents et variables , des éléments de force qui en garantissaient la durée .

Le régime monarchique avait pour lui une existence ancienne , une tradition fortement établie dans les mœurs , une croyance quasi générale dans la légitimité du pouvoir du droit divin.

Les Régimes napoléoniens ont eu pour eux la gloire et le prestige des armes , et à cause de cela , l'acceptation de leur pouvoir par les cadres supérieurs de la société de leur époque : bourgeoisie des villes , grands propriétaires terriens , petite et moyenne noblesse.

La République, enfin, a puisé le principal de sa force dans les larges couches paysannes et ouvrières , la petite bourgeoisie des villes et l'élite intellectuelle du pays qui lui a fourni, pendant longtemps , l'armature administrative et les cadres dirigeants dont elle avait besoin .

Aucun de tous ces éléments divers de stabilité que nous venons d'examiner et qui ont joué pour les régimes antérieurs à la défaite de 1940 , ne se retrouve ^{autour du} dans le Gouvernement du Maréchal.

Il n'est pas , il ne peut être un Gouvernement de droit divin, et ceci se passe de démonstration .

Directement issu d'une défaite militaire, à laquelle ses chefs sont loins d'avoir été étrangers , il ne jouit d'aucun prestige, d'aucun rayonnement personnel .

Violentement en bataille contre les cadres et l'armature du Régime Republicain , il s'est aliéné , au départ , les masses profondes du peuples .

Pratiquant enfin , avec le vainqueur , une politique de soumission dont la veulerie frise la trahison , il a dressé et dresse de plus en plus contre lui , une foule d'éléments , hétérogènes peut-être du point de vue politique , mais qu'anime une fois patriotique ardente .

Les seules ^{forces} ~~éléments~~ dont dispose le Maréchal Pétain pour asseoir son pouvoir et assurer sa durée sont , d'une part la Police et

l'Armée , garantissant l'apparente fidélité des cadre^A/administratifs vitaux , et d'autre part le soutien , invisible mais toujours présent , de la force allemande , dans la mesure évidemment où le Régime de Vichy obéit à ses préoccupations militaires et épouse ses ambitions de domination universelle

Quand nous disions donc au début de ces réflexions que jamais Pouvoir n'apparut aussi fragile dans ses fondements que celui du Maréchal , nous ne faisons que constater un fait d'évidence , une réalité certaine .

Et ceci va nous permettre de prendre un contact plus profond avec les arrières pensées et les calculs du Gouvernement du Maréchal , lorsqu'il a décidé de livrer à sa justice un certain nombre d'hommes politiques de la III^e République .

Tenons d'abord pour certain un fait essentiel dont la vérité apparaîtra peu à peu à la lueur de notre exposé : le Régime de Vichy repose sur un certain nombre de postulats qui tous constituent de cyniques contre Vérités .

Le Régime qui hait les mensonges qui nous ont fait tant de mal n'est lui même qu'un gigantesque mensonge , il est même le Mensonge à l'état pur . Bien plus , le Mensonge constitue son seul élément de durée , si paradoxal que cela puisse apparaître à première vue .

Expliquons - nous la dessus .

Dans l'amertume sans fond du désastre , dans les misères effroyables de la défaite , il y a un sentiment unanime qui a spontanément jailli des profondeurs de l'âme populaire .

Ce qu'à voulu , ce que veut encore le Peuple de France , c'est discerner les vraies raisons de l'effondrement français et ce qu'il souhaite , c'est le châtiment de tous ceux qui en sont les responsables.

Le régime du Maréchal a fait immédiatement écho à ce sentiment instinctif et unanime et, dans l'un de ses premiers discours, le Maréchal Pétain a solennellement promis aux Français que justice pleine et entière serait faite.

Cette promesse constituait un mensonge, car, s'il est un régime qui ne pouvait pas vouloir la justice, la justice totale que souhaitait ardemment le peuple français, c'était précisément le régime du Maréchal.

Son origine, sa composition, sa clientèle, la dépendance étroite dans laquelle il se trouvait par rapport à l'Allemagne: tout cela était autant d'obstacles qui lui interdisaient la recherche impartiale et sereine de la vérité.

Il suffit d'y réfléchir quelque peu pour s'en convaincre.

L'origine de la fortune politique du Maréchal? A l'ouverture des débats de Riom, on commençait, en France, à voir clair en elle. Elle est le fruit d'un abominable complot politico-militaire qui remonte loin dans notre histoire et dans lequel la défaite devait être l'explosif indispensable à la destruction de l'édifice républicain.

A ce complot, se rattachent d'étranges complicités: celle de Laval avec Pétain, d'une part; celle de Pétain avec Weygand, d'autre part.

La composition du Gouvernement du Maréchal? Les chef de file du pouvoir? On'en connaît les principaux bénéficiaires!

Autour de quelques politiciens méprisables, le fond de la scène, à Vichy, X'est occupé par une équipe resplendissante d'étoiles et de galons. Partout, dans les postes les plus imprévus et les plus invraisemblables, c'est un foisonnement inouï de généraux impotents ou d'amiraux sans escadre.

N'importe qui de ces messieurs étant bon à n'importe quoi , on en a truffé toutes les administrations, si bienque , tandis qu'une partie de la France est fortement occupée par les Boches , l'autre partie est, non moins solidement, tenue en mains par les représentants les plus huppés de nos Etats-Majors .

La France est ainsi devenue le garde-manger , l'apanage , le douaire comme disent les anciens légistes , d'une caste nombreuse et avide : la caste militaire , qui a présidé au désastre et l'a accepté avec allégresse .

Quant à la clientèle qui s'est attaché à la fortune du nouveau régime , elle est entrés, facilement et de plein pied, dans l'intimité des nouveaux conquistadors .

Politiciens véreux , financiers de haut vol , académiciens usagés , intellectuels de boudoirs , révolutionnaires en ^{faudruche} tee : c'est tout cela qui s'agit^e à Vichy , c'est tout ce ramassis^{va} nauséux qui va , vient , virevolte autour du Maréchal et de ses mots-d'ordres...

Et cependant , quelque méprisable que soit la scène , la coulisse l'est encore plus , et bien davantage , car si c'est elle qui plante et change les décors successifs où s'agitent les pauvres êtres qui croient gouverner le pays , parce que Charles Maurras , le Prince de l'Inintelligence Française , a décrété sans rire qu'ils étaient la France réelle .

La coulisse , on l'a deviné , c'est l' Allemagne nazie, avec son organisation de fer : ses bandes armées , sa Gestapo , ses prophètes inspirés , sa foi sauvage , sa croyance forcenée dans le suprême destin du Reich!

Les Gouvernements successifs de M. Pétain ne constituent qu'une collection d'ombres mouvantes et éphémères

et ~~spéciaux~~, passant et repassant sur la scène, au gré de celui qui à l'envers du décor, règle l'éclairage, en maître tout puissant.

Comment imaginer dans ces conditions qu'un Procès comme celui de Riom pourrait s'instituer en toute liberté, se poursuivre avec la sérénité indispensable et aboutir à la justice vraie, la justice totale qu'attendait, que voulait la France ?

es responsabilités
tait forcément faire
procès d'abord

Opération impossible, quadrature du cercle, car il ne faut point perdre de vue que si on voulait faire le procès de toutes ~~les~~ ⁺ ~~des~~ responsabilités militaires, puisque notre désastre était avant tout, et au premier chef, d'origine militaire.

Mais cela, c'était quelque chose de dangereux pour les grands hommes du Régime, tous ou presque tous militaires, à commencer par le plus illustre d'entre eux, par Pétain lui même.

La moindre atteinte portée au prestige de celui-ci, le moindre coup atteignant ses nombreux amis ou protégés ^{ne} pouvait avoir ^{qu'un} ~~un~~ effet funeste sur ~~le comportement~~ ^{l'équilibre} d'un édifice aussi fragile que celui qui venait de naître.

Les tenants du régime Pétain ne pouvaient donc faire toute la lumière sur les vraies responsabilités de la défaite, parce que dans la ligne de tir de la justice, ils étaient assurément, et d'abord, ceux qui étaient dans la position la plus découverte, et par conséquent la plus dangereuse.

Mais ce n'est pas seulement sur le plan intérieur que ces Messieurs étaient vulnérables, ils l'étaient aussi, et à un degré bien plus considérable, sur le plan extérieur.

Un procès comme celui de Riom pouvait à la fois servir puissamment ou totalement desservir l'Allemagne.

Sur les responsabilités initiales de la guerre, il y a une thèse

française et il y a une thèse allemande irréductiblement opposés l'une à l'autre .

Comment croire , comment imaginer dans ces conditions qu'un Gouverne-
ment comme celui de Pétain qui n'est qu'un reflet de la dictature
hitlérienne , qui ne peut exister qu'en fonction de la tolérance que lui
accorde Berlin , puisse être libre de conduire un débat comme celui de
Riom , dans la seule voie que commandaient la justice et la vérité ?

Impossible encore , car on comprend bien qu'il ne pouvait pas être
question à Riom de battre en brèche la thèse allemande bien connue sur
les responsabilités, à sens unique, du conflit actuel .

La encore par conséquent procès impossible et quadrature du cercle....

Les promesse^s de Pétain à la Radio ?

Viande creuse, ne contenant aucune substantifique moelle , comme
dirait Rabelais .

Donc , écorce saine, en apparence , mais recouvrant , en fait , un
fruit par avance pourri , bon seulement pour la vidange ou le ruisseau...

C'est cela que l'on va cependant offrir au bon peuple de France

C'est cet ersatz de justice que l'on va s'efforcer de lui présenter
habilement, avec l'unique et double préoccupation de consolider sur le
plan intérieur et extérieur , la dictature naissante et déjà chenu de
Pétain

Malpropre cuisine , évidemment , pour laquelle il fallait trouver
un maitre -queux sans vergogne

Sur ce point tout au moins , rendons hommage au Maréchal :

il ne lui a pas fallu longtemps pour trouver dans les déchets humains
dont se pare sa Cour de Vichy , le boueux personnage dont il avait besoin.

C'est en un tournemain en effet , au lendemain même de la capitulation
du Parlement devant lui , que le Maréchal hissait au pouvoir , en qualité

française et il y a une thèse allemande irréductiblement opposés l'une à l'autre .

Comment croire , comment imaginer dans ces conditions qu'un Gouvernement comme celui de Pétain qui n'est qu'un reflet de la dictature hitlérienne , qui ne peut exister qu'en fonction de la tolérance que lui accorde Berlin , puisse être libre de conduire un débat comme celui de Riom , dans la seule voie que commandaient la justice et la vérité ?

Impossible encore , car on comprend bien qu'il ne pouvait pas être question à Riom de battre en brèche la thèse allemande bien connue sur les responsabilités, à sens unique, du conflit actuel .

La encore par conséquent procès impossible et quadrature du cercle....

Les promesses de Pétain à la Radio ?

Viande creuse, ne contenant aucune substantifique moelle , comme dirait Rabelais .

Donc , écorce saine, en apparence , mais recouvrant , en fait , un fruit par avance pourri , bon seulement pour la vidange ou le ruisseau...

C'est cela que l'on va cependant offrir au bon peuple de France

C'est cet ersatz de justice que l'on va s'efforcer de lui présenter habilement, avec l'unique et double préoccupation de consolider sur le plan intérieur et extérieur , la dictature naissante et déjà chenu de Pétain

Malpropre cuisine , évidemment , pour laquelle il fallait trouver un maître -queux sans vergogne

Sur ce point tout au moins , rendons hommage au Maréchal :

il ne lui a pas fallu longtemps pour trouver dans les déchets humains dont se pare sa Cour de Vichy , le boueux personnage dont il avait besoin.

C'est en un tournemain en effet , au lendemain même de la capitulation du Parlement devant lui , que le Maréchal hissait au pouvoir , en qualité

....

de Garde des Sceaux, M. Raphaël Alibert.

C'est ce Cagoulard en personne, par ailleurs juriste éminent et chevronné, qui, sagement, va forger les textes qui seront à la base du procès de Riom.

Travail de minutie, mécanisme de précision, s'il en fut, car il s'agit à la fois d'éviter les écueils où pourrait se briser le fragile esquif qui porte la fortune du pouvoir nouveau, et de consolider, en cours de route, sa délicate armature.

Hâtons-nous de le dire, M. Alibert ne sera pas inférieur à la malpropre besogne qu'on attend aussi bien de son amoralité personnelle que de sa science du Droit.

Le texte qu'il élabore et qu'il va faire signer par Pétain est le signe de la redoutable habileté du personnage; c'est grâce à lui, on peut le dire, que la Cour Suprême de Riom va devenir l'instrument d'une prodigieuse et criminelle manoeuvre politique, uniquement destinée à consolider, sur le plan intérieur comme sur le plan extérieur, un Gouvernement dont, dès sa naissance, la faiblesse organique éclatait aux yeux de tous.



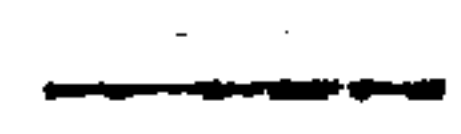
T A B L E G E N E R A L E



Première Partie



D'Istres à Londres
via Miranda del Ebro



Avant-propos	- 1 ^o volume - page	1
Chapitre 1 - Bordeaux : prélude à l'abandon	- 1 ^o volume - page	5
Chapitre 2 - Vichy : triomphe de la trahison	- 1 ^o volume - page	31
Chapitre 3 - Lendemain d'abdication	- 1 ^o volume - page	81
Chapitre 4 - Des portes s'ouvrent sur l'espérance	- 1 ^o volume - page	100
Chapitre 5 - Vers la renaissance du parti	- 1 ^o volume - page	149
Chapitre 6 - Avocat de Léon Blum	- 1 ^o volume - page	175
Chapitre 7 - Le Socialisme retrouve son âme	- 1 ^o volume - page	189
Chapitre 8 - Tel était Marx Dormoy	- 1 ^o volume - page	215
Chapitre 9 - La revanche de la Cagoule	- 1 ^o volume - page	227
Chapitre 10 - Les fruits amers du Pétainisme	- 1 ^o volume - page	263
Chapitre 11 - Le Procès de la République	- 2 ^o volume - page	280
Chapitre 12 - L'accusateur mis en accusation	- 2 ^o volume - page	311
Chapitre 13 - Capitulars et réacteurs à l'oeuvre	- 2 ^o volume - page	351
Chapitre 14 - Les arguments du venin	- 2 ^o volume - page	386
Chapitre 15 - Desinit in piscem	- 2 ^o volume - page	408
Chapitre 16 - Rencontre du destin	- 2 ^o volume - page	431
Chapitre 17 - Mes prisons espagnoles	- 2 ^o volume - page	457
Chapitre 18 - Berceau du Gaullisme	- 2 ^o volume - page	491
Chapitre 19 - Les métamorphoses du Gaullisme	- 2 ^o volume - page	508

Deuxième Partie

De Londres à Paris
via Alger

Chapitre 1 - Questions et réponses	- 1 ^o volume - page 1
Chapitre 2 - La scène et les coulisses	- 1 ^o volume - page 38
Chapitre 3 - Travaux et manoeuvres	- 1 ^o volume - page 66
Chapitre 4 - La boîte à surprise	- 1 ^o volume - page 83
Chapitre 5 - Primat du Politique	- 1 ^o volume - page 103
Chapitre 6 - Les Parlementaires Français à Londres	- 1 ^o volume - page 156
Chapitre 7 - L'heure trouble	- 1 ^o volume - page 258
Chapitre 8 - Ronde des Douleurs et des Joies	- 2 ^o volume - page 311
Chapitre 9 - Affrontements	- 2 ^o volume - page 341
Chapitre 10 - De Gaulle joue	- 2 ^o volume - page 357
Chapitre 11 - Les premiers pas de la Démocratie ...	- 2 ^o volume - page 368
Chapitre 12 - Naissance de l'Assemblée Consultative	- 2 ^o volume - page 386
Chapitre 13 - Le Réveil	- 2 ^o volume - page 420
Chapitre 14 - Première Assemblée Consultative	- 2 ^o volume - page 450
Chapitre 15 - Les grandes heures de la Consultative	- 2 ^o volume - page 486
Chapitre 16 - Lumières et ombres	- 2 ^o volume - page 511
Chapitre 17 - France souffrante et bien aimée	- 2 ^o volume - page 535
Chapitre 18 - Fêlures	- 2 ^o volume - page 560
Chapitre 19 - Une page d'histoire tournée	- 2 ^o volume - page 595

